

صكرا من الامم



Amusant

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14395 - 6 F

JEUDI 9 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'aggravation de la crise entre Serbes et Croates

L'armée yougoslave réclame l'instauration de l'état d'urgence

La menace militaire

LA perspective d'une intervention militaire pour tenter de mettre fin aux conflits ethniques dans le nouveau sud de la Yougoslavie. Après les sanglants affrontements entre Serbes et Croates qui ont fait au moins vingt morts ces derniers jours, le pays est au bord de la guerre civile et l'armée est en état d'alerte maximale, une mesure essentielle « psychologique » mais qui, compte tenu de l'état de décomposition de la Fédération, pourrait bien avoir des conséquences pratiques. Le président croate, M. Franjo Tudjman, qui ne cesse de lancer des appels à la raison et au calme, et son homologue serbe à Belgrade, M. Slobodan Milosevic - beaucoup plus vindicatif - ont toutes les peines du monde à maîtriser les ardeurs de leurs extrémistes respectifs.

Il est pratiquement établi que le meurtre des douze policiers croates, jeudi 2 mai, était une opération soigneusement préparée par des nationalistes tchétchènes serbes, venus de Belgrade, dotés de mitrailleuses modernes et peut-être même aidés par des mercenaires issus des rangs de l'ancienne Sécurité roumaine.

Il s'agissait, par cette action de commando, de provoquer une nouvelle crise politique à quelques semaines d'un changement au sommet de l'Etat. Le 15 mai, en effet, le Serbe Borisav Jovic, à la tête depuis un an de la présidence collégiale, doit, aux termes de la Constitution, céder la place au Croate Stipe Mesic, un homme foncièrement anticomuniste qui prône, comme les Slovènes, les Macédoniens et la plupart des dirigeants bosniaques, la transformation de l'actuelle Fédération en une communauté d'Etats souverains et démocratiques.

Cette formule est honnie par la Serbie et sa direction néocommuniste. M. Milosevic, qui défend la thèse d'une Fédération forte, centralisée et sous domination serbe, joue avec le feu. Se sentant en minorité depuis quelques mois, la fraction la plus dure des Serbes n'a vu d'autres moyens de barrer la route à M. Stipe Mesic et aux aspirations démocratiques de la Croatie que de faire régner un climat de peur dans le pays et de jouer la carte de l'armée.

DÉBUT mars, sur décision Jovic, l'armée s'était déjà livrée à une démonstration de force en déployant chars et blindés pendant quelques heures dans le centre de Belgrade. Après quelques semaines d'apaisement, la situation s'est de nouveau durcie et les négociations entre les six présidents destinées à trouver une solution politique pour l'avenir du pays ont été, mardi, reportées sine die.

Que l'état d'urgence soit ou non déclaré, il est permis de s'interroger sur l'utilité d'une intervention militaire qui, sur l'ensemble du territoire, notamment des Républiques « séparatistes » (Slovénie et Croatie), se heurterait nécessairement aux réticences des soldats comme des officiers non serbes. Déjà les dirigeants macédoniens et slovènes ont demandé le retrait de leurs recrues de l'armée nationale, alors que la Serbie, elle, aurait ordonné un début de mobilisation des réservistes. Une intervention de l'armée ne ferait qu'amplifier le désordre et accroître les risques de bain de sang.

M0147 - 0509 0 - 6.00 F



La présidence collégiale de la Yougoslavie s'est de nouveau réunie, mercredi 8 mai à Belgrade, pour examiner la grave crise qui sévit depuis une semaine entre les Républiques de Serbie et de Croatie. La direction des forces armées fédérales a demandé l'instauration de l'état d'urgence dans le pays pour mettre fin aux affrontements interethniques. En visite à Londres, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, a déclaré que « la guerre civile n'était pas inévitable ».

ZAGREB

de notre envoyée spéciale
Le calme régnait mercredi matin 8 mai à Zagreb mais les importantes forces de police qui surveillent les édifices officiels et les points vitaux de la capitale de la Croatie rappellent sans cesse que l'est et le sud-ouest de la République sont le théâtre de violents affrontements armés entre Serbes et Croates. Dans les

milieux politiques, l'inquiétude est grande.
La situation s'est sensiblement dégradée ces dernières semaines et se rapproche de la date « fatidique » du 15 mai, à laquelle le représentant de la Croatie, M. Stipe Mesic, devrait être nommé (conformément au principe de rotation annuelle) à la tête de l'Etat.

FLORENCE HARTMANN
Lire la suite page 2

Les empreintes de la France

Pendant dix ans, M. Mitterrand a tenté de faire prévaloir une diplomatie « différente », par le verbe autant que par l'action

par Claire Tréan

On ne pouvait guère échapper à la comparaison Mitterrand-de Gaulle à propos de la politique étrangère des dix dernières années. Le gaullisme reste en effet considéré dans ce domaine comme la référence obligée, et l'engagement de la France dans la crise du Golfe, venant clore cette décennie, a paru à certains mettre en cause quelques-uns de ses principes censés définir jusqu'à la fin des temps le rôle et la place spécifiques de la France dans le monde : qu'étaient devenues la « politique arabe », l'indépendance par rapport aux Etats-Unis ? En outre, le chef de l'Etat, en appelant la France à « tenir son rang » dans la crise, réhabilitait un langage gaullien dont ni lui ni ses prédécesseurs n'avaient

encore eu à ce point l'occasion d'user.
François Mitterrand n'a, dans cet épisode, ni vendu l'âme de la France aux Américains ni trahi ses liens historiques avec certains pays arabes et, à l'issue d'une décennie sans révolution diplomatique, sans bouleversement majeur d'orientation ou d'alliance, la seule question qui vaille est en fait la dernière : ce « rang de la France », qu'est-il devenu ?

En 1991, la France de François Mitterrand n'a toujours ni pétrole ni remarquable talent à l'exportation, mais elle a des idées et un verbe pour les promouvoir. De projets, d'ambitions sur la scène internationale, la décennie n'a pas manqué. Reste à savoir - mais c'est aussi affaire d'opinion - si on s'est donné les

moyens de ces ambitions, si ce verbe mitterrandien est trop présomptueux, si la distance fut trop grande entre le dire et le faire ; bref, si la France gagnerait, pour reprendre une formule désormais célèbre, à cesser « de vouloir voyager en première avec un billet de seconde ».

La gestion de la crise du Golfe offre un exemple concentré du style diplomatique de François Mitterrand. Dans la patiente pédagogie qu'il déploie pendant six mois - car il ne céda pas à l'opinion publique, c'est lui qui la portait, - il fit plus d'une fois référence à Munich, il en appela au respect du droit, devint au fil des ans son credo en politique étrangère.

Lire la suite page 5
et le portrait de Hubert Védrine par ANNE CHAUSSEBOURG
et nos informations page 6

Durcissement de l'ANC

Les tensions s'exacerbent en Afrique du Sud

L'ultimatum lancé par le Congrès national africain (ANC) au gouvernement sud-africain pour qu'il mette un terme aux affrontements interethniques expire jeudi 9 mai. Les concessions faites par le président De Klerk paraissent insuffisantes aux dirigeants de l'ANC. Est-ce la fin du rapprochement amorcé l'an dernier entre M. De Klerk et M. Mandela ? Les tensions s'exacerbent, le processus de négociation est remis en cause mais ne semble pas définitivement compromis.

JOHANNESBURG

de notre correspondant
Après plusieurs semaines de déclarations contradictoires, de menaces et de compromis, la situation politique va-t-elle enfin s'éclaircir ? Deux échéances importantes devraient inciter les protagonistes à plus de sagesse.

La première concerne les prisonniers politiques et les exilés.

Tous, selon l'accord signé à Pretoria le 6 août 1990 par le gouvernement et l'ANC, auraient dû recouvrer la liberté et rentrer au pays avant le 30 avril. Or ils sont encore plusieurs centaines à être emprisonnés et des milliers à l'étranger. Quoi qu'il en dise, le gouvernement n'a donc pas tenu ses promesses.

FREDERIC FRITSCHER
Lire la suite page 4

Elf accroît son domaine pétrolier en mer du Nord

Le groupe français Elf Aquitaine a annoncé, mercredi 8 mai, qu'il allait racheter le domaine minier de la compagnie américaine Occidental au large du Nord. Cette opération, d'un montant record de 8 milliards de francs, placera le groupe français au cinquième rang des compagnies pétrolières opérant en Grande-Bretagne. Déjà raffineur et distributeur de carburant outre-Manche, Elf accroît ainsi considérablement ses réserves en Europe, et deviendra l'un des principaux producteurs britanniques de pétrole et de gaz.

Le groupe français, dont c'est la plus importante acquisition dans le secteur pétrolier depuis le rachat en 1981 de l'américain Texas Gulf, en profite pour rentabiliser une ancienne participation dormante qu'il détenait dans la société britannique Enterprise Oil.

Lire page 9 l'article de VÉRONIQUE MAURIS

Ouverture à Cannes



Le Festival de Cannes sera inauguré jeudi soir 9 mai. Lire le numéro spécial de notre guide Arts et spectacles, pages 13 à 26 et quatre pages de sélection programmes foliotées en chiffres romains au centre du supplément

Incident en Irak	page 12
Des tirs contre un avion américain.	
Un entretien avec le chef de l'Etat afghan	page 3
M. Najibullah se dit « optimiste au sujet d'un règlement global » du conflit.	
Un essai nucléaire français	page 8
La campagne 1991 dans le Pacifique a commencé.	
Un groupe textile en difficulté	page 9
VEV au bord du dépôt de bilan.	
Effectifs de la fonction publique	page 9
Le nombre des fonctionnaires n'a que très peu diminué depuis cinq ans.	
Gauche : un nouvel appel	page 6
Trois mouvements d'extrême gauche veulent « réinventer le socialisme ».	

Le sommaire complet se trouve en page 12

Le Monde

L'EDUCATION

MAI 1991

BAC

CONSEILS POUR L'HISTOIRE-GÉO ET LES LANGUES

Egalement au sommaire :

- Enquête : la vie des lycéens
- École : L'ordinateur nouveau est annoncé
- Carrières : L'hôtellerie-restauration

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Bangladesh à nouveau éprouvé

Huit jours après avoir été balayé, le 30 avril, par le cyclone tropical le plus meurtrier depuis celui de 1970, le Bangladesh a été éprouvé, le 7 mai, par une tornade qui a tué une centaine de personnes et détruit plusieurs centaines d'habitations au nord de Dacca.

Les estimations actuelles font toujours état de cent vingt-cinq mille morts tués par le cyclone, mais il est très probable que ce chiffre devra être révisé à la hausse. Les secours ont encore les plus grandes difficultés à être acheminés dans les régions dévastées. Pour le moment, on estime que 10 millions de tonnes de riz et autant de blé seront nécessaires pour empêcher la population de mourir de faim avant la prochaine récolte. Selon l'OMS, le montant de l'aide urgente devrait atteindre 3 millions de dollars.

Lire page 7 les articles de PATRICE DE BEER et LAURENT ZECCHINI

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 88 p. ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 480 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

ÉTRANGER

URSS

Le mi

Suite

Qua
univer
ra) (C
et dar
Lens)En
crati
agités
cieuse
tre, o
Les é
taires.
tagne.
Toulo
fort, r
tés, m
tratio
pas le
pôles
Bretag
fort. L
échap
dici
unive
d'osoriL'ir
démô
aléat
versé
ou B
doute
tale.
que l
et bu
ment
baiss
M. JcLa
trage
nière
sion
form
en pi
deux
taires
que
fapoi
anter
tout,
chois
voit
quan
taire
augm
milli
trous
lisati
augm

CA

I

Le
de p
jour
rava
emp
survUr
cyclo
d'évi
subis
par
donr
appa
perr
plup
sini
reste
men
pays
plan
sui
ont
rien
conv
néraLe
vent
en l
plus
es i
dans
facil
de v
moi
ont
doni
a co
sont

L'Arménie accuse les forces soviétiques de continuer les opérations contre les villages

L'armée et les unités du ministère de l'intérieur soviétiques ont continué mardi 7 mai leurs opérations contre des villages d'Arménie à la frontière avec l'Azerbaïdjan, avec pour but officiel de désarmer les groupes paramilitaires arméniens.

L'assaut de l'armée lundi contre le village de Voskepar, dans le nord de l'Arménie, a fait vingt-trois morts, et l'opération se poursuivait mardi matin, a affirmé à Erevan, la capitale de cette République, le président arménien Levon Ter-Petrosian. Toutefois, un responsable local, M. Vartan Pachikian, interrogé par l'envoyé spécial de l'AFP, à 5 kilomètres de Voskepar, a indiqué que treize personnes, dont onze policiers arméniens qui se rendaient en autobus à Voskepar, avaient été tuées. Ces policiers dépendent du ministère arménien de l'intérieur, et constituent une force conforme aux lois soviétiques.

■ GRANDE-BRETAGNE : Gibraltar, principal sujet des entretiens entre M. Gonzalez et M. Major. — La question de Gibraltar, seul véritable contentieux entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, a été le sujet principal des entretiens que le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, a eu, mardi 7 mai à Londres, au cours de sa première journée de visite officielle en Grande-Bretagne. M. Gonzalez, qui a été reçu par la reine Elizabeth et le premier ministre britannique, M. John Major, attend des Britanniques qu'ils fassent des concessions sur la question de l'aéroport de Gibraltar que l'Espagne souhaite gérer conjointement avec la Grande-Bretagne. — (AFP)

■ GRÈCE : attentat à la bombe revendiqué par l'organisation terroriste 17-Novembre. — Deux fortes explosions se sont produites au cours de la nuit de mardi 7 à mercredi 8 mai dans les locaux de la société électrotechnique allemande Siemens, à Marousi, une banlieue située au nord d'Athènes, provoquant d'importants dégâts matériels. L'attentat a été revendiqué par l'organisation terroriste 17-Novembre. — (AFP)

Au cours d'une conférence de presse au Parlement arménien, M. Ter-Petrosian a indiqué par ailleurs qu'il venait d'être informé d'une nouvelle attaque, menée par quatre hélicoptères, contre le village de Kirants, dans la région de Goris, dans le sud de l'Arménie.

« Un acte de guerre non déclaré »

M. Ter-Petrosian a protesté contre ces actions de l'armée soviétique et des forces du ministère soviétique de l'intérieur, qui ne peuvent, selon lui, être menées « que si l'état d'urgence a été déclaré ». « C'est un acte d'agression, de guerre non déclaré contre l'Arménie », a-t-il dit.

« Ce n'est pas par ces méthodes qu'on désarme les gens. Il existe des moyens plus légaux pour le faire », a poursuivi le président arménien. « Ce que l'on veut, c'est terroriser le peuple arménien, et obtenir par tous les

moyens la démission du pouvoir légal » en Arménie.

D'autre part, M. Ter-Petrosian a confirmé que des opérations de vérification d'identité et de désarmement de la population étaient en cours dans les localités de Tekh, de Kornidzor et de Chournoukh, dans la région de Goris. Vingt personnes ont été arrêtées et emmenées vers l'Azerbaïdjan, a-t-il précisé. La direction arménienne n'est pas parvenue à mobiliser sur ce sujet la classe politique soviétique. Le Soviet suprême (Parlement) soviétique a rejeté mardi la demande arménienne de convocation d'un Congrès extraordinaire des députés de l'URSS (assemblée élargie) pour examiner le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Le ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères a accusé pour sa part mardi « les forces nationalistes arméniennes de se livrer à une escalade de leurs agressions contre l'Azerbaïdjan ». — (AFP, Reuter)

Un appel du patriarche arménien de Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Un massacre qui nous rappelle le début des événements d'avril 1915. » Pour la première fois depuis des décennies, le patriarche arménien de Jérusalem, M. Vazgen Manougian, a-t-il dit, pourrait bien être le début d'une campagne de terreur pour chasser les Arméniens du Haut-Karabakh.

Démarche sans précédent, trois des grands patriarches chrétiens de Jérusalem — outre M. Manougian, M. Diadoros Ier, grecorthodoxe, et Mgr Michel Sabah, catholique romain — ont adressé un message de solidarité aux Catholiques Vassan Ier, chef suprême de l'église arménienne, qui réside en Arménie soviétique.

ALAIN FRACHON

L'armée yougoslave réclame l'état d'urgence

Suite de la première page

Il devrait remplacer l'actuel président, M. Borisav Jovic, qui représente la Serbie. Dans ce contexte, les dirigeants croates craignent l'instauration de l'état d'urgence et attendent avec anxiété l'issue de la session extraordinaire de la présidence collégiale, qui devait se poursuivre, mercredi 8 mai, à Belgrade.

M. Darko Bekic, l'un des conseillers de M. Franjo Tudjman, le président de la Croatie, explique que « l'assautation de l'état d'urgence, demandé par les militaires, ne contribuerait certainement pas à stabiliser la crise yougoslave, car il considère que l'armée n'est pas neutre. Volontairement ou non, M. Bekic fait souvent le même lapsus : il parle de « l'armée serbe » au lieu de « l'armée yougoslave ». Il se reprend, mais pour souligner aussitôt que plus de la moitié des officiers sont Serbes.

« Les conséquences seraient sanglantes si la présidence collégiale acceptait de donner le pouvoir à l'armée », dit-il, « l'armée yougoslave est l'une des seules armées bolcheviques authentiques ». Elle a été créée de toutes pièces en 1941 sous la direction de Tito ; l'idéologie communiste y est toujours présente et elle fera tout pour préserver le monde dans lequel elle a toujours vécu, avec les privilèges qui l'accompagnent. M. Bekic assure que la Croatie serait en mesure de régler la situation explosive qui règne en Slavonie et dans la province de Krajina (vingt morts ces derniers jours) si les pouvoirs fédéraux, notamment la présidence fédérale et l'armée, reconnaissent la légitimité des autorités croates démocratiquement élues et leur laissent les mains libres pour se débarrasser des « terroristes ». Il pense aux Serbes armés qui font la loi dans les régions de Croatie où ils sont en

majorité. Il admet par ailleurs qu'il existe des extrémistes croates. « Nous devons œuvrer pour neutraliser les extrémistes croates qui sont prêts à se battre et aussi contre l'armée yougoslave. »

M. Bekic pense que la plupart des terroristes serbes ne proviennent pas de Croatie mais ont été « importés » de Serbie et d'ailleurs. Il affirme : « La majorité des Serbes sont loyaux à l'égard du pouvoir politique croate ; la preuve : les Serbes constituent 50 % de la police de Croatie, ce qui est énorme pour un groupe ethnique qui ne représente que 11 % de la population de la République. » Il reconnaît que, dans les circonstances actuelles, de facto, il n'existe pas de véritable collaboration entre les polices des six Républiques de la Fédération, il est impossible de contrôler le trafic d'armes et l'intrusion de « terroristes » pénétrant clandestinement en Croatie par les forêts et les rivières.

Des armes serbes pour un village... croate

Pour illustrer son propos, il raconte qu'un camion, qui convoyait des armes pour les Serbes de Croatie, devait se rendre dans un village de Slavonie, à proximité de Pakrac. Le hasard a fait qu'il existait deux villages du même nom à cet endroit, l'un croate, l'autre serbe ; le camionneur s'est trompé et a livré les armes... aux Croates !

M. Bekic explique que, sans ce quiproquo, la police croate n'aurait pas été mise au courant de ces livraisons. Les terroristes, comme il les appelle, sont d'après lui très bien organisés, ils rampent dans les villages, leur promettant en échange de les protéger : avec cet argent, ils paient 100 deutschemarks des jeunes venus de Serbie pour monter la garde sur les barri-

Le « professeur » Volkogonov, conseiller militaire de M. Eltsine

Un général pacifiste sera-t-il le futur ministre de la défense russe ?

MOSCOU

de notre envoyé spécial

L'immeuble de la Fédération de Russie, un gratte-ciel de marbre blanc déjà ancien mais qui n'a pas trop mal vieilli, a beaucoup d'allure vu de l'extérieur. C'est là que M. Boris Eltsine a installé ses bureaux. Le général Dmitri Volkogonov, conseiller militaire de M. Eltsine, nous y accueille de façon très protocolaire, comme il convient à un militaire de haut rang à la retraite qui a fait toute sa carrière à une époque où l'armée soviétique était une des forces les plus respectées du pays (1). M. le député Volkogonov, puisqu'il préfère qu'on l'appelle par son titre civil, ou, mieux, le professeur Volkogonov (il a soutenu une thèse d'Etat comme historien) est un peu un mystère. Comment un homme qui a cru toute sa vie à la discipline, qui est, comme chacun sait, la force principale des armées, peut-il se retrouver dans ce bâtiment où, près de son bureau, un comité de mineurs en grève papote dans les couloirs ?

La réponse n'est pas simple, mais l'intéressé veut avant tout lever une équivoque. « Nous ne voulons pas d'une armée russe », explique-t-il d'emblée. Son projet est à la fois plus modeste et plus ambitieux. Il conçoit son rôle comme un aiguillon pour obliger l'armée soviétique, la seule qui puisse défendre le pays, à être tout à la fois plus efficace et plus démocratique. Une armée russe ? Serait-elle théoriquement dirigée ? Contre l'armée soviétique, ce serait alors le « contre la guerre civile ». Contre l'OTAN ? Ca n'est pas cela non plus. Au fil de la conversation, on comprend que le général Volkogonov est devenu quasiment pacifiste.

Il ne croit pas — s'il y a jamais cru — à la dissuasion nucléaire. Il veut au plus vite supprimer les

armes atomiques, quels que soient les pays auxquels elles appartiennent. M. Gorbatchev ne dit pas autre chose ? Soit. Après tout, M. Gorbatchev aussi a de bonnes idées parfois... Mais n'est-il pas l'ennemi de Boris Eltsine ? Pas du tout, on a mal compris. Mikhail Gorbatchev et Boris Eltsine sont comme des frères siamois, l'un n'existe pas sans l'autre, on ne pourrait les séparer que par une douloureuse opération chirurgicale. Et celle-ci ne pourrait être que la fait des forces antidémocratiques...

Pourquoi les armes nucléaires sont-elles devenues inutiles ? Parce que personne ne croit sérieusement à la possibilité de leur emploi. Le général Volkogonov en a parlé lorsqu'il s'est rendu à Paris. Les militaires français l'ont écouté en souriant, mais n'ont pas été convaincus. Il a eu un peu plus de succès à la Sorbonne...

Une « mentalité planétaire »

Il emploie une image forte : tous les habitants de notre planète sont comme les passagers d'un vaisseau spatial ; ils n'auront pas la folie de détruire ce vaisseau lui-même. Il estime que la politique à notre époque doit être fondée sur cette « mentalité planétaire ». Il préfère cette expression à celle de « nouvelle mentalité », chère à M. Gorbatchev.

Bref, la voie de la dénucléarisation a été ouverte, il faut poursuivre dans cette direction. Si on arrive par exemple à diminuer de 50 % le potentiel nucléaire américain et soviétique, ce qui n'est pas hors de portée, il faudra nécessairement que les Français et les Britanniques fassent eux aussi un geste. Mais M. Volkogonov ne veut pas donner de chiffres concernant la « réduction » qui serait alors demandée à la France. Il laisse cela aux spécialistes.

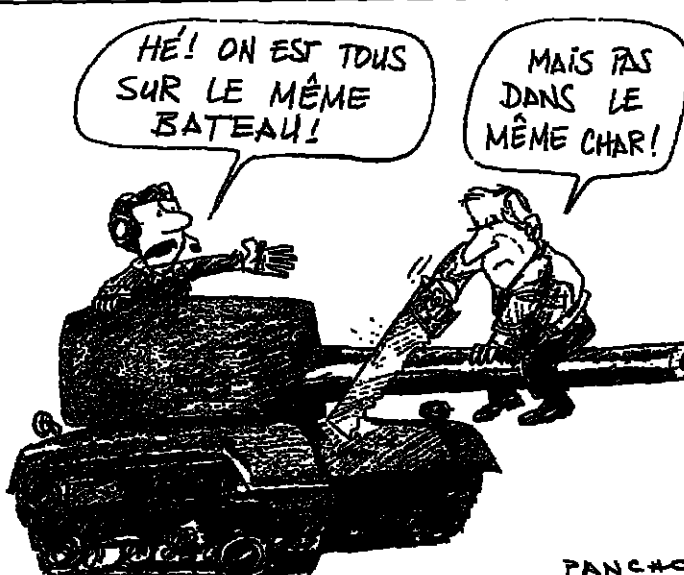
Le fond de son argument est que « la Russie n'est menacée de rien ». Les Etats-Unis, la France, l'Allemagne réunifiée, l'OTAN de façon plus générale, n'ont « aucunement l'intention » de l'attaquer. Il faut donc s'en prendre au vrai problème, qui consiste à mettre au point une défense conventionnelle correcte. Et pour cela partir du constat que les deux tiers du financement de l'armée soviétique proviennent de la Fédération de Russie.

Le commandement de l'armée soviétique est dans son immense majorité slave russe, biélorusse ou ukrainien. C'est une « mauvaise chose », mais il est difficile d'y remédier dans l'immédiat. Le service militaire, qui est de deux ans dans l'armée de terre, pourrait être maintenu tel quel. Si on créait un service alternatif, par exemple pour les jeunes gens qui veulent se rendre utiles autrement à la société, il faudrait qu'il soit un peu plus long, de quelques mois par exemple, afin que la tentation ne soit pas trop forte.

Telles sont quelques-unes des idées et des convictions de M. Volkogonov. Si M. Eltsine est élu président de la Russie au suffrage universel du 12 juin, M. le professeur Volkogonov pourrait bien devenir une sorte de « ministre de la défense » du nouvel exécutif russe.

DOMINIQUE DHOMBRES

(1) Fils d'un père fusillé en 1937, le général Volkogonov, soixante-trois ans, a travaillé à partir de 1971 à la direction politique de l'armée, dont il est devenu commandant adjoint en 1984. Nommé en 1985 à la tête de l'Institut d'histoire militaire, il a rédigé une biographie de Staline, publiée en français cette année (Flammarion).



cadres et davantage lorsqu'ils participent à des opérations de commando, explique, avec une grande précision, M. Bekic. Il semblerait, ajoute-t-il, qu'ils ont même engagé des réfugiés roumains qui avaient appartenu à la Securitate, l'ancienne police politique de Ceausescu.

Conseiller du président de la Croatie, M. Bekic aime aussi rappeler qu'il est spécialiste d'histoire moderne. Il s'interroge sur les inquiétudes que la situation tendue en Yougoslavie suscite dans la plus grande partie du monde occidental. Pourquoi, dit-il, « la communauté internationale a-t-elle si peu de la désintégration de la Yougoslavie, alors qu'elle s'est toujours battue pour le respect des droits des nations à l'autodétermination ? » « C'est la première fois dans l'histoire », ajoute-t-il, « que des vagues d'émancipation nationale ne sont pas reconnues. »

Deux frères siamois qu'il faut séparer

La Croatie, qui confirmera vraisemblablement par référendum, dimanche 19 mai, son aspiration à devenir un Etat indépendant et souverain, vise à constituer avec

les autres républiques yougoslaves une union d'Etats souverains. Si cet objectif ne peut être atteint, elle quittera la communauté yougoslave. La Croatie doit persuader Belgrade, explique encore M. Bekic, que les Serbes ne peuvent plus contrôler toutes les nations non serbes sur le territoire yougo-slave. Il faut « reconnaître les frontières intérieures actuelles de la Yougoslavie et garantir les droits des minorités ethniques. Ainsi, la Serbie n'aura pas à s'inquiéter de l'avenir des Serbes restant en Croatie ».

M. Bekic pense que la Serbie et la Croatie sont comme deux frères siamois : « Pour qu'ils survivent, il faut opérer, dit-il, il faut les séparer. » La communauté internationale devrait faire cette expérience avec la Yougoslavie et voir si la création de nouveaux Etats peut permettre de stabiliser les régions du monde où plusieurs nations n'arrivent pas à vivre ensemble. Pour résoudre l'équation yougoslave, conclut-il, il ne faut pas oublier qu'elle est composée de trois données : l'économie de marché, la démocratie politique et la souveraineté des nations.

FLORENCE HARTMANN

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre chèque par chèque ou par carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1 place, Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Arrivée : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÉGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
• N° CB _____

Expte à fin _____ Signature _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

111 MCN 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

سكنا من الامم

صحنات الامهل

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : après les émeutes

Le couvre-feu a été imposé dans le principal quartier hispanique de Washington

Un calme relatif régnait mardi soir 7 mai peu après le début du couvre-feu dans le principal quartier hispanique de Washington, théâtre d'émeutes dimanche et lundi où le leader noir Jesse Jackson a fait une visite remarquée. Aux environs de 19 heures locales (23 heures GMT), au début du couvre-feu, les habitants du quartier de Mount Pleasant ont commencé à rentrer chez eux comme le leur demandaient les leaders de la communauté hispanique tandis que les policiers prenaient possession des rues.

Quelques jeunes se sont livrés à des provocations en lançant des pierres contre les forces de l'ordre, s'éparpillant bien vite dès que les policiers casqués et armés de

matraques faisaient mouvement dans leur direction.

Jusqu'à l'heure limite, une centaine de personnes qui venaient d'assister à une réunion ont fait mine de refuser d'obtempérer mais les rues se sont ensuite rapidement vidées. La décision d'imposer le couvre-feu a été prise lundi soir par le maire de la ville, M. Sharon Pratt Dixon, afin de rétablir l'ordre dans ce quartier distant de moins de 3 kilomètres de la Maison Blanche. Les revendications du quartier devaient être soulevées mercredi au maire de la ville. Les habitants demandent notamment davantage de formation pour les policiers et une présence plus importante des hispaniques au sein de la municipalité. (AFP)

L'hyperthyroïdie est à l'origine des troubles cardiaques de M. George Bush

Les troubles du rythme cardiaque dont a souffert le président américain (le Monde des 7 et 8 mai) ont été attribués à une exagération de l'activité de la glande thyroïde (hyperthyroïdie) qui peut être aisément traitée, a annoncé, mardi 7 mai, le médecin de M. George Bush, le docteur Burton Lee. Après avoir annoncé ce diagnostic, les médecins du président ont indiqué qu'ils n'avaient pas encore déterminé le traitement que devra suivre M. Bush pour remédier à cette hyperthyroïdie (traitement médical pour réduire la sécrétion hormonale ou intervention chirurgicale).

Le président américain subira pendant au moins une semaine des examens de la glande thyroïde. L'imprégnation par l'organisme d'une surabondance d'hormones

thyroïdiennes peut se traduire par différents symptômes, tremblement des extrémités, nervosité, troubles digestifs, intolérance à la chaleur, dont les troubles du rythme cardiaque, qui ont nécessité l'hospitalisation du président américain samedi et dimanche 4 et 5 mai.

La police va demander que le seveu du sénateur Kennedy soit inculpé de viol. La police de Palm Beach (Floride) a inculpé, mardi 7 mai, qu'elle demandera, avant la fin de la semaine, au procureur de l'Etat de Floride que William Kennedy Smith, neveu du sénateur Edward Kennedy, soit inculpé de viol. Une jeune femme de vingt-neuf ans a accusé M. Kennedy de l'avoir violée le 30 mars dernier dans cette ville, après l'avoir rencontrée dans un bar. (AFP)

COCHABAMBA

de notre envoyé spécial

C'est avec le concours d'experts américains que les forces spéciales boliviennes ont réussi à déloger la route d'accès à la vallée du Chaparé, qui était contrôlée par les narcotrafiquants. Les aides prodiguées aux cultures de remplacement ont permis l'écoulement partiel des plantations de coca. Les paysans reçoivent 2 000 dollars par hectare arraché mais les champs de coca sont toujours visibles le long de la route. S'ils se font un peu plus discrets, les trafiquants, eux, se sont repliés avec leurs laboratoires à l'intérieur de la forêt tropicale.

Signe révélateur, le ballot de 100 livres de feuilles de coca est passé en moins d'un mois de 20 à 275 bolivianos, la monnaie nationale. A Shina, principale agglomération de la vallée, un policier allongé dans un hamac - l'un des six policiers de l'endroit - explique que cette flambée des prix suit l'évolution de l'offre et de la demande. « L'introduction des cultures de substitution a fait baisser la production, précise-t-il, ce qui s'est répercuté sur les prix. Maintenant, avec des

BOLIVIE

La militarisation de la lutte contre les narcotrafiquants s'intensifie

Conséquence de la militarisation de la lutte antidrogue récemment approuvée par le Congrès bolivien, trente-six nouveaux conseillers militaires américains ont débarqué à la fin d'avril à Santa-Cruz, dans l'est du pays, où ils entraîneront un bataillon d'infanterie légère au combat contre les trafiquants et au démantèlement des laboratoires de cocaïne. Douze instructeurs américains étaient déjà arrivés au début du mois à Cochabamba, à proximité de la vallée tropicale du Chaparé, où se cultive la coca. Ils avaient avec eux 180 tonnes de matériel, notamment des armes et des munitions. Très controversée, la décision du président Jaime Paz Zamora de recourir à l'armée et à des conseillers américains, n'a pas fini de susciter des remous.

La présence de la police marque tout de même un progrès dans cette bourgade de western tropical de 2 000 habitants, hâtivement érigée par des colons de l'Altiplano (hauts plateaux) attirés par le boom de la coca. « Il y a encore deux ans, raconte un chauffeur de poids lourd, en l'absence des forces de l'ordre, les cocaïniers faisaient la loi. Il fallait leur rendre des comptes aux barreaux qu'ils avaient établis sur la route. » Malgré un début de reprise en main, Shina, comme toute la zone du Chaparé, n'en reste pas moins un endroit à part. Le dollar y est pratiquement la seule monnaie utilisée, à un cours plus bas qu'ailleurs. De minables échoppes regroupent de toutes sortes de produits de contrebande - alcools et gadgets de la société de consommation.

Une « narcopopulation » de 300 000 personnes

C'est cependant à Cochabamba, capitale du département, que les changements sont les plus visibles. Il y a une dizaine d'années, c'était une ville coloniale assoupie dans sa vallée, à 2 500 mètres d'altitude. Elle comptait à peine 150 000 habitants. Depuis, sa population a triplé. Elle draine une bonne partie des revenus du Chaparé et est devenue incontournable. Le centre colonial est en voie de démolition. Boutiques de luxe, nouveaux restaurants, discothèques, se sont multipliées pour satisfaire les besoins des nouveaux riches. Autre nouveauté : l'aérodrome Simon-Patino, du nom du roi de l'étain, qui était désaffecté depuis belle lurette, a repris du service.

C'est à Cochabamba que l'on mesure peut-être le mieux l'ampleur et les ravages de l'économie dite informelle. La « narcopopulation » y est estimée à 300 000 personnes

(depuis les gros bonnets du trafic jusqu'aux cultivateurs de la coca). Elle produirait environ 600 tonnes de drogue par an, assurant des revenus de l'ordre de 4 milliards de dollars. Sur ce montant, 600 millions de dollars, soit l'équivalent des deux tiers des exportations, sont remis en circulation dans le pays.

L'excès de liquidités qui en est résulté ces dernières années à Cochabamba a fait naître plusieurs sociétés financières et immobilières, qui offrent des intérêts alléchants. Une opération montée en février par la DEA (l'agence américaine antidrogue) a révélé la fragilité de tels établissements. En perquisitionnant les hangars de l'aéroport, les agents ont découvert des résidus de cocaïne dans deux petits avions appartenant aux frères Arevalo, propriétaires de l'une de ces sociétés financières, la FINSA. Inculpés de trafic de drogue, les deux frères ont pris la large tandis que la fermeture de leur firme mettait en émoi les quelque 50 000 épargnants dont ils gèrent les fonds.

Sur 700 000 habitants qui compte la vallée de Cochabamba, on évalue à 200 000 le nombre de personnes dépendant des sociétés financières. Selon la presse locale, celles-ci auraient réussi à canaliser au moins 100 millions de dollars, soit environ 11 % des sommes déposées dans les banques privées du pays. L'effondrement de la FINSA et les menaces qui pèsent sur d'autres établissements ont entraîné un sensible ralentissement de l'activité économique.

Le nouveau ministre de l'intérieur a cru pouvoir rassurer les épargnants en annonçant que les frères Arevalo avaient été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à franchir la frontière brésilienne. Mais le surlendemain, les financiers réapparurent, comme si de rien n'était, à Cochabamba et promettaient de remettre de l'ordre dans leurs affaires. La Bolivie n'étant pas à un rebondissement près, la justice a ensuite levé les charges qui pesaient sur eux.

L'arrivée des conseillers militaires américains a provoqué une certaine effervescence. Le 9 avril, une grève générale de protestation organisée par les syndicats et soutenue par l'opposi-

tion a partiellement perturbé les activités du pays. Le gouvernement a beau répéter que l'intervention de l'armée vise les seuls laboratoires de cocaïne et n'est pas dirigée contre eux, les producteurs de feuilles de coca sont inquiets. Les dirigeants agricoles réclament le départ des instructeurs américains et incitent les producteurs à s'armer pour déjouer toute tentative de détruire leurs plantations.

JEAN-CLAUDE BUHRER

M. Charles Crettien nommé ambassadeur en Colombie

M. Charles Crettien a été nommé ambassadeur de France en Colombie, en remplacement de M. Paul Dijoud.

INé le 3 juillet 1931, M. Charles Crettien est diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales et du Centre d'études pratiques de l'Arabe moderne. Il a été en poste notamment à Rabat, au Caire, à San-Francisco, à Alger et à Londres. Consul général à Chicago, puis chef du service de presse de l'ambassade de France à New-York (1982-1985), il a été ambassadeur à Abou-Dhabi (1985-1987) et à Mogadiscio (1988-1990). Depuis novembre 1990, M. Crettien était en mission à l'administration centrale.

Sept journalistes enlevés par la guérilla. - Sept journalistes colombiens ont été enlevés, mardi 7 mai, par la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN) à Cartagena et à Montería (à 1 000 et 850 kilomètres au nord de Bogotá), a annoncé la police. La guérilla a, pour sa part, annoncé que les sept journalistes, appartenant à des médias audiovisuels, ont été emmenés dans la montagne, où elle compte leur fournir des informations sur les violations des droits de l'homme commises par l'armée colombienne. (AFP)

ASIE

Afghanistan : un entretien avec le président Najibullah

« Les discussions avec l'opposition nous rendent optimistes au sujet d'un règlement global » du conflit

Dans un entretien accordé au Monde, le président afghan s'est déclaré « optimiste » quant à un règlement pacifique du conflit qui déchire son pays depuis 1979. M. Najibullah n'a cependant fait aucune concession, notamment sur son départ du pouvoir, se montrant confiant sur la permanence du soutien soviétique au régime de Kaboul.

KABOUL

de notre envoyé spécial

« L'Afghanistan est en guerre depuis treize ans sans que ni les forces gouvernementales ni la résistance ne puissent obtenir une victoire complète. Chaque camp ne doit-il pas faire davantage de concessions politiques ? »

- L'expérience montre que, pour obtenir la paix, la seule solution est de poursuivre la politique de réconciliation nationale mise en œuvre par le gouvernement qui bénéficie d'un support massif de la population. Le seul résultat de l'intervention directe du Pakistan dans ce conflit a été de créer des obstacles à la paix. Quand ces ingérences auront cessé, et lorsque les conclusions de l'accord de Genève entreront dans les faits, les conditions de la paix seront réunies, et le peuple afghan aura l'opportunité de déterminer son avenir.

- Des discussions ont eu lieu récemment à Genève entre des représentants de vos services secrets et des chefs de la résistance. Quels en sont les résultats concrets ?

- Les solutions d'un règlement sont entre les mains des Afghans. La priorité est d'entamer des négociations entre les représentants de toutes les parties au conflit. Les discussions entre le gouvernement et l'opposition,

qui se déroulent d'ailleurs depuis longtemps, ont eu des résultats considérables, qui nous rendent optimistes au sujet d'un règlement global.

- Nous avons par ailleurs toujours été en faveur d'un engagement pour éviter les tirs contre des zones civiles. Notre position est simple : s'ils (l'opposition) s'abstiennent de le faire, nous nous abstenons. Malheureusement, nous n'avons encore noté aucune volonté de leur part d'agir ainsi.

- Les Américains, les Pakistanais et la résistance posent depuis longtemps une seule condition pour engager un processus de paix : votre départ du pouvoir. Vous avez toujours refusé. Vous persistez ?

- Comme l'exigent les principes démocratiques, le peuple afghan a le droit de choisir lui-même son futur gouvernement. Dans ces conditions, toutes sortes de pré-conditions relatives à tel ou tel individu sont, selon moi, inacceptables.

- Avec la prise de la ville de Khost par les moudjahidines, votre gouvernement a essuyé un échec important. Comment l'expliquez-vous ?

- Khost est le résultat de l'agression ouverte du Pakistan sur notre territoire, mais cela n'a en aucune façon altéré notre volonté de mettre fin aux hostilités. Au contraire, cette intervention étrangère a eu pour résultat de renforcer l'unité nationale. Nous en avons des preuves, les confessions mêmes des autorités d'occupation à Khost. Plus récemment, nous avons arrêté des Pakistanais, à Tangi-Warghan, à seulement 50 kilomètres de Kaboul, ainsi que dans la province du Nangarhar.

- S'agissant des négociations avec la résistance, faites-vous une différence entre « modérés » et « fondamentalistes » ?

- Le dialogue que nous voulons avec tous les Afghans signifie que nous ne faisons pas d'exceptions. Mais l'opposition a des attitudes très diverses. Heureusement, le nombre des partisans d'un règlement politique s'accroît jour après jour, tout simplement parce que les gens en ont assez de la guerre. Il est vrai que certaines forces, qui s'opposent à la volonté du peuple afghan, persistent à n'envisager que la guerre : leur slogan est « La guerre jusqu'au dernier Afghan ». Mais les fondamentalistes sont en train de s'isoler eux-mêmes.

« Il y a aussi des prisonniers en France »

- Vous parlez depuis longtemps de réconciliation nationale. Mais le nombre de prisonniers politiques reste très important. Où est cette réconciliation nationale ?

- Cette politique a des dimensions très étendues et très complexes, tant sur le plan intérieur que dans le domaine des relations internationales. Sur le plan militaire, elle est basée sur une doctrine non offensive. C'est pourquoi la nouvelle Constitution accorde de nouveaux droits et libertés.

- Après la proclamation de cette politique, plus de 22 000 prisonniers politiques ont été relâchés. De toute façon, dans tous les pays il y a des gens en prison, et vous ne pouvez pas juger toute une politique par le seul fait qu'il y a quelques personnes emprisonnées ! Vous n'avez personne dans vos prisons, en France ? De plus, ce concept de réconciliation n'existe pas seulement en Afghanistan, mais aussi au Cambodge, au Proche-Orient, au Liban, en Namibie, et aussi l'Union soviétique et les Etats-Unis.

- Récemment une importante délégation soviétique est venue à Kaboul. Avez-vous reçu toutes les

assurances que vous espérez ?

- La coopération entre l'Afghanistan et l'URSS est basée sur certains accords conclus entre les deux gouvernements, sur la base du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque pays. Il n'y a pas de raison de penser que cette coopération puisse être remise en cause. Nous avons étudié les possibilités de consolider et d'accroître cette coopération dans le futur. Pas seulement pour une année, mais pour beaucoup plus longtemps.

- Vous semblez très confiant...

- Oui, je suis très confiant, je suis sûr de moi.

- Les pays européens, notamment la France, peuvent-ils favoriser un règlement politique du conflit ?

- Vous connaissez l'étendue et l'ancienneté des relations entre la France et l'Afghanistan. Cette coopération a été interrompue pendant quelque temps. Mais, à la suite du départ des troupes soviétiques et aussi de la politique de réconciliation nationale, la France a été le premier pays occidental à rouvrir son ambassade, et nous avons salué ce geste. Nous réalisons la place prestigieuse que la France occupe sur le plan international, et, pour cette raison, elle peut jouer un rôle de médiateur entre les différentes forces en présence en Afghanistan.

- En ce qui concerne ma sympathie personnelle envers la France, durant l'époque d'Amin (1978-79), j'ai vécu en exil pendant environ neuf mois à Paris. D'autre part, ma fille a été malade et nous l'avons emmenée en France, où elle a été opérée avec succès. Maintenant, elle a treize ans, et nous l'appelons la « fille française ». Je sais donc cette occasion pour adresser ma sincère gratitude à la France.

Propos recueillis par LAURENT ZECCHINI

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Des enfants continuent d'être employés sur des plantations appartenant à l'Etat

Le trafic d'enfants haïtiens et leur exploitation dans des plantations de canne à sucre appartenant à l'Etat continuent d'être une réalité en République dominicaine malgré les engagements pris par le président de la République et la ratification, en janvier dernier, de la Convention internationale des droits de l'enfant.

Le Lawyers Committee for Human Rights, une organisation basée à New-York et regroupant des avocats militant pour le respect des droits de l'homme, a recueilli la preuve d'un trafic d'enfant lors d'une enquête menée de décembre 1990 à la fin du mois de février, en Haïti et en République dominicaine.

Les représentants de l'organisation se sont entretenus avec une centaine d'enfants travaillant toujours dans les plantations ou ayant réussi à regagner Haïti. Ils ont même rencontré des trafiquants, appelés « buscons », qui n'ont pas hésité à raconter la façon dont ils procédaient, ce qui montre à quel point leur commerce se fait ouvertement.

Véritable esclavage

Le scénario est toujours le même. Des enfants, âgés en général de huit à seize ans, se font aborder dans la rue par un « buscon » qui leur raconte qu'en République dominicaine il y a du travail facile à faire et bien payé : en un rien de temps, leur explique-t-il, ils pourraient revenir à Haïti, avec un petit pécule en poche.

Après leur avoir soutiré 8 dollars, les passeurs amènent les enfants de l'autre côté de la frontière où ils restent cachés pendant quelques jours avant d'être conduits dans les plantations de canne à sucre. Commence alors un

véritable esclavage. Six à huit gamins sont entassés dans un baraquement souvent dépourvu d'eau et d'électricité. Le seul repas prévu comprend essentiellement du riz et de la canne à sucre. Les conditions de travail sont très dures : douze heures par jour, souvent sept jours sur sept, ces enfants coupent des cannes à ras du sol, sans gants, sans bottes et sans lunettes. Les blessures, aux yeux surtout, sont fréquentes. La paye s'élève à 48 pesos pour la semaine, soit environ 3 dollars 50 au taux officiel. En fait, les enfants, qui ne disposent pas d'argent sur eux, demandent des avances au magasin de la plantation pour pouvoir acheter des biens de consommation courants. Une fois les dettes remboursées ainsi que l'intérêt de l'emprunt, leur paye, à peine touchée, est déduite. Certains essaient de s'enfuir mais des gardes effectuent des rondes pour les empêcher. Ces derniers mois, des militants d'associations pour les droits de l'homme sont parvenus à aider plusieurs dizaines d'enfants à regagner Haïti tout aussi clandestinement qu'ils étaient venus. Le Lawyers Committee dénonce également dans son rapport l'exploitation des enfants haïtiens nés en République dominicaine. Ceux-ci ne peuvent pas prétendre à la nationalité dominicaine et ne bénéficient pas des services sociaux.

Le 15 octobre 1990, le gouvernement dominicain a publié un décret interdisant l'embauche avant quatorze ans et réglementant le travail entre quatorze et seize ans. En janvier, le pays a ratifié la convention internationale des droits de l'enfant. En fait, ces textes attendent toujours leur application. Le Lawyers Committee, qui a présenté son rapport à la commission des droits de l'homme des Nations unies, demande qu'enfin la République dominicaine passe des intentions aux actes et ne pratique plus le double langage.

CHRISTIANE CHOMBEAU

AFRIQUE

Embellie en Ouganda

La stabilité politique et le consensus national dont bénéficie le président Museveni favorisent le redressement économique

KAMPALA

de notre envoyé spécial

Les jardins illuminés de l'Hôtel Sheraton passent, aujourd'hui, pour l'un des rendez-vous les plus prisés de la capitale. On y vient dîner au son d'un petit orchestre devant une fontaine futuriste, au bord d'une pelouse à l'anglaise. A l'entrée de l'établissement, une plaque rappelle que l'établissement, fermé pendant les années de troubles, a rouvert en 1988 après avoir été « réhabilité et rénové ».

Les heures sombres de la guerre civile s'estompent peu à peu dans Kampala, qui, il y a encore deux ans, ressemblait à une ville morte. Les habitants barricadés chez eux, aujourd'hui, la nuit n'appartient plus aux voleurs. Au pied de Tank Hill, l'une des sept collines de la capitale, le quartier de Kabalagala rassemble, tous les soirs, la jeunesse noctambule aux terrasses de ses bars.

« Les gens réapprennent à sortir de chez eux en soirée. On se sent plus en sécurité, reconnaît un chauffeur de taxi. La preuve, c'est que les affaires reprennent et que la ville refait peu à peu sa vie. » Quelques rues secondaires défoncées subsistent encore, témoins du temps où les services de la voirie municipale n'existaient plus.

La phase de réhabilitation de la capitale comme celle du pays s'achève, et il faut maintenant envisager l'avenir en termes de développement. Il y a comme un parfum d'optimisme à travers des conversations. A côté de la misère encore étalée sur les trottoirs, l'activité bourdonnante du marché de Nakasero et les minibus, flambant neufs, qui sillonnent la ville évoquent les signes d'une reprise économique ou, du moins, d'un retour à la normale.

Une reprise qui, d'avis général, est essentiellement due à la stabilité politique actuelle. M. Yoweri Museveni, qui a accédé au pouvoir en janvier 1986 au terme de cinq ans de guérilla, s'est révélé habile gouvernant. Il a su éviter les pièges du tribalisme et du clientélisme en imposant au sein du gouvernement une sorte d'union nationale.

L'actuel premier ministre, M. Georges Adyebo, est d'origine bang, une tribu minoritaire du Nord qui a longtemps occupé le pouvoir au détriment des Ougandais du Sud. M. Paul Semogerere, ministre des affaires étrangères, est, lui, un membre influent du Parti démocratique, qui, comme toutes les formations d'opposition, a vu ses activités mises en sommeil.

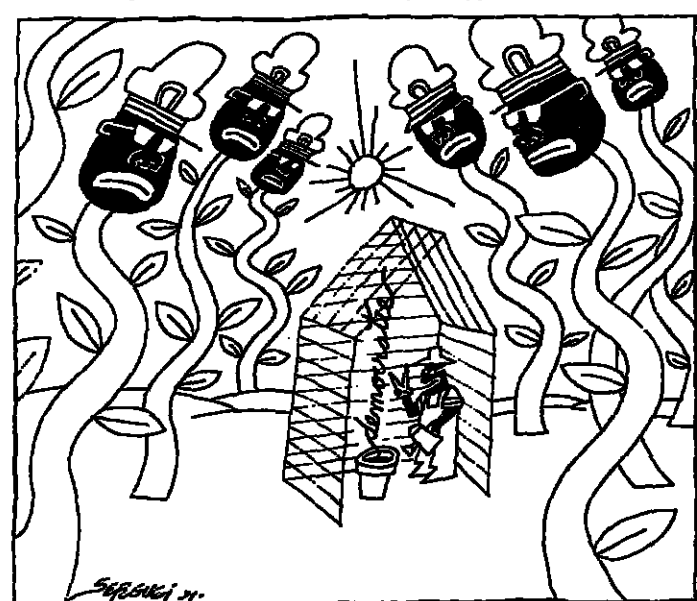
De concert avec sa politique de réconciliation nationale, qui a permis le retour de la quasi-totalité des réfugiés, le gouvernement de M. Museveni a mis en place un système de comités de résistance, élus par la population, de l'échelon du village à celui du district, avec, au

sommet, un Conseil national de résistance (CNR), sorte de parlement de 280 membres.

« On peut parler d'une réelle représentativité des élus, explique un diplomate, en ce sens que ceux-ci sont, en général, exposés aux critiques de leurs électeurs et de la presse nationale », qui compte quelque vingt-huit titres. Au menu du Parlement : l'adoption d'un « code de

réputation d'intégrité est une des causes de la popularité de M. Museveni, l'autre étant son image de rebelle qui, parvenu au pouvoir, a su restaurer la paix civile.

La rébellion, disséminée au sein de plusieurs mouvements, fait encore parler d'elle dans le nord et l'est du pays. Et ce sont les villageois qui en paient le prix le plus lourd, victimes des exactions des rebelles



conduite des dirigeants. » Projet à l'étude depuis déjà quatre ans.

Invocant la nécessité d'attendre les conclusions de la commission chargée de réviser la Constitution, le président a décidé, l'an dernier, de prolonger le mandat du CNR jusqu'en 1993, ce qui a fait, bien sûr, grincer les dents de l'opposition. « Nous sommes dans une période d'attente qui débouche peut-être sur un retour au multipartisme », explique un officiel, tout en soulignant que « le système actuel, dans lequel les citoyens se sentent bien représentés et libres de s'exprimer, n'est sans doute pas plus mauvais, et certainement plus stable, qu'un foisonnement de partis ».

« Criminels endurcis »

Grâce à la vigilance de la presse, la population suit de près, avec la bienveillance des plus hautes autorités, toutes les affaires de corruption, régulièrement à la « une » des journaux. Personne n'est épargné, pas même les officiers à l'image du major John Kazoora, l'un des militaires les plus en vue du régime, arrêté le 13 mars, pour détournement de fonds.

« Moyen commode, ironise un opposant, de se débarrasser de collaborateurs encombrants. » Mais sa

et des soldats gouvernementaux. Mais le succès de la campagne d'annexion, lancée en juillet 1987, a sérieusement marginalisé les guérilleros.

« L'ouverture politique en vigueur les a privés d'arguments politiques, explique M. Benny Bigombe, ministre d'Etat chargé de la pacification du Nord. Ce sont, pour la plupart, des criminels endurcis qui s'en prennent aussi bien aux soldats qu'aux civils, mais il ne faut épargner aucun moyen pour les amener à se rendre. » M. Bigombe a récemment réuni tous les chefs de tribus du Nord-Est pour leur demander d'user de leur autorité afin de « ramener les rebelles à la raison ».

Le chef de l'Armée populaire ougandaise, M. Francis Eregu, dit « Hitler », a récemment réuni une conférence de presse dans le maquis, exigeant que ses combattants et professionnels, ainsi que les représentants « légitimes » de l'armée, cessent à l'origine de la guerre civile au Soudan.

Mais cinq ans après le renversement du régime de M. Milton Obote, marqué par une guerre civile plus meurtrière encore que le « règne » du maréchal Idi Amin Dada, les Ougandais évitent de circuler la nuit dans les campagnes. Il reste encore des milliers d'armes éparpillées dans les pailles.

Aussi, les autorités envisagent de dédramatiser, par un prêt, toute per-

sonne qui accepterait de rendre son arme.

La guérilla n'a pas empêché les bailleurs de fonds étrangers de miser sur le redressement économique du pays, impressionnés qu'ils sont par une stabilité politique, un consensus national et un certain respect des droits de l'homme, inconnus sous les précédents régimes.

Des bailleurs de fonds bien disposés

L'heure est à la libéralisation depuis le lancement, en mai 1987, d'un programme de réhabilitation économique, approuvé par le Fonds monétaire international (FMI), avec ses inévitables effets pervers dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Le gouvernement semble aussi décidé à régler la question des biens des Asiatiques expulsés en 1972. Ces derniers sont invités à revenir avec l'assurance de recouvrer leurs droits sur leurs commerces et leurs propriétés, ceux qui s'y refusent étant dédommages.

La libéralisation du marché parallèle des devises en septembre 1990 et la mise en place d'un nouveau code des investissements sont autant de mesures destinées à relancer l'activité commerciale. La stabilité du régime, qui n'est pourtant pas à l'abri d'un mauvais coup, laisse entrevoir le redressement de l'économie. Priorité est donnée à la réhabilitation des infrastructures, au soutien à la balance des paiements et au développement de l'agriculture qui fait vivre la quasi-totalité de la population.

L'Ouganda, pays enclavé, qui attend beaucoup du marché de la zone préférentielle d'échanges (ZEP), renforce ses relations avec la Tanzanie. Depuis le déclenchement d'une guérilla au Rwanda, le 1^{er} octobre 1990, à partir du territoire ougandais, Kampala se trouve en butte à l'hostilité du Rwanda, mais aussi du Kenya pour lequel le déclenchement économique de son voisin a été, longtemps, une bonne occasion d'exporter ses produits manufacturés.

Le conflit rwandais a terni l'image de M. Museveni sur la scène internationale au moment où, circonstance aggravante, il assurait la présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Mais, curieusement, il n'a pas cherché à cacher sa position en contestant de réaffirmer que l'on devait trouver une solution au problème des réfugiés rwandais, dont beaucoup ont combattu avec lui dans le maquis. Leur retour au pays ferait taire une partie de l'opposition ougandaise qui flâtte les sentiments xénophobes de la population. Le président est, avant tout, un pragmatique.

JEAN HÉLÈNE

Les tensions s'exacerbent en Afrique du Sud

Suite de la première page

La seconde échéance est la date butoir du 9 mai, fixée par le Congrès national africain (ANC) au gouvernement pour répondre favorablement à sept demandes, formulées dans un ultimatum. Le président De Klerk, tout en faisant preuve de souplesse, a affirmé qu'il n'accéderait pas à toutes les requêtes de l'ANC. Pas question, notamment, de démettre de leurs fonctions les ministres de la défense et de la loi et de l'ordre, MM. Magnus Malan et Adriaan Vlok, dont l'ANC réclamait les têtes.

M. Mandela aurait cependant admis, au lendemain d'une réunion du comité national exécutif de son organisation, qu'il se contenterait de réponses positives à trois exigences, susceptibles de mettre fin au déferlement de violence qui ensangante le pays depuis l'été dernier : interdiction du port d'armes, traditionnelles ou modernes, lors des réunions publiques ; transformation des hostels, les résidences pour travailleurs migrants célibataires, en appartements et habitations familiales ; assurance que les forces de sécurité agiraient désormais avec impartialité.

Mais, en dépit de ses menaces, l'ANC n'a pas rompu avec le gouvernement. Le délai accordé entre l'annonce de l'ultimatum et son expiration donne l'occasion à M. Frederik De Klerk de reformuler certaines des propositions qu'il avait faites lors de l'ouverture de la session parlementaire, le 1^{er} février. Le chef de l'Etat n'a pas exclu l'hypothèse d'inclure dans son gouvernement « des Sud-Africains compétents, quelle que soit la couleur de leur peau », à condition qu'ils « acceptent de se dévouer à une conférence multipartite » et que « les principes régissant le fonctionnement du gouvernement sous l'actuelle Constitution n'en soient pas affectés » (Le Monde du 4 mai).

Le cabinet de « transition » ainsi formé relèverait plus d'un profond remaniement ministériel que de la nomination d'un « gouvernement intérimaire » issu de « l'élection d'une Assemblée constituante », comme le réclament l'ANC et ses alliés, le Congrès pan-africain (PAC), le Parti communiste (SACP) et la puissante confédération syndicale Cosatu.

Critiques des jeunes générations

M. De Klerk a promis qu'il allait faire un sort aux lois sur la sécurité intérieure. Depuis longtemps, l'ANC demandait leur abrogation. Elles seront réaménagées. Les détenus sans procès, qui pouvaient durer indéfiniment, seront limités à des périodes ne pouvant pas excéder quatorze jours, à moins qu'un juge de la Cour suprême n'intervienne pour les prolonger.

Soucieux de garder l'initiative politique, le président De Klerk avait également lancé l'idée d'une conférence multipartite sur la violence - qu'il avait aussitôt convoquée pour les 24 et 25 mai. L'ANC avait immédiatement décliné l'invitation, préférant privilégier une initiative identi-

que et plus indépendante du Conseil sud-africain des Eglises (SACC).

Indéniablement, l'ANC, préoccupé par les affrontements dans les ghettos noirs, a durci le ton. L'émergence d'une collusion entre les militants du parti Inkatha, à dominante zouloue, et certains éléments des services de sécurité et des membres d'organisations d'extrême droite a fini par convaincre les dirigeants de l'ANC, en butte aux critiques des jeunes générations, de prôner la fermeté. Epaulé par ses alliés, l'ANC brandit à nouveau la menace d'actions de masse. Le Cosatu envisage d'appeler à la grève générale.

Mais, plus que tout, c'est le sentiment d'avoir été trop crédules qui domine aujourd'hui parmi les dirigeants de l'ANC, colémbes et faucons confondus. M. Nelson Mandela s'est senti personnellement trahi par le président De Klerk, dont il a pourtant vanté, des mois durant, l'« intégrité ». Le vieux dirigeant nationaliste s'est raidi. Ceux qui le connaissent bien estiment que la « lettre ouverte » adressée au président de la République et au gouvernement, le 5 avril dernier, porte sa griffe.

Cette initiative aura peut-être une incidence heurtée sur le cours des événements. D'abord parce qu'elle a resserré les rangs des commandos autour de la hiérarchie de l'ANC. Ensuite, parce que la menace d'une rupture des négociations a poussé M. De Klerk à continuer d'avancer dans la voie des réformes : sans cette épée de Damoclès, il n'aurait pas quasiment dévoué son ministre Adriaan Vlok, contraint à prendre des mesures pour saisir les armes des travailleurs zoulous, solidement implantés dans les hostels de la région de Johannesburg.

Mais l'ultimatum du 9 mai marque, surtout, la fin du premier acte du processus de négociations. La lune de miel est terminée entre M. Mandela et M. De Klerk. L'avenir de l'un dépend toujours de l'avenir de l'autre. Mais trop de différends ont surgi. Et le premier n'a pas apprécié d'être dupé comme il l'a été, depuis sa sortie de prison, le 11 février 1990.

D'ici à la fin du mois de juin, le gouvernement De Klerk aura légalement abrogé l'apartheid. L'ANC de son côté, tiendra, du 3 au 6 juillet, à Durban, dans le Natal, sa première conférence nationale sur le territoire sud-africain depuis 1959, achevant sa mutation de mouvement de libération en parti politique muni de nouveaux statuts. C'est un Congrès national africain new look, plus homogène, et dirigé par un Nelson Mandela élu, qui prendra place à la table des négociations. Des discussions non plus avec le seul gouvernement, mais avec des autres partis et organisations politiques qui auront accepté de participer à la conférence multipartite, proposée par le président De Klerk pour août, et qui devrait constituer le prélude aux discussions sur la future constitution d'une « nouvelle Afrique du Sud, démocratique et non raciale ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Amnesty International appelle les gouvernements africains à abolir la peine de mort

Amnesty International a lancé, mercredi 8 mai, un nouvel appel aux gouvernements africains afin qu'ils se joignent « aux pays, de plus en plus nombreux dans le monde, qui ont aboli la peine de mort dans leur législation ou simplement mis un terme aux exécutions ». Actuellement, seuls quatre pays africains - Cap-Vert, Namibie, Sao-Tomé-et-Principe, Mozambique - ont supprimé toute référence à la peine capitale dans leur Constitution.

Malgré certains « progrès encourageants » (en Afrique du Sud et en Zambie), l'organisation humanitaire

cite le cas du Nigeria, où « plus de cent vingt personnes ont été exécutées l'an dernier », mais aussi ceux du Soudan, de la Tanzanie, de la Tunisie et de Maurice où « les exécutions ont repris ». Selon Amnesty, « au Soudan et en Guinée-Equatoriale, des prisonniers d'opinion ont été condamnés à la peine capitale sur la base d'identification erronée ou de faux aveux ».

Quant au Rwanda, l'organisation souligne qu'il « a de rares exceptions », les centaines de personnes qui ont été condamnées à mort ces dernières années « n'étaient pas assises d'un avocat ».

EN BREF

ALGERIE : les islamistes donnent leur avis aux élections législatives. Avec 33,4 % des suffrages exprimés, le Front islamique du salut (FIS) arriverait en tête au premier tour des élections législatives du 27 juin, selon un sondage réalisé par le Centre national d'études appliquées et de prospective (CENAP). A que l'hebdomadaire *Algérie Actualités* devrait publier jeudi 9 mai. Selon ces estimations, le mouvement islamiste n'atteindrait cependant pas la majorité absolue des 542 sièges de la prochaine Assemblée et obtiendrait entre 187 et 228 sièges. (AFP.)

ANGOLA : M. Jonas Savimbi demande le départ des conseillers de l'ex-RDA. Le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi, a demandé, mardi 7 mai à Bonn, que « tous les conseillers militaires ou policiers de l'ex-RDA » quittent l'Angola. Selon M. Savimbi, « de nombreux officiers de la Stasi » (ex-sécurité d'Etat de l'ancienne RDA) se trouvent parmi ces « conseillers », dont il estime le nombre total à cinq cents, voire à mille. Par ailleurs, à Luanda, le président Dos Santos a promulgué, lundi, la loi instituant le multipartisme. (AFP.)

SOUDAN

La junte tente de rompre son isolement

Affaible sur le plan international, à cause de son alignement sur l'Irak durant la crise du Golfe et de son refus de reconnaître l'existence de la famine au Soudan, la junte de Khartoum vient de prendre, coup sur coup, deux importantes initiatives en vue de briser son isolement.

Le gouvernement soudanais a d'abord fait connaître discrètement qu'il était désormais prêt à accepter un éventuel plan d'aide de l'ONU contre la famine, préparant ainsi la normalisation de ses relations avec les pays donateurs. Il a ensuite, au début de mai, annoncé la libération de tous les détenus politiques et a offert une amnistie valable pendant un mois à

tous les opposants au régime, y compris « tous ceux qui ont porté les armes ». Assignés à résidence depuis leur sortie de prison, il y a environ un an, l'ancien premier ministre, M. Sadek El Mahdi, et le chef du Parti communiste, M. Ibrahim Nougoud, les deux principaux « otages » de marque que détenait la junte, ont d'ores et déjà été libérés, et tout semble indiquer que les quelque 300 prisonniers politiques incarcérés dans les différentes prisons du Soudan ont été également rendus à la liberté ou sont sur le point de l'être.

L'un des principaux objectifs que cherche à atteindre la junte par cette mesure est apparemment de diviser le Rassemblement national démocratique, qui regroupe les principaux partis politiques en exil, dont l'Oumma de M. El Mahdi, le Parti unioniste

démocratique de M. Mohamed El Mirghani, le Parti communiste, l'APLS (opposition armée du sud) du colonel Gassim, les syndicats ouvriers et professionnels, ainsi que les représentants « légitimes » de l'armée, c'est-à-dire les officiers limogés par la junte le 30 juin 1989.

Le principe du fédéralisme

Khartoum a-t-il en partie réussi à ébranler la cohésion de ce Rassemblement dont la chancellerie prévoit le renversement de la junte ? La question mérite d'être posée après les propos pour le moins ambigus tenus par M. Sadek El Mahdi quelques jours à peine après la levée de son assignation à résidence. Il a affirmé en effet que « si le gouvernement s'orientait vers une solution des problèmes importants du Soudan sur une base nationale et pacifique », il apporterait sa contribution à cette entreprise « par tous les moyens possibles ». On est ainsi loin de l'hostilité irréductible du Rassemblement, dont M. Sadek El Mahdi fait partie. L'ancien premier ministre a également semblé approuver le principe du fédéralisme tel qu'adopté récemment par Khartoum et jugé nettement « insuffisant » par l'opposition, ainsi que la récente décision du gouvernement d'abandonner définitivement l'ancien modèle parlementaire en faveur du système des Congrès populaires, calqué sur le modèle de la Libye - actuellement seul pays arabe à soutenir le régime

AVIS AUX RESSORTISSANTS DU MAROC, DE L'ALGERIE ET DE LA TUNISIE

A partir du 15 mai 1991, pour les ressortissants du Maroc et de l'Algérie, et du 17 mai 1991, pour ceux de la Tunisie, sera modifié le système d'entrée en Espagne. Le consulat général d'Espagne à Paris informe que les citoyens de ces pays titulaires d'une carte de séjour française ou d'un autre pays membre de la CEE, n'auront pas besoin de visa consulaire pour des séjours en Espagne ne dépassant pas trente jours.

سودان لا أمل

ensions s'exacerbent frigue du Sud

Après avoir dressé un bilan de la politique économique menée pendant dix ans et tracé le portrait de M. Elisabeth Guigou (le Monde du 8 mai), nous continuons notre série sur le dixième anniversaire de l'élection de M. Mitterrand en décrivant sa politique étrangère et en présentant l'un de ses plus proches collaborateurs, M. Hubert Védrine, aujourd'hui porte-parole de la présidence de la République.

Il n'est pas de raison de douter ni, dans un cas, de sa sincérité, ni, dans l'autre, de sa cohérence, même si à ces deux motivations s'en ajoutaient deux autres sans doute aussi cruciales : une analyse qui conduisait à la nécessité de casser l'armée de Saddam Hussein à son tour, mais peser sur les plans régional et international, et cette fameuse volonté de faire entendre « la voix de la France », de rester dans le jeu international.

Devant l'intense activité diplomatique déployée pendant les six mois qui précèdent la guerre, chacun reconnaît que le président français regagnait le terrain perdu sur la scène internationale au cours de la période précédente où les métamorphoses de l'Est européen, en particulier de l'Allemagne, avaient paru le prendre de court. On peut certes rester perplexes sur le rôle que jouera la France dans l'hypothétique solution des conflits du Moyen-Orient ; mais à ne pas s'engager, elle se condamnerait à n'en plus jouer aucun. Jusqu'à son statut parmi les « grands », il en sort incontestablement renforcé. Est restaurée notamment une certaine prépondérance politique par rapport à sa voisine allemande.

Ne serait-ce que par la manière dont elle contribua à placer la crise du Golfe sur le terrain de l'ONU et du droit international, la « voix de la France » ne fut jamais, dans le conflit avec l'Irak, l'écho passif des consignes de Washington. M. Mitterrand la voulait singulière. Il le voulait jusqu'à l'excès : les émissaires faisant vainement antichambre devant le bureau de Saddam Hussein, l'inutile gestualité à l'ONU à la veille de l'ultimatum du 15 janvier n'eurent pour effet que d'attirer sur lui, de la part de certains alliés, le soupçon de duplicité. Sa fiabilité n'était pas en cause mais, voulant apparaître comme celui qui avait fait le plus pour éviter la guerre, il eut le plus de serrer le doute chez certains et d'en exaspérer d'autres.

Un Château-Chinon, au soir de sa victoire de 1981, François Mitterrand lui recommanda de téléphoner dès le lendemain matin à sa secrétaire, Marie-Claire Papageay. Hubert Védrine, qui ne fêta son trente-quatrième anniversaire que le 31 juillet suivant, ose à peine croire que ce qui lui sera proposé ira au-delà de la présence de quelques jours au sein de l'antenne présidentielle destinée à assurer la transition entre le président battu et le nouvel élu. Pierre Bérégovoy le chargea de traiter l'énorme paquet de télégrammes de félicitations venus du monde entier. Quelques jours plus tard, Hubert Védrine fait partie de l'équipe qui s'installe à l'Elysée.

Sa nomination comme conseiller technique pour les relations extérieures concréte huit années de travail sur les questions internationales et de défense dans le groupe des experts du Parti socialiste. Il y a côtoyé Jean-Pierre Chevènement, Robert Pomillon, Charles Hernu et d'autres. C'est là qu'est née l'idée de la FAR (Force d'action rapide), spécialisée dans les actions militaires extérieures. Il a aussi, à la même époque, un pied dans Communes de France, l'organe des élus socialistes.

En 1976, François Mitterrand, qui est un ami intime de son père, Jean - ils se sont connus dans la Résistance - lui propose un parachutage... dans la Nèvre. Hubert Védrine est né dans la Creuse, y a gardé souvenirs et attaches ; le premier secrétaire du Parti socialiste est né en Charente, y a entretenu ses racines, ce qui ne l'a pas empêché de faire de la Nèvre son terroir

Les empreintes de la France

Suite de la première page

Il n'est pas de raison de douter ni, dans un cas, de sa sincérité, ni, dans l'autre, de sa cohérence, même si à ces deux motivations s'en ajoutaient deux autres sans doute aussi cruciales : une analyse qui conduisait à la nécessité de casser l'armée de Saddam Hussein à son tour, mais peser sur les plans régional et international, et cette fameuse volonté de faire entendre « la voix de la France », de rester dans le jeu international.

Devant l'intense activité diplomatique déployée pendant les six mois qui précèdent la guerre, chacun reconnaît que le président français regagnait le terrain perdu sur la scène internationale au cours de la période précédente où les métamorphoses de l'Est européen, en particulier de l'Allemagne, avaient paru le prendre de court. On peut certes rester perplexes sur le rôle que jouera la France dans l'hypothétique solution des conflits du Moyen-Orient ; mais à ne pas s'engager, elle se condamnerait à n'en plus jouer aucun. Jusqu'à son statut parmi les « grands », il en sort incontestablement renforcé. Est restaurée notamment une certaine prépondérance politique par rapport à sa voisine allemande.

Ne serait-ce que par la manière dont elle contribua à placer la crise du Golfe sur le terrain de l'ONU et du droit international, la « voix de la France » ne fut jamais, dans le conflit avec l'Irak, l'écho passif des consignes de Washington. M. Mitterrand la voulait singulière. Il le voulait jusqu'à l'excès : les émissaires faisant vainement antichambre devant le bureau de Saddam Hussein, l'inutile gestualité à l'ONU à la veille de l'ultimatum du 15 janvier n'eurent pour effet que d'attirer sur lui, de la part de certains alliés, le soupçon de duplicité. Sa fiabilité n'était pas en cause mais, voulant apparaître comme celui qui avait fait le plus pour éviter la guerre, il eut le plus de serrer le doute chez certains et d'en exaspérer d'autres.

De la même manière, bien qu'ayant très tôt tranché dans le débat qui divisait son entourage, le chef de l'Etat maintint très longtemps M. Chevènement au ministère de la Défense et le laissa négocier avec les Américains des arrangements qui, au fait, limitaient l'engagement militaire de la France. Réflexe de politicien visant non à ménager la chèvre et le chou, mais à tirer pour lui-même le meilleur profit de toute situation conflictuelle. De fait, le bénéfice pour M. Mitterrand en termes de popularité et de crédit international fut sans commune mesure avec l'importance quantitative des forces engagées.

Vint ensuite l'après-guerre, ou plus exactement ce terrible legs de la guerre aux chiïtes et aux Kurdes irakiens. La France, autan que ses alliés américains et britanniques, aura laissé survenir le drame. Mais, contrairement à eux, elle avait Bernard Kouchner, son efficacité, sa généreuse idée du « droit d'assistance humanitaire ». Elle fut la première sur le terrain à voler au secours des Kurdes. Elle secoua à l'ONU le tabou de la non-ingérence et se flatta d'être ainsi à l'origine d'une possible révolution dans le droit international. Fort bien. Mais il y a malgré tout dans cette façon d'effacer la faute en prêchant la vertu, dans cette promptitude à vouloir ramasser la mise en toutes circonstances, quelque chose qui engendre le malaise.

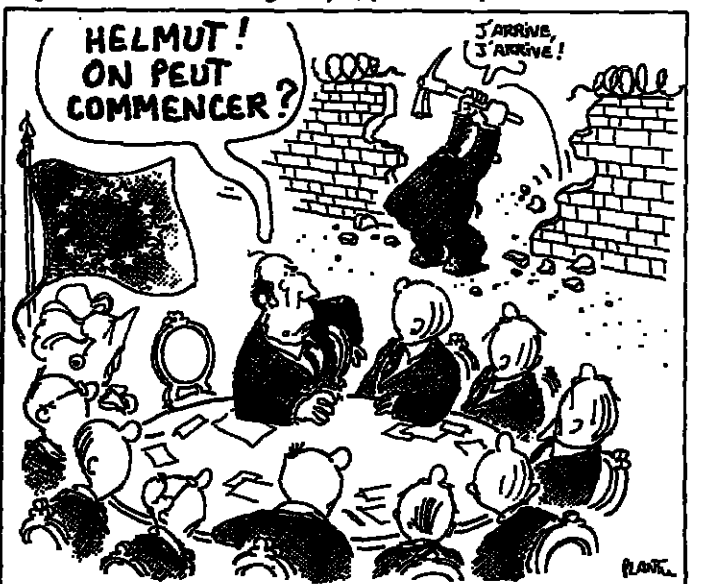
Diplomatie de gala ?

La tendance française à prétendre avoir tout inventé, à donner des leçons, à réclamer aussi tous les sièges des institutions internationales et toutes les présidences de commission, l'autoglorification et la morgue cocardière vaudront sans doute aux années Mitterrand bien des critiques que, sur le fond, elles ne méritent pas. Jacques Attali en a fait l'expérience récemment quand il a fait l'inauguration de la BERD, en se faisant littéralement

draper par la presse anglo-saxonne. L'ancien conseiller du président n'est d'ailleurs pas le dernier à prétendre que c'est de Paris que sont venues les deux seules initiatives novatrices face aux révolutions de l'Est, la première étant la BERD et la seconde, l'expression de « coopération européenne » que lança un jour M. Mitterrand, sans trop savoir alors ce qu'il y mettrait sinon que les Russes en seraient et pas les Américains.

Intuition du verbe : prenant place dans le vide, dans l'absence de projet pour le centre de l'Europe que les nouvelles démocraties vivaient très mal, l'expression fit l'oreille et valut au président français la gratitude de leurs dirigeants.

C'était à la veille d'une de ces gigantesques réceptions dont la France, ces dernières années, ne fut pas avare : celle du Bicentenaire de la Révolution, que Jacques Attali avait eu l'idée de coupler avec le sommet des sept pays les plus industrialisés et à laquelle il avait convié les dirigeants des pays les plus démunis du monde. Idée dont, après s'être abondamment gaussé, tout le monde convint qu'elle était bonne. De la conférence sur les armes chimiques, en janvier 1988, au sommet de la CSCE, en novembre 1989, en passant par les deux sommets de Sept, la France aura beaucoup reçu. Diplomatie de gala ? Sans doute, mais pas seulement, car le Quai d'Orsay a œuvré très active-



Dessin paru le 9 décembre 1989

même s'ils commencent à comprendre aujourd'hui qu'elle ne recouvre aucune solution miracle.

M. Thatcher, implacable détracteur de cette politique par le verbe qu'elle jouait, parfois à tort, déclaratoire, n'était pas disposée à admettre que la France était le berceau de tout, ni à s'émouvoir des pompes républicaines. Elle rappela un jour que Paris n'avait pas le monopole de la défense des droits de l'homme et qu'historiquement son pays disposait même en la matière du bénéfice de l'antériorité.

ment dans l'ombre tant au désarmement chimique qu'à la défense des droits de l'homme et au désarmement conventionnel au sein de la CSCE.

Du socialisme au droit

Que de chemin parcouru, en outre, depuis le sommet de 1982 à Versailles où la République de M. Mitterrand, assistée de Jacques Attali, déployait les fastes du Grand Siècle pour montrer, disait Jacques Attali, que « les socialistes savent recevoir », mais où elle ne réussit qu'à donner d'elle-même une image de monarchie présidentielle qui allait lui coller à la peau pendant des années!

On crut, au début du premier mandat, pouvoir introduire le socialisme en politique extérieure. C'était des discours tiers-mondistes, comme celui de Mexico, c'était le choix d'hommes comme Claude Cheysson ou Jean-Pierre Cot, des gestes comme le soutien aux sandinistes nicaraguayens ou l'octroi d'un prix d'achat mirobolant pour son gaz, qu'on eut par la suite bien du mal à renégocier ; ce furent ensuite, effet, sinon de l'idéologie, du moins des conceptions socialistes - des nominations au Quai d'Orsay qui rompaient avec toutes les traditions de la maison ou encore de magistrats rebuffades, comme la rencontre de Crète en 1984 avec le colonel Kadhafi.

L'idéologie a reculé dans le discours du président, comme dans le monde. A-t-il fait mieux que d'autres pour les plus démunis ? La part des revenus que la France leur consacra n'a pas radicalement changé d'ordre de grandeur. Il restera de ces dix ans quelques promesses irresponsables comme celle qu'on fit aux Bangladais, de nouveaux frangés aujourd'hui, mais aussi des initiatives répétées pour réduire la dette du tiers-monde, l'émergence d'une politique du droit et de l'assistance humanitaire, où l'apport concret mais surtout conceptuel de la France est incontestable, et enfin - ce n'est pas négligeable - le rappel constant par M. Mitterrand qu'il reste dans le monde « bien des basilles à prendre ».

Les « amis » israéliens

Hormis l'action en faveur de la francophonie, la politique africaine est assez vite rentrée dans le moule traditionnel des relations privilégiées avec certains pays, quel que soit leur régime, et il aura fallu attendre le sommet de La Baule en juin 1990 pour que M. Mitterrand proclame que la démocratie et les droits de l'homme concernent aussi l'Afrique et que sa politique en tiendrait compte.

Arrivant au pouvoir en 1981, François Mitterrand faisait entrer aussi en politique étrangère ses affinités propres et notamment ses sympathies pour l'Etat hébreu, dont les israéliens espèrent qu'elles compenseraient les tendances d'une classe politique française majoritairement pro-arabe, de sa droite à sa gauche. Ils en sont revenus. Même si M. Mitterrand se dit toujours aujourd'hui leur « ami », l'inflexion qu'il avait initialement fait subir à la politique française au Proche-Orient ne

résista pas à certains épisodes de la guerre du Liban, ni plus tard aux rigidités du gouvernement Shamir. Elle ne résista pas non plus à la prétention de la France à faire entendre au Moyen-Orient une voix « différente » de celle des Etats-Unis, fut-ce sans grande probabilité de succès. Prétention que l'on sent revenir ces jours-ci et en vertu de laquelle la France, en des heures seules cartes qu'elle ait cherché à mettre dans son jeu : Arafat et Gorbachev.

Pouvait-on faire mieux dans l'inextricable imbroglio libanais ? Sans doute. Mais sans doute M. Mitterrand aurait-il dû l'admettre et s'effacer, en avril 1989, la plus malencontreusement spectaculaire et la moins réussie des « missions humanitaires » de Bernard Kouchner. Le principal bouleversement dans la politique de la France au Moyen-Orient aura été la guerre contre l'Irak et la restauration des relations avec l'Iran, à propos de laquelle on peut malgré tout se demander ces jours-ci si M. Roland Duménil n'y met pas un peu trop d'impétuosité ardue.

Le grand ratage

L'Europe est le terrain de prédilection de François Mitterrand. 1983 fut de ce point de vue une année charnière avec deux décisions majeures : celle de ne pas quitter le système monétaire européen, à quoi des considérations d'ordre intérieur auraient pu pousser le président de la République, et celle d'aller dire au Bundestag, à contre-courant de la vague pacifiste, que « les missiles sont à l'Est, les pacifistes à l'Ouest ». François Mitterrand s'acquiesce aujourd'hui auprès de ses partenaires occidentaux un très solide capital de confiance.

Après les errances de M. Giscard d'Estaing allant au printemps 1980 rencontrer Brejnev à Varsovie en pleine guerre d'Afghanistan, François Mitterrand avait très vite redressé la barre en affichant une ferme intransigeance à l'égard de Moscou. Ni Lech Walesa ni Vaclav Havel ne lui tiennent aujourd'hui rigueur d'avoir reçu en 1985 le général Jaruzelski à Paris, ou d'avoir rendu visite à tel ou tel dirigeant stalinien sur sa fin. Si la politique française a pêché en Europe centrale et orientale, c'est au contraire essentiellement de n'avoir pas été assez présente, de ne s'être pas dotée des moyens nécessaires et de s'être lamentée sur l'influence allemande sans savoir la concurrencer.

Mais le grand ratage des années Mitterrand fut sans conteste de n'avoir pas vu venir l'unité allemande, puis d'avoir cru qu'avec Mikhail Gorbachev on pouvait y faire obstacle. Les relations franco-allemandes sont une donnée tellement fondamentale de la politique extérieure des deux pays du monde, la chance, à vouloir que M. Helmut Kohl, qui l'entend de cette manière, fut alors aux commandes - qu'elles se soient vite rétablies, même si l'heure n'est plus aux effusions d'antan.

C'est encore une fois Paris et Bonn qui assignent à l'Europe de nouvelles ambitions. François Mitterrand aura été, avec Jacques Delors, l'un et l'autre entraînant le chancelier allemand, le principal artisan des progrès communautaires accomplis ces dix dernières années. Il aura, dans l'union aussi, une victoire, parfois même d'une sorte de romantisme fédéraliste. Mais alors que le mouvement vers l'intégration communautaire s'approche des domaines de la souveraineté nationale (la politique étrangère, la défense), c'est en gardien soucieux de ses propres prérogatives qu'il conçoit ses propositions.

L'avenir de l'Europe dépasse aujourd'hui le cadre des douze pays de la Communauté et se joue notamment à Moscou. M. Mitterrand n'a à cet égard, pas plus que l'ensemble des Occidentaux, d'autre idée que de soutenir aussi longtemps que possible Mikhail Gorbachev et de veiller à ne pas « isoler l'URSS ». Il se joue aussi à Washington. De ce côté-là, il ne faut pas se tromper : la position prise sur les euro-missiles, comme l'engagement dans la guerre du Golfe, comme les bonnes relations qu'entretient M. Mitterrand avec George Bush sont supposées servir l'indépendance nationale et non pas l'annihiler.

CLAIRE TRÉAN

DEMAIN

M. Mitterrand vu de droite, par DANIEL CARTON et ANDRÉ PASSERON, et le portrait de M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, par THIÉRIE BREHIER et ANNE CHAUSSEBOURG.

Le « vivier » de l'Elysée

Hubert Védrine ou l'ouverture sur le monde

Hubert Védrine est un esprit curieux et avide. Il garde les yeux - qu'il a gris-bleus - ouverts sur tout ce qui passe à leur portée. Il aurait pu n'être qu'un « honnête homme » intellectuellement boudique, cultivé et poli. Mais il est aussi, à coup sûr, dans l'entourage de François Mitterrand, l'un de ceux dont l'indépendance d'esprit est la plus marquée, dont les jugements sont les plus critiques, donc les plus instructifs.

A Château-Chinon, au soir de sa victoire de 1981, François Mitterrand lui recommanda de téléphoner dès le lendemain matin à sa secrétaire, Marie-Claire Papageay. Hubert Védrine, qui ne fêta son trente-quatrième anniversaire que le 31 juillet suivant, ose à peine croire que ce qui lui sera proposé ira au-delà de la présence de quelques jours au sein de l'antenne présidentielle destinée à assurer la transition entre le président battu et le nouvel élu. Pierre Bérégovoy le chargea de traiter l'énorme paquet de télégrammes de félicitations venus du monde entier. Quelques jours plus tard, Hubert Védrine fait partie de l'équipe qui s'installe à l'Elysée.

Sa nomination comme conseiller technique pour les relations extérieures concrétise huit années de travail sur les questions internationales et de défense dans le groupe des experts du Parti socialiste. Il y a côtoyé Jean-Pierre Chevènement, Robert Pomillon, Charles Hernu et d'autres. C'est là qu'est née l'idée de la FAR (Force d'action rapide), spécialisée dans les actions militaires extérieures. Il a aussi, à la même époque, un pied dans Communes de France, l'organe des élus socialistes.

En 1976, François Mitterrand, qui est un ami intime de son père, Jean - ils se sont connus dans la Résistance - lui propose un parachutage... dans la Nèvre. Hubert Védrine est né dans la Creuse, y a gardé souvenirs et attaches ; le premier secrétaire du Parti socialiste est né en Charente, y a entretenu ses racines, ce qui ne l'a pas empêché de faire de la Nèvre son terroir

d'adoption. Hubert Védrine se laisse convaincre.

1977 : les municipales à Saint-Léger-des-Vignes, que dirigeait le Parti communiste depuis la Libération, le frottent au terrain. La limpidité du cursus est aveuglante : suppléant, en 1978, de Daniel Benoit, député de la circonscription de Nevers, il peut espérer lui succéder le moment venu à l'Assemblée nationale. Hubert Védrine joue le jeu tant et si bien qu'il est toujours conseiller municipal de Saint-Léger-des-Vignes. Mais, à la suite d'un drame personnel, il renoncera à continuer le chemin ainsi tracé. François Mitterrand ne lui en vaudra pas de cet espoir déçu. Il a depuis longtemps un œil sur ce jeune homme bien élevé, à la tête bien faite, qui a des convictions à gauche, mais réaliste.

Un grand lecteur

Ami de Jean Védrine, il avait su la passion du fils pour Albert Camus ; Hubert se démenait tant que le lycée de Bois-Colombes qu'il fréquente sera baptisé du nom du prix Nobel. Il avait observé ses tentations journalistiques, inspirées par son admiration pour un ami de la famille, Jean Lacouture ; diplômé de l'Institut d'études politiques, licencié d'histoire, Hubert Védrine aurait pu entrer au Monde, avant qu'une sorte de réflexe ne le pousse longtemps un an à se faire journaliste à l'ENA. En 1974, il choisit le secrétariat d'Etat à la culture puis, en 1979, s'orienta vers la direction générale des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Nommé maître des requêtes au Conseil d'Etat à la veille de la cohabitation, Hubert Védrine perd ses fonctions officielles à l'Elysée, mais il les conserve à titre officieux tout en remplissant ses engagements auprès de l'Assemblée du Palais-Royal. A ses dossiers sur les affaires internationales et stratégiques, s'est ajoutée, au lendemain de la réélection de François Mitterrand, la fonction de porte-parole de la présidence de la République.

A ce poste, il convient d'être

irréprochable dans la connaissance des dossiers, d'observer un subtil équilibre entre ce que l'on sait, ce que l'on pense et ce que l'on peut dire. A l'évidence, François Mitterrand est satisfait du scrupule mis par son porte-parole à respecter ce jeu de funambule. Il partage aussi avec Hubert Védrine un intérêt pour les livres. Les goûts du conseiller sont plus éclectiques que ceux du président. Il a toujours une demi-douzaine de volumes en cours : littérature classique, essais, ouvrages spécialisés... et un jardin secret, les grandes histoires polaires. Se passionnant pour les enquêtes du juge Ti, écrites par l'ethnologue hollandais Robert Van Gulik, qui rêvent à travers la Chine médiévale les enjeux de pouvoir, n'a d'égalé que celle qu'il porte à Elie Petrus, qui plonge le lecteur dans l'univers d'un moine écossais enquêteur du XI^e siècle, une sorte d'Umberto Eco revu par Agatha Christie.

Lire occupe beaucoup du temps de Hubert Védrine, d'autant qu'il faut y ajouter les journaux et magazines, français et étrangers, et qu'il ne répugne pas, au contraire, à se plonger dans tout ce qui passe à sa portée. Il voudrait écrire sur la France, sa place dans le monde. Il se contente de prendre des notes.

La capacité d'apprendre

Son avenir ? Il se demande quel sera son degré d'implication dans la vie politique après François Mitterrand. Un poste ministériel ? Il y en a six ou sept vraiment importants, à ses yeux. Il n'a pas, en la matière, d'objectif avoué... mais il sait qu'il est un des rares spécialistes des relations internationales et de la défense. D'autres idées viennent à l'esprit. Pourquoi pas éditeur ? Les dents de Rastignac dont on l'affuble volontiers se sont peut-être émoussées avec l'âge et l'expérience. La quarantaine passée, il a trop mesuré l'amertume de ceux qui se sentent écartés, trop vu les rivalités entre ceux qui s'accrochent à leur rang, pour ne

pas avoir envie, prudent, de prendre un peu de recul.

François Mitterrand apprécie sa capacité à apprendre. La guerre - « cet implacable révélateur » - du Golfe finie, il explique longuement les leçons qu'il en a tirées. En trois mois, il aura, dit-il, appris autant qu'en trois ans. Il a appris sur François Mitterrand, qu'il respecte, qu'il admire et qui le fascine. Il se dit frappé par la lucidité du président - « l' logique de guerre », sa constance - objectif immuable de la libération du Koweït, - sa détermination - tout faire pour éviter que ne parlent les armes, - sa capacité d'écoute - « le jeu politique est resté ouvert à la critique ».

Il a beaucoup appris, dit-il, sur les règles qui régissent le monde contemporain. Une telle situation a mis fin, note-t-il, à « l'illusion lyrique, mélange de quérulence et de médiocrité » provoquée par les bouleversements en Europe de l'Est. Le monde en est, selon lui, à un stade d'« organisation très fruste ». « Les songes douces et se sont évaporés (...), les bombes à retardement qui existent sur les cinq continents parce que ce monde est difficile, injuste et dangereux, obligent dans les cinq, dix, quinze ans à venir les pays à prendre leurs responsabilités », explique-t-il. Il a appris, enfin, sur le fonctionnement de l'Etat... sujet sur lequel il est moins disert. La guerre, observe-t-il, songeur, « n'a créé aucun problème nouveau ; ceux qui existaient continuent d'exister que ce soit l'Europe, le développement des pays du Sud, les relations entre Etats-Unis et Japon... ».

Après dix ans de présence quasi quotidienne à l'Elysée, Hubert Védrine n'avoue qu'une nostalgie : celle de ne plus voyager. Précision nécessaire : si la porte-parole a parcouru des milliers et des milliers de kilomètres depuis 1981, il lui manque de revivre ses « grands voyages d'étudiant », qui de façon plus précaire lui avaient fait découvrir les grecques, la Turquie, l'Afghanistan...

ANNE CHAUSSEBOURG

LES 10 ANS DU 10 MAI

Crachin au Bataclan

Dans le décor kitsch du Bataclan, muséifié aux allures de dancing des années 50, quelques centaines socialistes ont fêté, mardi soir 7 mai, l'anniversaire de la fondation de la République. MM. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et Francis Terquem, l'avocat de SOS-Racisme, ont fait preuve d'un humour pérolier en faisant installer, à l'entrée du lieu, un dispositif destiné à rappeler l'orgue qui avait doué l'enthousiasme des sympathisants de la gauche, le 10 mai 1981, à la Bastille. En voyant les invités traverser ce crachin artificiel, on ne pouvait s'empêcher de penser : « Tous mouillés ».

M. Michel Rocard, qui était à la Bastille il y a dix ans, a passé une heure en compagnie des compagnons du mitterrandisme, dont il manquait une partie. L'initiative était venue d'amis de M. Lionel

Jospin, ceux de M. Laurent Fabius et, pour commencer, le président de l'Assemblée nationale lui-même, étaient absents, à la rare exception de M. Frédéric Bredin, député de la Seine-Maritime. Outre celui de l'éducation nationale, plusieurs ministres étaient présents, de même que M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, et M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS.

Les invités ont entendu un message de leur grand homme, dans lequel celui-ci soulignait : « Voici que se lève une deuxième génération de conventionnels ». Les « conventionnels », au PS, sont les militants venus, il y a vingt ans, de la Convention des institutions républicaines, que présidait M. François Mitterrand. Outre des imitations de Didier Gustin, la partie artistique était assurée par le présentateur de télévision Gérard Holtz et M. Philippe Martin, chef de cabinet de M. Michel Charasse, qui ont chanté les Copains d'abord. L'humour involontaire a encore frappé.

P. J.

Dans un entretien à l'hebdomadaire « Vendredi » M. Mitterrand regrette de n'avoir pu réduire davantage les inégalités sociales

« Mes regrets sont de n'avoir pu réduire autant que je l'aurais voulu les inégalités sociales, mais nous ne sommes pas encore au terme », déclare M. François Mitterrand dans un entretien - le seul accordé à l'occasion du dixième anniversaire de sa première élection à la présidence de la République - à l'hebdomadaire du parti socialiste, *Vendredi*. Le chef de l'Etat fait aussi remarquer que « plus de quatre-vingt-dix » des cent dix propositions qu'il avait faites lors de sa campagne électorale de 1981 et qui avaient donc pour lui « valeur d'engagement devant le corps électoral » ont vu le jour.

Interrogé sur le « discrédit du politique » et la domination de l'argent, le président de la République admet que, face aux « sommes colossales qui sont allées dans les caisses des partis soutenus par le grand capital », les « autres partis » ont « fini par s'adapter à des pratiques qui, lorsqu'elles n'ont pas été maîtrisées, sont devenues malsaines ». Il ajoute que la loi votée en 1990, « pour mettre un terme à ces mauvaises mœurs (...) fera

date dans l'histoire de la République », car « désormais nul n'aura d'excuse ni de justification s'il sort des règles établies. Alors cessera pour une large part le discrédit du politique ».

M. Mitterrand dénonce une nouvelle fois le rôle « excessif » et « généralisé d'injustices graves » de l'argent dans la société « dite libérale ». Pour lui « les mécanismes du marché n'ont de valeur que par l'usage qu'on en fait. Le rôle des socialistes est de veiller à ce qu'ils n'exercent pas les faibles au bénéfice des puissants, qu'ils n'oppriment pas les couches sociales représentatives du prolétariat d'aujourd'hui ».

La « crise morale » de la justice est, d'après le chef de l'Etat, « très largement l'expression d'une crise d'adaptation », aussi il reconnaît que « des réformes s'imposent ». Il ajoute : « Je dis que la justice est indépendante. Ses règles sont celles qui ont vu naître la tradition républicaine et la Constitution de 1958, mais je garde l'esprit ouvert à toute initiative constructive ».

M. Juppé juge « grotesque » l'autocélébration pratiquée par les socialistes

M. Alain Juppé, présentant à la presse, mardi 7 mai, la campagne lancée par le RPR à l'occasion du dixième anniversaire de l'arrivée de M. François Mitterrand à l'Elysée, a déclaré que « l'autocélébration pratiquée par les socialistes commence à prendre un tour franchement grotesque ». « Si cela continue, à-t-il ironisé, le disque compact et le jour à micro-ondes seront bientôt mis au crédit de M. Mitterrand ».

Pour le secrétaire général, les socialistes occultent, notamment, la période 1986-1988, et leur propagande est « une campagne d'illusions, en complet décalage avec les réalités du pays ». En effet, selon l'ancien

ministre, « les Français souffrent, aujourd'hui, de la récession économique et du mal du chômage, qui, pourtant, n'est pas une fatalité puisque, ailleurs, cela se passe autrement ». Soulignant que le chômage a pour conséquences le développement d'un « mal-être d'une partie de la jeunesse », les problèmes des banlieues et la nouvelle pauvreté, M. Juppé a observé que le RMI avait abouti à un échec total pour ce qui concerne l'insertion. Au total, la France, a-t-il dit, « ne se porte pas bien et elle est en proie à un climat de désenchantement et d'apathisme ».

La campagne du RPR comporte l'apposition de trois cent mille affiches et autocollants, représentant des enfants qui posent à leurs parents les questions suivantes : « Dis, papa, après l'école, c'est le chômage ? », « Dis, maman, les nouveaux pauvres, qu'est-ce qu'ils étaient, avant ? », « Pourquoi papa dit toujours que les impôts lui prennent tout ? ». Des encarts publicitaires seront publiés dans la presse, comportant une double page. Sur la première, est posé le problème suivant : « Ecrivez ici ce qui a changé en bien pour la France et les Français en dix ans ». Sur la seconde, la réponse est fournie : « Vous n'avez pas trouvé. Ce n'est pas votre mémoire qui flanche... C'est la France ».

M. de Charette (UDF) : « Les socialistes ont les mains vides. » - M. Hervé de Charette, député UDF de Maine-et-Loire, estime dans l'éditorial du dernier bulletin des Clubs Perspectives et Réalités, dont il est le délégué général, qu'après dix ans de pouvoir, les socialistes « ont les mains vides parce qu'ils ont été contraints de tout abandonner en chemin ». Evoquant « la longue liste de leurs défaites idéologiques », M. de Charette précise que les socialistes « ont renoncé à mettre la main sur l'école privée, accepté de maintenir et de moderniser la force de frappe, poursuivi le programme des centrales nucléaires, supporté la libération des prix, freiné les salaires ».

POLITIQUE

Après les initiatives de M. Chevènement et des communistes « refondateurs »

Trois mouvements appellent à leur tour à la création d'une « nouvelle force » de gauche

La célébration du dixième anniversaire de l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République laisse de marbre ceux des militants de gauche qui mettent le Parti socialiste et le Parti communiste dans le même sac de leurs déceptions communes et qui préchent dans le désert idéologique - et souvent dans l'indifférence générale - depuis plusieurs mois en faveur d'une reconstitution du paysage politique.

C'est ainsi que le texte d'un appel en faveur de « l'émergence d'une force politique nouvelle » a été rendu public, mardi 7 mai, par les refondateurs communistes, mouvement formé par d'anciens membres du PCF, par le Mouvement des « reconstituteurs », regroupant des dissidents et des contestataires communistes qui ne croient plus, comme M. Charles Fiterman, à la possibilité de rénover le PCF de l'intérieur, et par l'Alternative rouge et verte (AREV), née en 1989 de la fusion du PSU et de la Nouvelle Gauche qu'avait lancée M. Pierre Juquin au lendemain de l'élection présidentielle de 1988.

D'inspiration résolument « révolutionnaire », cet appel reprend le thème du « changement » qui fit dans les années 70 les succès électoraux du nouveau Parti socialiste, puis ceux de l'union de la gauche, pour préconiser une démarche qui va carrément à l'encontre des nivellements actuels.

Pour ses auteurs, il est plus que jamais urgent de « changer le monde », donc de « réinventer le socialisme », et cela implique le rassemblement de tous les utopistes qui rejettent la social-démocratie autant que le capitalisme sous toutes ses formes et que les ex-régimes « pseudo-socialistes » des pays de l'Est.

Commentant la publication de ce texte, M. Félix Damette, ancien membre du comité central du PCF et animateur, aujourd'hui, avec M. Claude Poperen et Marcel Rigout, du Mouvement des « reconstituteurs », insistait, mardi, dans une déclaration à l'AFP, sur le caractère « autogestionnaire » de cette démarche.

Un objectif identique

Il en soulignait la « différence notable de méthode » avec l'initiative des auteurs du manifeste intitulé « Refondations » paru dans le *Monde* du 16 avril et associant les chefs de file du courant « refondateurs » du PCF, MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite, et des socialistes critiques, MM. Claude Cheysson, Max Gallo, Gisèle Halimi, etc., et à d'autres personnalités de sensibilités diverses. « Nous ferons en sorte que ces deux initiatives, pour différentes qu'elles soient, convergent le plus rapidement possible », déclarait M. Damette. Charles Fiterman invite à la réflexion à gauche, mais aujourd'hui

d'hui cela n'est pas suffisant. Il faut clairement poser la question de la création d'une nouvelle force politique.

La seule véritable différence entre cet appel des « reconstituteurs-refondateurs » à une « profonde reconstitution de toutes les structures de la gauche » et le manifeste signé par les « refondateurs » réside dans le fait que les seconds se déclarent « allergiques à toute récupération » et se défendent de « tout calcul politique ou électoral », se sont délibérément abstenus d'évoquer l'opportunité de la constitution d'un nouveau mouvement politique, alors que les premiers vont aujourd'hui plus vite en besogne en tirant sans attendre la conclusion de leur logique.

Mais les deux démarches convergent pleinement et procèdent d'une même problématique en rupture avec la pratique du « centralisme démocratique » chère aux communistes orthodoxes. Parallèles à la voie ouverte par M. Jean-Pierre Chevènement chez les socialistes, elles visent un objectif identique : il s'agit de recherches de nouvelles pratiques de transformation sociale en rassemblant tous les déçus du PS et du PCF autour d'un dessein politique qui reste à définir et dont l'ambition est d'ouvrir à la gauche française de nouvelles perspectives historiques. A la façon, en quelque sorte, des « nouveaux socialistes » que représentait M. Mitterrand il y a une trentaine d'années.

ALAIN ROLLAT

Au Sénat

La droite revient à la charge sur les subventions aux écoles privées

Périodiquement, le Sénat cède à l'envie de faire un « coup » politique, qui lui rappelle les belles années de la « résistance », de 1983 à 1986, où il tira à vue sur tout ce que le gouvernement socialiste d'alors soumettait à son examen. En juin dernier, les sénateurs avaient ainsi adopté une proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité, à laquelle le gouvernement n'a donné aucune suite. Cette année, la majorité sénatoriale se proposait d'enfourcher un cheval de bataille tout aussi familier : l'enseignement privé et, plus particulièrement, la modification de la loi Falloux de 1959, qui réglemente les subventions aux établissements de ce type.

Les sénateurs ont donc examiné une proposition de loi, cosignée par les quatre présidents de la majorité sénatoriale, supprimant le plafond de subventions des collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privé. M. Joël Bourdin (Rép. et ind., Eure), rapporteur de la proposition, a demandé au gouvernement « de faire preuve de réalisme », « d'en finir avec les délices empoisonnées des combats laïcx et d'une sociologie de combat anachronique » et d'abandonner un texte « obsolète et dépassé ».

M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a répondu laconiquement que le débat avait déjà eu lieu à plusieurs

reprises et que le gouvernement n'entendait pas « rompre l'équilibre législatif entre l'enseignement privé et l'éducation nationale ». Le secrétaire d'Etat en est venu immédiatement au talon d'Achille de la proposition sénatoriale, qui gageait les éventuelles dépenses supplémentaires sur une augmentation des taxes assurant le financement des budgets des collectivités locales. « Cette proposition de loi aggrave les charges des collectivités », jopose donc l'article 40 de la Constitution », a indiqué M. Chapuis (1).

G. P.

(1) Les propositions et amendements sont irrecevables lorsqu'ils entraînent une diminution des recettes ou une aggravation de la charge publique.

Un sous-marin du FN derrière le maire RPR de Chalon-sur-Saône...

Y a-t-il un membre du Front national dans la majorité municipale de droite de Chalon-sur-Saône ? C'est la question que posent les conseillers municipaux socialistes de la ville et la fédération du PS de Saône-et-Loire. Ils l'ont formulée dans une lettre adressée à M. Dominique Perben, maire et député RPR, publiée le 29 avril par la presse locale.

Ayant appris que M. Bernard Janisson, élu sur la liste de M. Perben en mars 1988, sans appartenance politique connue jusque-là, allait participer, le 9 juin, à une réunion organisée par le Front national en qualité de conseiller municipal de ce parti, les élus de gauche ont demandé au maire de s'expliquer sur cette apparente alliance avec l'extrême

droite qui aurait été cachée aux électeurs lors des dernières élections municipales. Le lendemain, M. Perben a répondu avec assurance, par le même canal, que M. Janisson « n'appartient à aucun parti politique ».

Erreur humanum est. M. Janisson est bien membre du Front national. Depuis un an il ne l'était pas - officiellement - en mars 1989, mais un dirigeant du parti d'extrême droite nous a confié que des « amis » avaient été introduits sur des listes de droite à cette époque. M. Janisson est adhérent du FN depuis le 1^{er} mai 1990 et, apparemment, il n'en avait pas informé M. Perben.

M. Michel Collinet, membre du bureau politique du Front national, qui dirigera la liste de ce parti

en Saône-et-Loire aux élections régionales de 1992, veut, du reste, démontrer, le 9 juin, que le cas de M. Janisson n'est pas isolé ou qu'à tout le moins « l'union de la droite » peut, localement, englober son extrême. Outre M. Jean-Marie Le Pen et quelques notabilités régionales du Front national, un conseiller municipal RPR du Crausot, M. Alain Honoré, et un ancien responsable de circonscription du parti chiracien, M. Robert Schuler, seront présents à cette réunion. Une manière de répondre à l'accord national entre le RPR et l'UDF traitant notamment des « liaisons dangereuses » avec l'extrême droite.

OLIVIER BIFFAUD

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mardi 7 mai, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été diffusé, dont voici des extraits :

- Enseignants-chercheurs (Lire page 7.)
 - Convention de Schengen (Lire le Monde du 8 mai.)
 - Enseignements supérieurs (Lire le Monde du 8 mai.)
 - Assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale
- Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté le bilan de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, dont les réunions se sont tenues à Washington du 28 au 30 avril. Au cours de ces réunions,

un accord s'est dégagé sur l'appréciation de la situation économique mondiale et sur l'évolution coordonnée des politiques économiques qu'elle appelle, compte tenu de l'interdépendance étroite des grandes économies. Le ralentissement de l'activité économique mondiale a été amplifié par la crise du Golfe. Les perspectives réelles de reprise tardent pour le moment à se concrétiser. Plusieurs grands pays, Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, sont en récession. Les économies qui restent en croissance connaissent un ralentissement, comme en France, ou des difficultés particulières, comme en Allemagne. En revanche, le recul de l'inflation est bien engagé partout, même si celle-ci reste encore élevée dans plusieurs pays étrangers.

La priorité de la coordination des politiques économiques est de créer les conditions d'une baisse internationale des taux d'intérêt réels, dont le niveau demeure trop élevé dans de nombreux pays, afin

de favoriser la reprise attendue de l'économie mondiale tout en consolidant la baisse de l'inflation et la stabilité des monnaies. Dans cette perspective, il est, notamment, nécessaire de poursuivre l'effort général de réduction des déficits des finances publiques, qui atteignent des niveaux excessifs dans certains pays. Toute augmentation des déficits est un obstacle à la baisse des taux d'intérêt, alors que celle-ci est rendue possible par la baisse de l'inflation et qu'elle est justifiée par le ralentissement de l'activité.

La reprise de la croissance et la réduction des déficits publics permettront de dégager les surplus d'épargne qui financeront les besoins d'investissements considérables de l'Europe centrale et orientale et de l'ensemble des pays en développement. La France et le Japon ont proposé d'engager des discussions en vue de procéder à une nouvelle allocation de droits

de tirage spéciaux. Il convient en effet que la poursuite des politiques courageuses de réforme économique et de démocratisation engagées par de nombreux pays ne soit pas menacée par une pénurie de financement externe entraînant une dégradation insupportable de leur situation économique.

S'agissant de la dette, s'il n'est pas possible de généraliser les mesures prises en faveur de la Pologne et qui devraient être prises en faveur de l'Egypte, la France a indiqué qu'elle ne saurait admettre que la situation des Etats africains appartenant à la tranche inférieure du groupe des pays à revenu intermédiaire ne soit pas examinée de la même façon lorsqu'ils accomplissent un effort d'assainissement rigoureux et se sont engagés dans un processus de démocratisation. La France a également proposé une amélioration des mesures d'allègement de la dette des pays les plus pauvres, dans la ligne des décisions du sommet de Toronto en 1988.

Le mi

Suite :
Qua
univer
ral (C
et dar
Lens)
En i
créati
agités
cieuse
tre, o
Les é
taires,
tagne.
Toulo
fort, r
tés, m
tration
pas le
pôles
Bretag
fort :
échapp
décisi
unive
désor
L'ir
démoc
altatc
sagées
versité
ou B
doute
tale.
que l
et bu
ment
baiss
M. Jc

La trage
nition
form
en pi
deux
taires
que fa
çon
anten
tout
choix
voit
quan
taire
augm
milli
trouv
lisati
augm

CA

I
Le de p
jour
rava
emp
surv

Ur cyc
d'év
subis
parle
donn
appa
pette
plup
sinis
reste
ment
pays
plan
toit
ont l
rien
conv
néral

Le vent
en t
plu
ces r
dans
facile
de y
moi
ont
don
a

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Décès d'une mère de famille
dans une cité de la banlieue parisienne

Harcèlement mortel

Les harcèlements et railleries de jeunes envers le fils handicapé d'un couple de boulangers-pâtisseries ont tourné au drame à Stains, une petite cité de la banlieue nord-est, en Seine-Saint-Denis. Une mère de famille, M^{me} Yvette Liger, âgée de cinquante-six ans, est décédée d'un arrêt cardiaque peu après être intervenue pour protéger son enfant, Nicolas, âgé de vingt-deux ans, paralysé du bras droit à la suite d'une hémiplegie.

Régulièrement victime des moqueries et tracasseries des enfants du quartier de la cité des jardins où ses parents tiennent une boulangerie, Nicolas avait été une nouvelle fois pris à partie, samedi 4 mai vers 21 heures, par une demi-douzaine de jeunes âgés de dix-sept à vingt-cinq ans, dans la cour de son bloc d'immeubles, alors qu'il rentrait à son domicile, accompagné de sa mère avec laquelle il était allé prendre l'apéritif chez des voisins.

M^{me} Liger est intervenue pour protéger son fils handicapé et éviter que la dispute ne dégénère. Peu après avoir calmé les

esprits, elle a regagné son appartement situé au-dessus de la boulangerie avant de s'écrouler, victime d'un malaise. Malgré l'arrivée des secours, elle n'a pu être ranimée.

Interpellés par les policiers grâce au témoignage du fils de la victime à proximité de l'arrière-boutique de la famille Liger, les six jeunes ont été immédiatement placés en garde à vue et présentés lundi 6 mai à M. Bernard Lugan, juge d'instruction au tribunal de Bobigny. Ce dernier leur a notifié les inculpations de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner en ce qui concerne le jeune Rachid (dix-sept ans), et non-assistance à personne en péril en ce qui concerne les cinq autres jeunes. L'autopsie ayant montré que le décès de la victime résultait d'un accident cardiaque et qu'aucune trace de coups n'avait été constatée, le juge Lugan a laissé les six intéressés en liberté avec cependant un placement sous contrôle judiciaire avec interdiction de demeurer dans la ville de Stains.

MARTINE BOULAY-MERIC

Les suites d'une rixe à Ermont

Un adolescent se défend lors de la perquisition de son appartement

Un garçon de dix-sept ans, soupçonné d'avoir fait partie du trio de jeunes gens qui avaient ouvert le feu avec un pistolet à grenaille, samedi 4 mai, dans un hypermarché d'Ermont, est décédé des suites de ses blessures, mardi 7 mai, après s'être jeté d'une fenêtre de l'appartement de ses parents.

Situé au cinquième étage d'un immeuble d'Ermont, cet appartement faisait l'objet d'une perquisition, lorsque le jeune homme a brusquement ouvert une fenêtre et s'est jeté dans le vide, avant que les policiers aient eu le temps d'intervenir.

L'adolescent, d'origine sénégalaise, avait été interpellé dans la matinée, avec deux autres jeunes gens d'origine maghrébine, sur la foi des témoignages des personnes légèrement blessées lors de la rixe du samedi 4 mai. Ce jour-là, six clients, en plus du vigile visé, avaient été atteints par des gerbes de plomb.

Les trois auteurs présumés devaient comparaître devant le parquet de Pontoise mercredi 8 mai. Le ministère de l'Intérieur a chargé le sous-préfet de permanence de présenter ses condoléances à la famille.

DÉFENSE

Début de la campagne d'essais nucléaires 1991 de la France

La France a procédé, mardi 7 mai vers 17 heures, au premier de ses essais nucléaires pour 1991 sur le site d'expérimentation du Pacifique, en Polynésie française. Cet essai de faible puissance, 10 kilotonnes environ, soit les deux tiers de la charge lancée sur Hiroshima à la fin de la seconde guerre mondiale, est destiné à calibrer le champ de tir en vue de prochains essais (1). Il est en effet le premier d'une série qui devrait s'étaler du mois de mai à la fin de l'été.

Depuis 1989, les Français ont décidé, pour des raisons d'économie, de ne faire annuellement qu'une « rafale » d'essais, contre deux au printemps et à l'automne comme cela fut le cas (huit tirs souterrains dans le sous-sol de Mururoa) jusqu'à deux ans. L'an dernier, six essais seulement ont été tirés, et il est vraisemblable qu'une demi-douzaine le seront aussi cette année.

L'ensemble de ces essais, préparés et programmés dès l'an dernier, vise à améliorer les armes nucléaires françaises dans le domaine du durcissement de la charge, de la sûreté de l'arme et de sa miniaturisation. Tous programmes qui concourent à l'élaboration des missiles des sous-marins lanceurs d'engins de nouvelle génération (SMLE-NG), dont le premier exemplaire, le *Triomphant*, entrera en service à la fin de 1994.

Même si la concordance des dates est fortuite — il faut plusieurs semaines pour préparer un tir — la définition des caractéristiques

Dans le Pacifique

Début de la campagne d'essais nucléaires 1991 de la France

remonte à l'année précédente, — il est à noter que ce premier tir en Polynésie a lieu peu après la visite du premier ministre français en Nouvelle-Zélande. Cet essai n'est toutefois une surprise pour personne. Lors de son passage en avril dans cette région du globe, M. Michel Rocard avait en effet rappelé que la France poursuivait ses essais nucléaires et qu'ils « ne

présentaient pas de danger particulier, ni pour la Nouvelle-Zélande, ni même pour les îles les plus proches » de l'atoll de Mururoa.

(1) Pour ses essais souterrains, la France se conforme aux directives des accords passés entre les États-Unis et l'Union soviétique, qui stipulent qu'on ne doit pas tester des engins d'une puissance supérieure à 150 kilotonnes, soit dix fois celle d'Hiroshima.

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mardi 7 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● Terre. — Est nommé contrôleur général des armées en mission extraordinaire, le général de corps d'armée Jacques Favreau.

Est promu général de division, le général de brigade Michel Cottereau.

Sont nommés : inspecteur du commissariat, le commissaire général de brigade Jacques Rey ; directeur central adjoint à la direction centrale du commissariat, le commissaire général de brigade Jean-Claude Lambert.

● Air. — Sont promus : général de brigade aérienne, les colonels Alain Blandat, François Gueniot et Jean-Georges Brevet ; commissaire général de brigade aérienne, le commissaire colonel Jean Krecke, nommé adjoint au directeur central du commissariat.

● Service de santé. — Sont nommés : directeur du service de santé de

la région militaire de défense Méditerranée et de la circonscription militaire de défense de Lyon, le médecin général François Lesbre ; directeur adjoint du service de santé de la région militaire de défense Méditerranée et de la circonscription militaire de défense de Lyon, le médecin général Michel Olier.

● Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Jean Corrid et Jacques Delgendre ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Maurice Desmoulière.

Sont nommés : sous-directeur « plans » de la direction des constructions navales, l'ingénieur général de première classe Yves Bertrand ; chargé de mission auprès du directeur des constructions navales, l'ingénieur général de deuxième classe Yann Pivet ; adjoint au délégué aux relations internationales, l'ingénieur général de deuxième classe Daniel Berthault.

CORRESPONDANCE

La mort de Thomas Claudio à Vaulx-en-Velin

A la suite d'un article intitulé « Ravures d'après-voies », paru dans le Monde daté 14-15 avril et dans lequel il était affirmé que la mort du jeune Thomas Claudio à Vaulx-en-Velin était consécutive à une intervention policière, M. Michel Dieffenbacher, préfet adjoint du Rhône pour la sécurité, nous écrit :

Dans un communiqué publié le 8 octobre 1990, le procureur de la

République indiquait que le conducteur de la moto n'était pas titulaire du permis de conduire et que, comme son passager, il ne portait pas de casque.

Quant au conducteur de la voiture de police, il a été l'objet d'un dépeçage d'allocolement par l'échelon immédiatement après l'accident. Le résultat s'est révélé négatif.

AUTOMOBILE

Honda et sa Legend

L'obsession des constructeurs nippons n'est évidemment pas de construire des voitures dignes de comparaison avec les meilleures productions mondiales, aujourd'hui européennes. L'objectif était de plusieurs années déjà et a été atteint. Tout le monde aura compris qu'il s'agit pour les Japonais désormais, et avant tout, d'occuper patiemment le marché tenu de longue date par les marques les plus célèbres, de Mercedes à BMW et autres grandes maisons d'outre-Rhin et d'outre-Manche.

Il est sûr que la bataille qui passe aussi, le cas échéant, par de simples rachats de parts, n'est pas terminée. En attendant qu'une nouvelle répartition des pourcentages rigle, dans une entreprise qui éprouverait des difficultés ou des déconforts, les affaires, les firmes frappées du Soleil levant se cherchent des images dites « de marque ». Les unes brillent dans les rallyes (Toyota), les autres dans les compétitions d'endurance (Mazda) l'autre dans la F1 (Honda, bien sûr).

C'est le moment qu'a choisi précisément la marque sigle H pour livrer sur les routes européennes une Legend nouvelle formule — appellation de circonstance — qui ne manquera pas d'intéresser les constructeurs allemands, tant les qualités de ce véhicule promettent aux futurs et riches candidats à leur conduite en seront satisfaits.

Moteur 6 cylindres en V, monté en ligne et agissant sur les roues avant, 24 soupapes à la clef, silence de fonctionnement et souplesse, font de cette voiture cosue et finie de façon presque primée une réplique, à des tarifs avantageux, de ces berlines dont bien des conducteurs franchouillards ont rêvé, en lorgnant du côté de Stuttgart, sans pouvoir vraiment se les offrir.

Rien de véritablement exaltant dans le façon dont il faut mener

la mécanique, volontairement assagie (205 ch à 5 500 tours), mais une puissance aux roues à faible cadence du moteur (29,7 mkg vers les 4000 tours) qui arrache la maison sans effort... du moins sur les rapports intermédiaires. Les freins sont bien sûr à disques sur les quatre roues et l'ABS (antiblocage) est de série. Détails : toutes les options traditionnelles sont comprises dans le tarif final, y compris l'air bag qui, camouflé dans le noyau du volant, se gonfle et se dégonfle en cas de choc pour protéger la poitrine d'une accidentelle rencontre avec la direction.

La silhouette est agréable sans être futuriste, le cuir exhale des parfums d'avant-guerre.

CLAUDE LAMOTTE

● Prix : 275 000 F, 17 cv fiscaux pour la boîte à 5 rapports mécanique et 18 CV pour l'automatique. Version coupé : 300 000 F.

● Les Coccinelles à Jablines. — Toute star à ses admirateurs et la Coccinelle ne déroge pas à cette règle. La plus célèbre des Volkswagen, détentrice du record mondial de production automobile — environ 21 millions d'unités à ce jour — réunit ses fans du 18 au 20 mai 1991 sur la base de loisirs de Jablines, en Seine-et-Marne. Cette quatrième édition du Super VW national devrait rassembler plus de 2 200 véhicules de tous types (Coccinelle, Kombi, Buggy, Baja...) ainsi que 5 000 personnes. Outre un rallye touristique et des démonstrations d'accélération et de tout-terrain, les amoureux de la Coccinelle pourront aussi jouer à « cache-culbus ». Une manifestation illuminée par un show laser et sonorisée par des concerts.

● Super VW national : inscriptions des participants au Club automobile Wild Ws et Buggys, 8 ter, rue Dagomnier, 91590 Cerny. Tél : 84-57-41-17.

CULTURE

Les héritiers

Un festival de jazz pour les pionniers
leurs disciples, leurs enfantsLA NOUVELLE-ORLÉANS
(Louisiane)

de notre envoyée spéciale

Du 26 avril au 5 mai, à la Nouvelle-Orléans, le Fair Grounds, habituellement champ de courses, a reçu le « 91 Jazz Fest, Jazz and Heritage Festival » où se sont croisés jazz, blues, rhythm'n blues, gospel, le zydeco des Cajuns, mais aussi le rap, et les musiques afro de l'Amérique et des Caraïbes.

Sur l'invitation du producteur George Wein, qui organise également le Festival de jazz de Nice, ils ont été trois mille à jouer sur l'une des onze scènes et dans la ville. Parmi eux, Miles Davis, B. B. King, John Lee Hooker, les Neville Brothers et Salis Kelia, le griot malien, « le nouveau son africain venant de Paris ».

Comme il pleuvait souvent, le sol était jonché de paille pour darder à son aise. L'odeur d'écurie dominait, au-dessus des relents de (pou-pou), beignet de crabe de gombo aux haricots rouges, de cochon de lait et de soupe d'alligator pimentée d'épices. La vingt-deuxième édition de ce Festival annuel respectait la tradition culinaire des Créoles. De fait, l'on affluait ici de toute l'Amérique et du monde entier pour « l'œil, l'oreille et le palais ».

« Recette
secrète »

Pour cinquante francs l'entrée journalière, ce n'était pas cher. Des centaines de milliers de spectateurs flânaient ou dansaient. Les retraités côtoyaient des jeunes bandes au teint hâlé de Floride et de Californie, en shorts et savates. Ils suivaient les joyeuses et bruyantes « parades », un classique du lieu, brandissant haut dans le ciel leurs oriflammes colorées. L'ambiance était comme partout en Amérique, aux années 60. Sous la tente réservée à leur atelier, les petits enfants blancs, bruns et noirs s'initiaient à la musique « congo », celle de la « diaspora africaine » revendiquée par les danseurs rituels de free spirit montés sur leurs épaules.

Mais d'autres, à Fair Grounds, affichaient leur look soigné — casquette à visière sur la nuque, chaîne d'or au cou, costume chic et lourdes chaussures noires. Eux, ces « Blacks » de la Nouvelle-Orléans, étaient les véritables hôtes du Festival. Ils occupaient la scène, en famille pour la plupart. « Cette pratique collective reste la recette secrète qui confère à un ensemble une rare qualité musicale », expliquait-on. Ils étaient l'âme de la ville. Personnages surgis de la

mémoire, nourris à la tradition des grands ancêtres, mais aussi les « battants » d'aujourd'hui en route sur les continents...

Ainsi, Gregory Davis et le Dirty Dozen Brass Band ont-ils fait un tabac. Leur musique ne respecte aucune chapelle, mélangeant les genres avec une énergie rauque. Le groupe revenait d'une tournée européenne via l'Hôtel Méridien de Paris. A suivi le crooner et guitariste Kenny Neal, lui aussi de retour au pays, à son club de Baton Rouge, avec ses frères et sœurs. Pour ce « 91 Jazz Fest », il avait fait venir de Chicago un saxophoniste de quarante ans, Rodney Brown, qui, trapu et souple comme un chat, portait en pendentif une grenouille à l'œil de diamant, rompu à l'exercice régulier de la jam session, tenait la scène de Fair Grounds.

Mais c'est dans l'intimité du club qu'il s'est livré. Descendant de scène, circulant de table en table « simplement pour jouer sans s'inquiéter de la technique », sur un air de Charlie Parker il improvisa un quart d'heure de solo sans faille, pour rebondir ensuite sur les rythmes de la batterie et des guitares.

A Fair Grounds, cette génération avait aussi les enfants, les kids sauvages de la ville, comme Davios D. Né à La Nouvelle-Orléans, coiffé à la nouvelle mode « sude » — cheveux en toupet, — rampant devant des milliers de fans sur le podium, sur ses jambes de gringalet, expliquant brièvement sa musique avant de lancer sa mélodie, *Street Life*, l'histoire d'un gamin de sa rue qui, au volant de la cocaïne, comme ça, *Sais-tu seulement pourquoi ? Il n'y a pas de travail. Mais la drogue tue ton père, viole ta mère. Arrête. Fais quelque chose pour la communauté*. Et le public mêlé levait le poing, acclamant ce prédateur. Au Jazz Fest, cela faisait aussi partie de l'héritage...

DANIELLE ROUARD

● Les personnels de l'Opéra de Paris répondent à la direction. — A la suite de la conférence de presse tenue par la direction de l'Opéra de Paris (le Monde du 8 mai), la Fédération nationale des syndicats du spectacle (CGT) tient à faire savoir que, malgré le calme avec lequel les personnels de l'Opéra ont accueilli les annonces de licenciements et de suppressions de postes, ils sont disposés « à prendre toutes les mesures pour s'opposer efficacement à ces licenciements, à cette gestion de l'Opéra qui, au bout du compte, n'affiche que mépris pour le public ».

COMMUNICATION

Pour récupérer une partie de ses prêts

Le Crédit lyonnais oblige M. Parretti à céder au moins 40 % de la MGM

AMSTERDAM

de notre correspondant

Après avoir quitté, il y a trois semaines, la présidence de la Métro Goldwyn Mayer, M. Giancarlo Parretti est aujourd'hui contraint par son banquier, le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), de céder une partie substantielle du capital de la major américaine, acquise en novembre dernier pour 1,36 milliard de dollars.

C'est ce qui ressort du rapport d'activité soumis par le groupe de M. Parretti à la Securities and Exchange Commission (SEC), l'équivalent américain de la Commission des opérations de Bourse. MGM/Pathé y annonce des pertes de 107 millions de dollars en 1990 pour un chiffre d'affaires de 526 millions de dollars et fait part d'un arrangement négocié avec son principal créancier, le Crédit lyonnais.

La banque nationalisée française impose à M. Parretti la vente de 40 % de son capital pour rembourser une partie de sa dette. Le Crédit lyonnais cherchera lui-même un repreneur. La transaction devra avoir lieu avant le 30 novembre prochain afin de permettre à M. Parretti de ramener son endettement de 600 millions de dollars actuellement à 125 millions d'ici au 31 décembre, tout en conservant la majorité de la MGM. Mais si aucun acheteur n'est trouvé, la banque mettra en vente 51 % de la « perle » de l'empire Parretti, le financier italien devenant alors un actionnaire minoritaire.

« Secret
professionnel »

« C'est une information d'agence de presse, ni plus ni moins », a simplement indiqué M. Brutschi, président de la filiale hollandaise du Crédit lyonnais, qui n'a pas voulu commenter les documents remis à la SEC. Ceux-ci faisaient également apparaître que la destination de M. Parretti en tant que président de la MGM à la mi-avril est une condition mise par le Crédit lyonnais à l'octroi d'un prêt supplémentaire de 145 millions de dollars à la major américaine, alors menacée de faillite.

Selon d'autres sources américaines, la SEC éprouve les plus grandes difficultés à faire la lumière sur le financement du rachat de la MGM par M. Parretti et l'état actuel du groupe. Chaque jour apporte son lot de nouvelles complications : ainsi, un respon-

sable d'une entreprise appartenant à M. Parretti aurait négocié un prêt de 50 millions de dollars auprès de la Banco Popolare de Novara au nom de la MGM, puis transféré l'argent à une autre entreprise de l'homme d'affaires italien. La banque italienne réclame un remboursement d'ici au 30 juin. Mais la MGM affirme qu'elle n'est pas responsable de cette « initiative non autorisée ».

Le Crédit lyonnais, qui a toujours gardé le « secret professionnel » le plus hermétique sur le montant de ses prêts à M. Parretti, et qui est, à Paris, dans la collimation du ministre des finances et, à Rotterdam, dans celui du Conseil des commissaires, semble aujourd'hui vouloir couper les ponts avec son débiteur tout en cherchant à récupérer ses fonds.

« Pas de commentaire », dit, sans surprise mais logiquement, M. Brutschi. Au siège parisien du Crédit lyonnais, on indique avoir obtenu « un mandat irrévocable » pour vendre 40 % ou 51 % du groupe de M. Parretti, tout en se refusant à de plus amples commentaires.

CHRISTIAN CHARTIER

Santé et publicité

Il n'y a plus
de « bon gras »

La bataille d'affiches autour du beurre et de la margarine (le Monde du 7 mai) s'achève faute de combattants. Le tribunal de Paris avait fait enlever les affiches du Centre interprofessionnel de documentation et d'information de l'industrie laitière (CIDIL) qui dénonçaient la campagne menée par Astra autour du « bon gras ». Aujourd'hui c'est au tour d'Astra de mettre fin à sa campagne pour la margarine Fruiter sur ordre du ministère de la santé.

Ce dernier a en effet suivi l'avis de la commission chargée du contrôle de la publicité et de la diffusion de recommandations sur le bon usage des médicaments. Le communiqué du ministère de la santé précise que la campagne d'Astra « privilégiait de manière abusive l'utilisation d'une seule matière grasse au détriment de la notion d'équilibre alimentaire et risquait d'induire une sureconsommation de matière grasse alors que les nutritionnistes estiment nécessaire de réduire globalement cette catégorie d'aliments ».

صلى الله عليه وسلم

ÉCONOMIE

Les premières orientations pour le budget de 1992

La réduction du nombre des fonctionnaires s'annonce difficile

Textile : retour en arrière

Va-t-on vers un dépôt de bilan du groupe textile VEV (Vitos Etablissements Vitou)? De plus en plus probable, cette hypothèse ferait que le sort de quelque 11 000 salariés se retrouverait entre les mains d'un administrateur provisoire. Une situation que l'on n'avait pas vu depuis de nombreuses années.

Les premiers signes de la crise sont apparus officiellement le 29 avril, lors de l'annonce de la suspension de cotation du cours. Car un scénario que l'on croyait à jamais disparu était en train de se dérouler : les pouvoirs publics et les banques discutent à présent pour éviter une catastrophe qui risquerait de se traduire par des centaines de licenciements dans le nord de la France. Face à la situation financière de VEV, les banques, en effet, menacent de ne plus honorer les échéances. Pour 1990, les pertes se chiffrent en centaines de millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 8,6 milliards. L'endettement est estimé à plus de 2 milliards.

Comment ce groupe, résultat du regroupement d'une partie des activités de Prouvost et de Boussac, en est-il arrivé là? La tentation est grande d'en attribuer la responsabilité à M. Christian Derveloy, qui dirige le groupe depuis 1980 et qui aurait accepté, lors de la réunion du 7 mai, de se retirer pour aider à trouver une solution. Ce polytechnicien de quarante-neuf ans s'était fait connaître lors de la bataille boursière lancée à l'été 1987 par les Chargeurs de M. Jérôme Seydoux sur le groupe Prouvost. On découvre alors que celui qu'on croyait être un manager avait, au fil des années, ramassé les actions de la famille Prouvost et était le vrai propriétaire du groupe textile. Après avoir empêché M. Seydoux de prendre Prouvost sans le vouloir totalement, il négocie avec lui et lui cède les deux secteurs les plus rentables : le négoce et le peignage de la laine. Le chiffre d'affaires du groupe diminue d'autant, et M. Derveloy rachète à M. Bernard Arnault certaines activités Boussac parmi les moins rentables.

Dès lors, M. Derveloy ne parviendra pas à redresser l'ensemble. Mélange de restructurations réussies, de suppressions d'emplois et de cessions de sociétés, sa stratégie échoue. En avril 1990, il annonçait un retour à une exploitation positive et un objectif de rentabilité de 5 % en 1992. Mais la mauvaise conjoncture aura eu raison de cet optimisme : la crise du fil à tricoter, le prix de la laine et la guerre du Golfe ont rendu la situation inextricable.

La question maintenant est de savoir si ce groupe est viable dans sa configuration actuelle ou s'il devra être vendu « par appartements ». Et au moment où le gouvernement prépare une nouvelle série de mesures pour le secteur textile, il devra aussi éviter une crise sociale.

FRANÇOISE CHIROT

o Bic abandonne les parfums. - Après trois années d'efforts, un investissement de près de 250 millions de francs, 90 millions de pertes dès la deuxième année et 50 millions pour 1990, le baron Bich a annoncé, mardi 7 mai, qu'il renonçait à poursuivre la fabrication des parfums Bic. En 1988, il avait lancé un parfum à très bas prix distribué en grandes surfaces, stations-service, bureaux de tabac, etc. Mais trois ans plus tard, le constat des spécialistes du secteur parfum est sans équivoque : ce n'est pas le prix que les clients, même désargentés, privilégient en achetant un parfum, mais le rêve.

Réduire le nombre des agents de l'Etat partout où c'est possible. L'enjeu est réaffirmé avec plus ou moins de force, depuis 1984, par tous les gouvernements successifs. M. Michel Rocard n'y a pas dérogé cette année, en annonçant, dans sa lettre de cadrage qui définit les premières orientations pour le budget de 1992, que les effectifs globaux des fonctionnaires devaient diminuer l'année prochaine (le Monde daté 26 avril). Les créations d'emplois dans les secteurs prioritaires de l'éducation nationale et de la justice devront, affirme-t-on au ministère de la fonction publique, être compensées par des diminutions dans les autres ministères civils.

La réalité ne se conforme jamais tout à fait aux prévisions des gouvernements : avec 2 191 293 fonctionnaires civils (1) recensés au 31 décembre 1989 par la direction générale de l'administration française (voir tableau), le nombre des agents de l'Etat a officiellement diminué de... 18 000 depuis 1984 (soit - 0,78 %). Plus récemment, l'objectif affiché en 1989 par le gouvernement de stabiliser le nombre de fonctionnaires en 1990 s'est finalement soldé par la création de quelque 8 000 emplois supplémentaires.

Aucun des ministères numériquement importants et concernés par la lettre de cadrage de M. Rocard (finances, équipement, intérieur) n'entend encore se prononcer sur l'état de ses effectifs à l'horizon 1992. Les projections au niveau glo-

gérées depuis cette année dans le cadre du plan de réorganisation des forces armées, le plan Armée 2000, qui prévoit de diminuer de 35 000 unités le nombre de militaires d'ici à 1994.

En contrepartie, le rythme des créations de postes devrait rester soutenu, notamment au sein de l'éducation nationale où plus de 35 000 emplois supplémentaires ont été inscrits au budget entre 1989 et 1991. Un effort destiné notamment à combler les besoins de nouveaux professeurs, estimés à quelque 50 000 personnes d'ici à l'an 2000, pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves dans l'enseignement primaire et secondaire. En dehors de l'éducation nationale et de la justice, un autre secteur devrait être également épargné : les services de la police nationale, où l'on envisagerait la création de 400 à 600 postes supplémentaires.

L'effort de compression des effectifs devrait essentiellement porter sur les 400 000 à 500 000 agents des autres ministères civils (dont 100 000 sont à l'équipement et près de 200 000 aux finances), où il y a toujours, selon l'expression du premier ministre, des « gisements » d'amélioration de la productivité. Le souci de faire rendre le meilleur « rapport qualité-prix » à la somme que l'Etat consacre chaque année aux frais de personnel administratif (521,7 milliards de francs inscrits au budget de 1990, en augmentation de 7 % par rapport à 1989), constitue une autre constante du discours gouvernemental sur la fonction publique.

Ainsi, le pouvoir en place a toujours fondé de grands espoirs de gains de productivité sur l'informa-

tion. Parallèlement, le souci du gouvernement d'améliorer la gestion des ressources humaines, grâce notamment à la mobilité professionnelle et géographique des fonctionnaires, semble aussi au point mort. Les négociations que le ministère de la fonction publique souhaitait ouvrir avec les organisations syndicales pour redynamiser les flux de mutations tant géographiques que professionnelles, sont restées lettre morte, faute d'interlocuteurs.

Dans le domaine de la gestion des ressources humaines, le plus grand motif de satisfaction du ministère de la fonction publique demeure la détermination, ministère par ministère, de l'accord-cadre du 29 juin 1989, sur la formation continue. Sur le fond, la mise en œuvre de cet accord (il en est de même de la réforme de la grille) est encore trop récente pour permettre de dresser un bilan qualitatif. La commission de suivi de l'accord-cadre, qui doit se réunir en juin, ne devra-t-elle pas, elle-même, se forger une idée à partir de statistiques remontant à... 1989?

D'une façon générale, l'incapacité de l'Etat à produire rapidement des états statistiques de ses effectifs le contraint à mener presque à l'aveuglette sa politique en la matière. Chargé de mettre sur pied une véritable politique de gestion prévisionnelle de l'emploi, le ministère de la fonction publique n'est pas encore parvenu au bout de ses peines.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE
(1) Non compris les 132 240 agents civils du ministère de la défense.

Effectifs réels des agents de l'Etat par ministère civil au 31 décembre 1989

	1984	1985	1986	1987	1988	1989
- Education nationale (1)	1 051 548	1 057 983	1 059 460	1 060 407	1 061 693	1 057 617
- Postes et télécommunications	512 807	514 035	508 422	505 312	501 611	505 657
- Economie, finances et budget	208 412	207 960	207 434	204 970	203 035	197 277
- Intérieur, DOM-TOM	149 986	150 454	151 423	152 753	153 915	152 582
- Equipement, logement, transports, mer (2)	112 672	113 532	112 436	124 692	124 186	116 390
- Justice	48 113	48 975	49 409	49 815	50 710	51 058
- Agriculture	34 320	34 908	34 528	34 683	34 708	29 631
- Santé, travail, emploi (1)(3)	29 340	26 251	26 140	26 364	26 307	21 957
- Culture	11 741	12 174	12 438	12 796	12 689	13 243
- Autres ministères civils	49 353	48 234	46 645	44 589	43 946	45 881
- Ensemble	2 209 294	2 214 506	2 208 335	2 216 381	2 212 820	2 191 293

(1) En 1985, transfert des 3 000 agents de la santé scolaire du ministère de la santé à celui de l'éducation.
(2) En 1987, transfert de 14 000 agents des départements au ministère de l'intérieur.
(3) En 1987, transfert de 500 agents de la délégation à la formation professionnelle des services du premier ministre au ministère du travail et de l'emploi.

Source : INSEE - Direction générale de l'administration française.

bel paraissent, de plus, hasardeuses, dans la mesure où il s'écoule près de trois ans entre le moment où l'Etat inscrit dans la loi de finances les emplois à supprimer ou à créer et celui où il peut mesurer précisément les conséquences de ses choix budgétaires. Les dernières statistiques centralisées disponibles quant au nombre réel d'agents en poste (publiées dans le rapport général annuel de la fonction publique) datent de 1989. Et l'on ne dispose encore, pour 1991, que des prévisions inscrites au budget, et qui se soldent par une augmentation de quelque 9 500 postes civils.

L'objectif de 1992 devait pourtant se révéler encore plus difficile à atteindre. D'une part, certains ministères, traditionnellement visés par les réductions d'effectifs, ne sont, cette fois-ci, pas concernés par la recommandation de M. Rocard. D'autre part, les outils censés permettre à l'Etat de gérer plus efficacement ses ressources humaines ne devraient produire leurs effets au mieux qu'à moyen terme.

La disparition d'un réservoir important

Avec l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier, de la réforme du statut de la Poste et de France Télécom, les personnels de ces deux établissements (500 000 personnes en tenant compte des filiales) ne sont plus comptabilisés dans les effectifs du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace, qui devrait être ramené, en 1991, à moins d'un million d'agents. C'est donc un réservoir important qui disparaît des statistiques, puisque, depuis 1985, les réductions au sein de cette administration ont représenté plus du tiers (36 %) de la totalité des compressions d'effectifs.

Devenu, depuis la cure d'amalgamisation subie par le ministère des postes, le second ministère en nombre d'agents derrière l'éducation nationale, l'administration de la défense n'est pas concernée non plus par l'objectif de stabilité fixé dans la lettre de cadrage. Les réductions d'effectifs militaires sont en effet

lisation de l'administration, les crédits consacrés à cet équipement ayant progressé de 3 à 6 milliards de francs entre 1986 et 1991. Reste que la réalité ne s'est, là non plus, pas révélée à la hauteur de ces espérances. Alors que les investissements réalisés depuis 1987 « auraient dû dégager un surcroît de productivité équivalent à 6 600 emplois annuels (...), les effectifs de l'administration ont augmenté de 4,8 % entre 1980 et 1989 », relevait M. François de Closets, dans son rapport de 1989 commandé par la commission du Plan et consacré à l'efficacité de l'Etat.

Plan de rationalisation

Le ministère de la fonction publique, cette fois-ci, sur l'efficacité de son plan de simplification des procédures administratives. Présenté lors du dernier séminaire gouvernemental sur le renouveau du secteur public, ce plan doit s'attaquer au phénomène d'« empiètement des structures administratives ». Tant il est vrai que l'émergence de nouvelles missions (politique de la ville) ou la création d'organismes inédits (commission d'évaluation) ne sont que trop rarement compensés par la suppression de structures obsolètes.

Sur la base d'expériences menées en particulier aux ministères de l'agriculture et de la jeunesse et des sports, l'Hôtel Matignon a demandé à tous les membres du gouvernement de proposer, d'ici la fin de l'année, un plan de rationalisation de leur administration devant déterminer les fusions et les suppressions potentielles au sein des administrations centrales et locales. Un programme ambitieux, mais qui ne devrait produire ses premiers effets qu'à moyen terme. Car, entre-temps, ce plan risque fort de rencontrer de multiples résistances de la part de fonctionnaires. Ainsi les tentatives de rapprochement entre les directions départementales de l'agriculture et de l'équipement, marquées aujourd'hui le pas, les administrations centrales des ministères concernés ne passant pas pour y être favorables.

Nouvelles mesures pour détecter les versements indus des allocations de chômage

Un décret « portant modification de certaines dispositions du code du travail relatives au contrat à durée déterminée, au travail temporaire et au marchandage » est publié dans le Journal officiel du 7 mai. Il dispose notamment qu'à compter du 1^{er} novembre prochain les entreprises de travail temporaire devront adresser, dans les huit premiers jours de chaque mois, au directeur départemental du travail ainsi qu'à l'agence locale pour l'emploi divers renseignements concernant leurs salariés intérimaires, dont la durée exacte de leur mission. Ces éléments doivent permettre de vérifier plus facilement que ces travailleurs n'exercent pas une activité professionnelle tout en continuant de percevoir une allocation de chômage.

o Les crédetiers occidentaux apportent une aide financière à l'Inde. - Selon les déclarations du vice-président de la Banque mondiale pour la région asiatique, M. Attila Karasmanoglu, les crédetiers occidentaux commencent à apporter un soutien financier à l'Inde, confrontée à une grave crise de paiements (le Monde du 30 mars). La Banque asiatique de développement doit apporter un financement à court terme de 150 millions de dollars (900 millions de francs), tandis que plusieurs pays ont promis des crédits bilatéraux. Il n'est pas encore certain que l'Inde pourra faire face à ses obligations financières au cours des prochains mois.

Devenant le cinquième producteur en Grande-Bretagne

Elf rachète pour 8 milliards de francs le domaine minier d'Occidental en mer du Nord

Elf Aquitaine a annoncé, mercredi 8 mai, qu'il allait racheter pour une somme de 1,35 milliard de dollars (8 milliards de francs environ) les actifs de la compagnie américaine Occidental Petroleum dans la mer du Nord britannique. Déjà raffineur et distributeur de carburant outre-Manche, grâce au rachat récent d'AMOCO, le groupe français va ainsi devenir le cinquième producteur de pétrole et de gaz en Grande-Bretagne, pratiquement à égalité avec le quatrième, British Gas. C'est la plus importante prise de participation du groupe dans le secteur pétrolier depuis l'acquisition, en 1981, de la société américaine Texas Gulf.

Un coup de maître pour le groupe français : grâce à cette opération, il accroît ses réserves de 7 % - soit 30 millions de tonnes d'équivalent pétrole - pour un prix moyen de 4,5 dollars par baril et devient l'un des principaux opérateurs en mer du Nord, et cela presque... sans bourse délier! Comment? En utilisant, pour payer le plus gros du prix à Occidental, une participation dormant qu'il détenait depuis deux ans dans une autre compagnie pétrolière britannique : Enterprise Oil.

L'opération mérite quelque explication. En décembre 1988, Elf avait acquis 25,2 % du capital d'Enterprise Oil, espérant pouvoir, à terme, prendre le contrôle complet de l'affaire. Mais cette première tentative échoua, et le groupe gardait sur les bras une participation importante, mais minoritaire et donc inutile. Après plusieurs mois de négociations, Elf a finalement conclu un accord à l'amiable avec la direction d'Enterprise, qui lui permet de rataliser son achat.

Les deux groupes vont créer une société commune nommée Elf Enterprise Petroleum (EEP). Cette société sera contrôlée et gérée par Elf, qui détendra les deux tiers du capital. Enterprise apportera dans la corbeille de naissance une participation de 19 % dans le champ de Nelson, l'une des plus grosses découvertes faites en mer du Nord depuis quinze ans. De son côté, Elf apportera à EEP 15 % des actions d'Enterprise qu'il détient, conservant le reste (soit 10 %).

Un apport vital, puisque ce sont ces actions qui permettront à la nouvelle société EEP de payer plus de la

moitié du rachat des actifs d'Occidental. Pour financer ce rachat, d'un montant très important même pour le secteur pétrolier, Elf et Enterprise vont émettre pour 438 millions de livres - soit environ 4,38 milliards de francs - des obligations qui seront, à terme, échangeables contre les actions d'Enterprise mises au pot commun. Restera 3,6 milliards de francs, qui seront apportés en cash par Elf (à hauteur des deux tiers) et Enterprise pour le tiers restant. Ouf!

Une opération complexe

Une opération complexe, mais qui « en vaut la chandelle ». Elf, au bout du compte, ne verse que 2,37 milliards de francs sur un total de 8 milliards, et utilise un paquet d'actions inutilisées pour prendre le contrôle d'un des plus beaux domaines miniers de la mer du Nord. Car Occidental Petroleum était, jusqu'ici, l'un des principaux opérateurs pétroliers en Grande-Bretagne, alors que le groupe français, en dépit de participations non négligeables (Alwyn, Bruce, etc.) n'avait jamais réussi à opérer directement sur un champ britannique.

Les actifs d'Occidental, rachetés par Elf via sa filiale EEP, comprennent des participations de 36 % dans le champ de Piper, tristement rendu célèbre en juillet 1988 par la catastrophe de Piper-Alpha, ainsi que dans les champs satellites de Scapa, de Saltire et de Chanter, plus une part de 23,4 % dans le champ de Claymore, et 36,5 % de l'obédience du terminal de Flotta, dans les îles Orcades, au Nord de l'Ecosse. Au total, 217 millions de barils en terre, auxquels il faudra ajouter la part de 19 % du champs de Nelson, découvert par Enterprise au large d'Abberdeen et qui entrera en production en 1994.

Avec cet ensemble, Elf deviendra le cinquième producteur et opérateur pétrolier en Grande-Bretagne, derrière les trois « grands » - BP, Shell et Exxon -, mais presque à égalité avec le quatrième British Gas. La production de Piper, interrompue depuis l'accident, devant reprendre l'an prochain et celle du gisement de Nelson devant démarrer en 1994, Elf deviendra, à terme, le quatrième producteur d'hydrocarbures britannique. Mais dès à présent, les réserves européennes du groupe français dépassent celles qu'il détient en Afrique pour représenter environ la moitié du total.

VÉRONIQUE MAURUS

A Londres, en juillet prochain

M. Gorbatchev pourrait participer au sommet des pays industrialisés

Le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, pourrait être invité au sommet des sept principaux pays industrialisés, qui aura lieu le 15 juillet à Londres, a-t-on appris, mardi 7 mai, de source gouvernementale britannique. Le premier ministre de Grande-Bretagne, M. John Major, qui présidera la réunion, doit consulter ses partenaires à ce sujet.

Ce serait la première fois qu'un chef d'Etat soviétique assisterait à un tel sommet, qui réunit chaque année les dirigeants des Etats-Unis, du Japon, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Grande-Bretagne et du Canada.

Moscou a exprimé le souhait, ces dernières années, de bénéficier du statut d'observateur aux sommets des Sept, ainsi qu'aux réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, organisées

tions dont l'URSS n'est toujours pas membre. (Reuter.)

Le chômage diminue à l'Ouest de l'Allemagne mais augmente à l'Est

Le taux de chômage est en baisse dans la partie occidentale de l'Allemagne au mois d'avril, touchant 5,3 % de la population active, contre 5,8 % en mars. L'office fédéral des statistiques, qui a publié ces résultats mardi 7 mai, estime que, en un an, le nombre des demandeurs d'emploi a diminué de 13,2 %, pour s'établir à 1,65 million. En revanche, le nombre de sans emplois a continué d'augmenter dans l'ex-RDA : sur une population active de 8,8 millions de personnes, 837 000 ont été recensées comme chômeurs en avril (soit 9,5 %, contre 9,2 % en mars), tandis que le nombre de ceux ne travaillant pas à plein temps a franchi la barre des 2 millions.

o Achèvement du deuxième tunnel sous la Manche le 14 mai. - Après le tunnel de service sous la Manche, où la jonction a été effectuée le 1^{er} décembre 1990, ce sera dans le tunnel ferroviaire nord que les équipes françaises et britanniques se rencontreront, le 14 mai. Le troisième et dernier tunnel ferroviaire qui composera le lien transManche sera achevé à la fin du mois de juin. Dans ce tunnel, il restait, le 7 mai, 3 326 mètres à creuser. La mise en service de l'ouvrage est prévue pour le 15 juin 1993.

Le Monde-RIL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Mercredi 8 mai
en raison de la célébration de la fin de la seconde guerre mondiale,

et jeudi 9 mai
en raison des fêtes de l'Ascension
il n'y a pas d'émission.

ÉCONOMIE

FINANCE

Après la reconstitution du pacte d'actionnaires

Apaisement du différend entre les autorités boursières et la SAE

Le différend entre le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) et certains actionnaires de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE) qui a conduit ces derniers à assigner l'organisme chargé de la réglementation boursière devant la cour d'appel de Paris est en voie d'apaisement. Un règlement à l'amiable semble avoir été préféré aux poursuites judiciaires. Le litige portait sur la qualification d'*"action de concert"* par le CBV du pacte qu'avait constitué les amis du président de la SAE pour faire face à un actionnaire important, le groupe immobilier Pelège (le Monde du 9 février).

Cette qualification limitait la marge de manœuvre des signataires pour ramasser des titres sur le marché, les obligeant presque à lancer une OPA si l'un d'entre eux ramassait trop d'actions et conduisait le groupe possesseur de 27,1 % du capital et 28 % des droits de vote à dépasser le seuil fatidique des 33,3 %.

Le groupe Pelège se désengageant partiellement

Le numéro un du BTP allemand va prendre le contrôle de Nord-France

Le groupe Philipp Holzmann, numéro un du BTP en Allemagne, va prendre le contrôle d'un important groupe français du secteur Nord-France, dont l'actionnaire principal était jusqu'à présent le groupe Pelège. Nord-France (2,736 milliards de francs de chiffre d'affaires et une perte de 15,4 millions de francs en 1990) a en effet annoncé, le 7 mai, que le groupe Pelège avait décidé de ne pas souscrire à l'augmentation de capital de 150 millions de francs en numéraire que la société a décidé de réaliser « dans les plus brefs délais ».

Le groupe Pelège (13 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990), devenu, en quelques années, un des principaux acteurs

français de l'immobilier et du BTP, a pris cette décision « compte tenu de la stratégie qu'il développe par ailleurs et afin de ne pas susciter d'inévitables conflits d'intérêt ». Son PDG, M. Michel Pelège, n'était pas présent mardi à Paris pour commenter ce désengagement partiel.

Jusqu'à présent, le groupe Pelège détenait 46 % de Nord-France et Philipp Holzmann 40 %. Le communiqué a précisé que Philipp Holzmann allait devenir le principal actionnaire de Nord-France, mais n'a pas précisé le pourcentage de sa participation future. Le groupe Pelège est le principal actionnaire, avec 33,08 % du capital, groupe français de bâtiment, la SAE (Société auxiliaire d'entreprises).

Un nouvel actionnaire principal à la Compagnie des signaux

Qui s'intéresse à la Compagnie des signaux et équipements électroniques (CSEE), société spécialisée dans la communication informatique, l'électronique de défense et les transports (signalisation ferroviaire)? Le mystère restait entier, mardi 7 mai, tant au siège de l'entreprise que dans les milieux boursiers, après l'importante activité autour de la valeur durant la journée. En quelques heures, 208 000 titres, représentant 23 % du capital de cette entreprise, ont changé de mains, dont un bloc de 150 000 titres équivalant à près de 17 % du capital. Par cette transaction, l'acheteur, pour l'instant inconnu, devient le principal actionnaire de cette société, loin devant les autres, puisque aucun porteur de parts ne détient plus de 5 % de cette firme.

Le seul actionnaire important était, jusqu'à présent, CSI (Capital Système Investissement), une filiale de la Banque Demadry, avec 11,5 % des parts. Mais cette participation, ou du moins l'essentiel, aurait été cédée, mardi, sur le marché. CSI avait franchi le seuil des 10 % dans la CSEE en novembre dernier et avait alors affirmé aux dirigeants de l'entreprise qu'elle entendait réaliser un placement à court terme et ne souhaitait pas participer à la vie de la société. En sens-a de même pour le nouvel actionnaire de référence? Ce dernier a cinq jours de Bourse pour se faire connaître.

Dans les milieux boursiers, la préférence se portait sur un industriel plutôt que sur un financier, au vu des performances décevantes de la CSEE depuis plusieurs années. Et de citer des noms de firmes comme Matra ou GEC-Alsthom, qui ont catégoriquement démenti être les acquéreurs. A la CSEE, on s'interrogeait. Contrairement aux prévisions, le groupe n'est pas revenu à l'équilibre l'an dernier, l'exercice se terminant par une perte de 3 millions de francs, avec un chiffre d'affaires de 1,216 milliard de francs. Le déficit est dû à des pertes plus importantes que prévu de la filiale américaine Telcom Technologies, achetée en 1989. Les deux branches, transport et défense, sont bénéficiaires.

D. G.

CARNET DU Monde

Mariages

— Roger CANS et Chantal BONNIN-LUQUOT se sont mariés dans l'intimité le mardi 7 mai 1991, à Paris.

Roger Cans : 486, rue Dulac, 75015 Paris.
Chantal Bonnin-Luquot, 101, boulevard de Verdun, 92400 Courbevoie.

Décès

— M^{me} Denise Farchy et ses enfants, M. et M^{me} Alain Battagay et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Battagay et leur fils, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne BATTAGAY, née KATZ, survenu le 6 mai 1991 à l'âge de cent deux ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 10 mai, à 15 h 45, au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Salt-Lake-City, New-York, Paris, Lincoln, Boston, Saint-Andrews.

M^{me} Marilyn Roskelley, Cecilia, Evelyn, Victoria, Julia et leurs enfants, Amy et Mark Roskelley, ses enfants par le cœur, Theodore Livingston Young, son petit-fils, Ses parents Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

John MacGregor BLEWER, président-directeur général de Pacific American Investors, Inc., survenu à Salt-Lake-City (Utah), le 7 avril 1991.

— M^{me} Maurice Hédou, ses huit enfants, ses vingt-six petits-enfants, Toute la famille et ses amis, ont la peine de faire part du décès de

Maurice HÉDOU, survenu à son domicile, le 6 mai 1991, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 8 mai à l'église de Conflandey. Conflandey, 70170 Port-sur-Saône.

— Diane Arar, Gaby et Raymond Aglion, Nicole et Robert Williams, Jeanne-Marie et Pierre Salama, Michel Hanoka, Pascale et Régis Boulard, Béatrice et Philippe Aglion, Margie et Michèle Arar, Danielle et Arnon Galfarb, Leurs enfants, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de leur frère, beau-frère, oncle et ami,

Samy HANOKA,

survenu le 6 mai 1991.

On se réunira le vendredi 10 mai, à 9 h 15, au cimetière du Montparnasse (porte principale), 3, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris.

— Paris, Annecy.

M. et M^{me} Joseph Métrol-Boffod, ses parents, Leurs enfants et petits-enfants, René Lobars, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès, le 2 mai 1991, de

Jean-Michel MÉTROL-BOFFOD.

La bénédiction puis l'incinération auront lieu au crématorium du Père-Lachaise, le 13 mai, à 14 heures.

— Le docteur Olivier Monod, M. et M^{me} Laurent Monod et leurs enfants, M. et M^{me} Jérôme Monod et leurs enfants, M. et M^{me} François Lavondès et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Becquelin et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Olivier MONOD, née Yvonne BRUCE,

survenu à Paris, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Un service religieux sera célébré en l'église évangélique luthérienne des Billeteries, 24, rue des Archives, à Paris-4^e, le vendredi 10 mai 1991, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu à Lourmarin (Vaucluse), dans l'intimité familiale.

6, rue Aubriot, 75004 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— SAS le prince souverain de Monaco, M. Jean-Gaël Brulé, ont le regret de faire part du décès, survenu le 30 avril 1991 à Paris, muni des sacrements de l'Eglise, de

SAS la princesse Ghislaine de Monaco, princesse douairière.

Selon sa volonté, la princesse défunte a été inhumée au cimetière de Passy dans la plus stricte intimité familiale.

[Née le 13 octobre 1900 à Reims, la princesse Ghislaine, née Dommangeat, s'était mariée, le 24 juillet 1946, avec le prince Louis II, grand-père du prince Rainier III, décédé en 1955.]

— La LICRA

a le regret de faire part du décès de

M. Georges WELLERS, ancien député d'Alsace, membre du comité directeur de la LICRA.

(Lire page 7.)

Anniversaires

— Leslie L. KAYE

nous a quittés il y a cinq ans.

Du monde entier, ses amis se souviennent.

Avis de messe

— La famille de

Béatrice SITBON TER-DAVIAN,

décédée le 30 avril 1991,

rappelle qu'une messe sera dite en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon, Paris-8^e, le samedi 11 mai, à 17 heures.

(Voir le Monde du 7 mai.)

Services religieux

— Liara

aurait maintenant vingt-trois ans si, le 8 mai 1980, deux automobilistes pressés avaient respecté le feu rouge.

La famille Et les amis de Liara CIGUREL se réunissent, le 13 mai, à 17 heures, au cimetière de Pantin (entrée principale).

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-25-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communauté diverses : 55 F

Thèses étudiants : 30 F

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 7 mai :

DES DÉCRETS

— N° 91-413 du 26 avril 1991 relatif à la fixation du plafond limite de classement de certains vins à appellation d'origine contrôlée pour la récolte 1990 ;

— N° 91-415 du 26 avril 1991 portant modification de certaines dispositions du code du travail relatives au contrat à durée déterminée, au travail temporaire et au marchandage ;

— N° 91-416 du 26 avril 1991 fixant pour l'année 1991 le montant et les modalités de versement des contributions dues par les régimes de prestations familiales au Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles.

PARIS EN VISITES

JEUDI 9 MAI

14 h 30, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« Promenade de la place des Vosges à la maison de Jacques Coeur », 14 h 30, métro Saint-Paul - le Marais (Lutèce-Viajes).

« La prestigieuse histoire du Palais-Royal, le palais, le jardin, les galeries », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Connaissance des Paris).

« A la découverte du Palais-Royal et de son quartier insoumis », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et culture).

« Le vieux village de Ménilmontant et ses jardins », 14 h 30, sortie métro Ménilmontant (Résurrection du passé).

« La basilique de Saint-Denis et les tombeaux des rois », 16 heures, à l'entrée (P.-Y. Jaslet).

« Académie française et Institut », 15 h 23, quai de Corni (M. Polyer).

« Notre-Dame de Paris, fleur de pierre, Jacques Coeur alchimiste. Le secret de la Table ronde. La mission secrète des Templiers », 15 heures, sortie métro Cité (H. Hauser).

« Promenade dans l'île Saint-Louis », 15 h 45, quai Bourbon (Paris et son histoire).

« Montmartre, quartier d'artistes et de jardins : du Bateau-Lavoir au Lapin agile », 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (C. Marie).

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 10 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre.

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 40, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives Paris surfois).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures, 14 h 30 et 15 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« L'abbaye cistercienne de Moulins », 13 h 45, gare du Nord, guichets bagages, inscription préalable au 42-26-60-62 (D. Bouchard).

« Redécouvrir l'île de la Cité », 14 h 30, angle quel de la Tournefort de l'Archevêché.

« Les restes de l'abbaye bénédictine de Saint-Germain-des-Près », 15 heures, 2, rue de la Harpe (Monuments historiques).

« Cité d'artistes et jardins de Montparnasse », 14 h 30, métro Edgar-Quinet (Paris pittoresque et insolite).

« Dieux et démons chez les Nazcas », 14 h 30, hall du musée de l'Homme (Le Cavalier bleu).

« Les hôtels de l'île Saint-Louis »,

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5515

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

I. Qui ne sont donc plus en « état ». — II. Un homme qui sait bien diriger. — III. Utile quand on dépose un amendement. Marque de distinction. — IV. Peut commencer par une bonne grippe. — V. Fit l'innocent. Note. Durée limitée. — VI. A qui on peut accorder du crédit. — VII. — Coute en Angleterre. — VIII. Des spécialistes qui s'intéressent aux bruits. — IX. Circulait en Espagne. Un animal qui a des ailes. — X. Pronom. Travailler sur les cimes. — XI. N'est pas le droit chemin. Direction.

VERTICALEMENT

1. Des femmes qui savent bien broder. — 2. Un beau parler. Figure mythologique. Dîner d'adieu. — 3. Ciruela dans des émirats. Interjection. — 4. Ville d'Allemagne. Utile pour celui qui est sur les dents. — 5. Une épopée nationale. Utile pour faire des projets. — 6. Conjonction. Un homme de qui on attend des actes. — 7. Port de France. Zénon, par exemple. — 8. Vieille ville. Pourrait être tirée d'une cruche. — 9. Un personnage sur les genoux. N'est pas inutile.

Solution du problème n° 5514

Horizontalement

I. Potière. — II. Anar. Inca. — III. Nid. Car. — IV. Facteur. — V. Hit. Iso. VI. Maestro. — VII. Ers. Enas. — VIII. Ut. Isis. — IX. Rêve. Tê. — X. Respirer. — XI. Néri. Nets.

Verticalement

1. Parfumeur. — 2. On. Artère. — 3. Tanches. Ver. — 4. Irid. Issi. — 5. Dettes. — 6. Ri. Ralain. — 7. Encrions. Ré. — 8. Ça. Têt. — 9. Carrossiers.

GUY BROUTY

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Télax : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Télax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé au « Monde »

12, rue de Valenciennes

94511 PARI CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publication, n° 57 347

ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-85-25-33

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télax : MONDIPUB 206 136 F

Télax : 45-55-91-70 - Société filiale

du journal Le Monde et Rège Presse SA

Le Monde

TELEMATIQUE

Compagnie 36-15 - Tappe LEMONDE

ou 36-15 - Tappe LM

Reproduction interdite de tout article,

sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-85-25-99

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

3 mois 460 F 572 F 790 F

6 mois 890 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 620 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

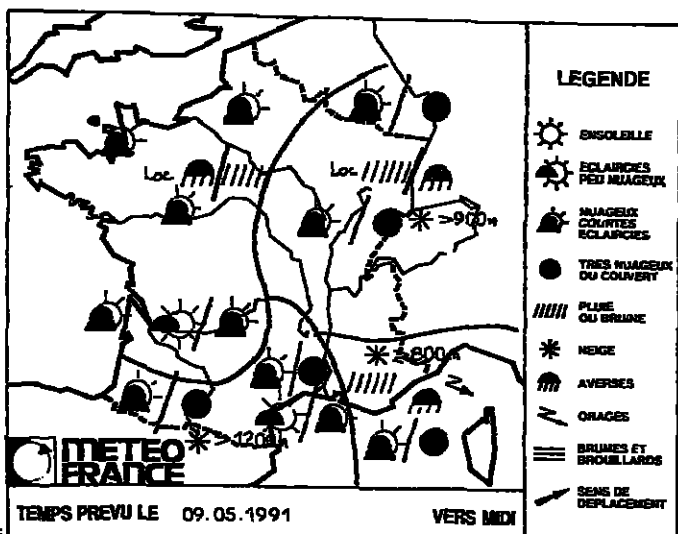
Localité : _____ Pays : _____

Je tiens à vous remercier d'avoir accepté de publier mon avis dans vos colonnes.

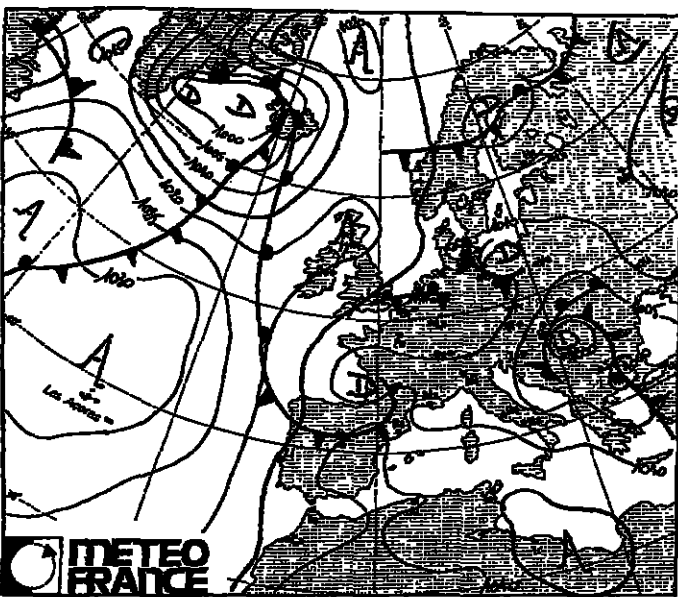
صلى الله عليه وسلم

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 9 mai 1991
Médiocre en Méditerranée. Plus variable à l'Ouest
avec toujours des précipitations éparées



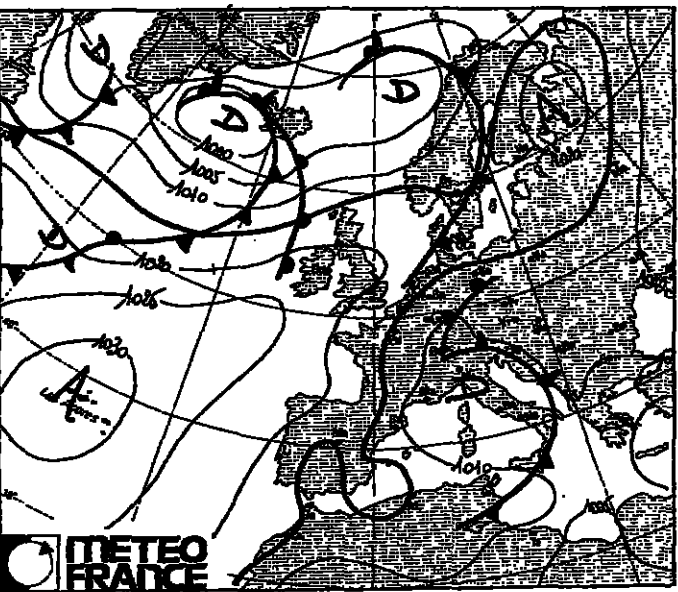
SITUATION LE 8 MAI 1991 A 0 HEURE TU



Vendredi 10 mai : peu de soleil. Sur l'extrême sud-est et la Corse, le temps sera variable. Des éclaircies alternent avec des passages plus nuageux qui donneront quelques averses. Près du golfe du Lion, le ciel sera bien dégagé avec une tramontane assez forte à forte. Le Mistral sera également assez fort en cours de journée. Sur les autres régions, la journée débutera sous un ciel généralement assez nuageux. En effet, les bancs de

brume et les nuages bas affecteront de nombreuses régions. Quelques éclaircies apparaîtront ici et là en cours de journée. Elles pourraient être un peu plus belles sur le quart nord-ouest. Les températures minimales seront comprises entre 3 et 7 degrés. Elles seront voisines de 7 à 8 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales évolueront entre 10 et 15 degrés, atteignant 17 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 10 MAI 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 7-05-1991 à 18 heures TU et le 8-05-1991 à 6 heures TU											
FRANCE											
AJACCIO	15	8	D	TOULOUSE	15	6	P	LUXEMBOURG	8	4	D
BIARRITZ	12	5	B	TOURS	10	5	C	MADRID	17	11	N
BORDAUX	14	7	A	POitiers	11	4	A	MARRAKECH	19	15	C
BRESCIA	9	5	C	STRASBOURG	11	4	A	MEXICO	15	9	C
BRUXELLES	11	6	C	ALGER	20	11	N	MONTREAL	11	7	C
CASABLANCA	12	7	C	AMSTERDAM	11	8	C	MOSCOW	14	9	A
CHATELAIN	12	7	C	ATHENS	24	16	D	NAIROBI	22	16	C
CHATELAIN	12	7	C	BANGKOK	35	26	C	NEW DELHI	40	27	D
CHATELAIN	12	7	C	BARCELONE	15	10	N	NEW YORK	19	14	D
CHATELAIN	12	7	C	BEIRUT	12	8	C	OSLO	13	9	N
CHATELAIN	12	7	C	BELGRADE	12	8	C	PARIS	17	7	D
CHATELAIN	12	7	C	BOMBAY	30	22	D	PRAGUE	17	10	D
CHATELAIN	12	7	C	BRUXELLES	10	6	N	RIO DE JANEIRO	21	20	F
CHATELAIN	12	7	C	COPENHAGUE	8	5	P	ROME	12	8	D
CHATELAIN	12	7	C	DAKAR	23	19	D	SINGAPOUR	30	23	A
CHATELAIN	12	7	C	DJIBOUTI	18	14	D	STOCKHOLM	11	7	D
CHATELAIN	12	7	C	GENEVE	5	5	D	STUTTGART	15	10	D
CHATELAIN	12	7	C	HONGKONG	29	25	A	TOKYO	22	16	C
CHATELAIN	12	7	C	ISRAEL	19	16	D	TUNIS	18	12	D
CHATELAIN	12	7	C	JERUSALEM	20	22	D	VARSOVIE	16	6	N
CHATELAIN	12	7	C	LE CAIRE	38	22	D	VENISE	13	12	D
CHATELAIN	12	7	C	LES BAINS	17	12	D	VIENTIANE	14	8	D
CHATELAIN	12	7	C	LONDRES	11	7	C				
CHATELAIN	15	6	G	LOS ANGELES	24	14	D				
A	B	C	D	N	O	P				*	
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orange	pluie	tempête			neige	

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document publié avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

L'impossible dialogue

Il y avait eu en préalable ce film remarquable de Claude Chabrol, *Une affaire de femmes*, l'histoire de Marie, faiseuse d'anges et guillotineuse pour l'exemple, pour l'Etat français. C'était hier, 1943, et l'on a cru que c'était autrefois, une histoire des temps de peine de mort et d'avortement clandestin. On a cru que ce demi-siècle passé, la prodigieuse évolution des mœurs et des lois, devait permettre à des femmes, à des hommes, de parler aujourd'hui de l'avortement, ou plutôt de l'IVG, autrement qu'en s'accusant mutuellement de terrorisme, d'attentat à la vie ou à la liberté individuelle, d'extermination légale ou de totalitarisme dictatorial.

C'était une erreur. Le débat aux « Dossiers de l'écran » sur A2 fut nul et passionnant, une succession de monologues sourds et agressifs, comme le soie d'un compte mal réglé et qui ne sera jamais. Au nom de la Trêve de Dieu, son association, au nom de ses convictions, on a vu M^{me} Claire Fontana, mère de six enfants, en attente d'un septième, pratiquer le terrorisme verbal, l'amalgame, parler de crime, d'assassinat, de génocide socialiste, se faire le porte-parole d'une supposée majorité morale, conseiller à celles qui, enceintes, ne voudraient pas d'enfant de le faire tout de même et de l'abandonner à la DASS.

Au nom de la loi, on a entendu un conseiller d'Etat honoraire, M. Raoul Béteille, désolé de la tournure du débat, tenter de dire les textes et, d'une certaine manière, dénoncer, dans une formule assurant l'avortement à la peine de mort et à l'euthanasie puisqu'il s'agit, selon lui, dans les trois cas « de tuer quelqu'un ». Même s'il a convenu que la loi n'impose aucunement l'avortement. Au nom de la science, et malgré les interruptions véhémentes, le professeur Beaulieu, père de la pilule abortive, s'est efforcé de dire, exégèse vaticane à l'appui, que l'embryon n'était pas une personne. Au nom de la bataille gagnée,

Gisèle Halimi a défendu cette liberté des femmes, puis, exaspérée par tant de vacarme, a interrompu l'impossible dialogue. Au nom du bon sens, une femme « de l'époque du film » a raconté ce qu'étaient ses vingt ans, l'impossible amour total, la catastrophe pour une jeune fille de l'enfant hors mariage. Et à tous ces gens qui ne s'écoulaient, ni ne s'entendaient, elle a dit : « Parlez de femme, parlez de couple, parlez d'amour. Un enfant c'est un cadeau d'amour. Moi, je suis de la terre. Alors vous comprenez, pour une femme, je n'ose pas prononcer le mot avortement. Je préfère celui d'interruption de grossesse. »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 8 mai

TF 1
20.50 Variétés : Sacrée soirée.
22.45 Sport : Football. Coupe de l'UEFA (finale aller) : Inter de Milan-AS Rome, en direct.
0.30 Journal et Météo.
0.55 TF 1 Nuit.

A2
20.45 Téléfilm : Oupoukou.
22.10 Téléfilm : L'Envolée belle.
23.30 Journal et Météo.
23.50 Magazine : Prolongations. Tenuis de table : championnat du monde.
0.50 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3
20.35 Magazine : La Marche du siècle. Gros plan sur les quinze/vingt-quatre ans. Avec Jean-Jacques Belinek, Jean-Hugues Anglade, Marie Trintignant et d'autres invités.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Soirée spéciale : FR3 fait son cinéma. Présentée par Marc Lecarpentier.
22.45 Cinéma : Mangelous. ■ Film français de Moshé Mizrahi (1988). Avec Pierre Richard, Bernard Blier, Jacques Villard.

0.35 Débat : Cinéma français, les spectateurs ont la parole. Avec Jacques Dailon, Jean-Jacques Belinek, Bertrand Tavernier, Claude Lelouch, Françoise Bevrini.

CANAL PLUS
21.00 Cinéma : Après après-demain. ■ Film français de Gérard Philou (1989). Avec Anémone, Simon de La Brosse, Agnès Soral.
22.20 Flash d'informations.
22.30 Documentaire : Cinéma Africa et poulets bicyclettes.
23.20 Cinéma : La Choix. ■■ Film burkinabé d'Irissa Ouédraogo (1986). Avec Aoua Guiraud, Moussa Bologo, Assita Ouédraogo.
0.50 Cinéma : Gipsy. ■■ Film britannique de Joseph Losey (1957).

LA 5
20.50 Histoires vraies. A la conquête d'Hollywood.
22.15 Débat : Les stars ont-elles une vie privée ?
0.00 Journal de la nuit.

M6
20.35 Téléfilm : Sans famille.
22.00 Série : Egalizer.
22.50 Documentaire : Le Glauque et la Balance. ■■ Cinéma russe : L'Affaire Rostov.
23.40 Six minutes d'informations.
23.45 Magazine : Dazibao.
23.50 Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

23.55 Journal de la nuit.

Jeudi 9 mai

TF 1
13.35 Cinéma : Le Grand Sam. ■■ Film américain de Henry Hathaway (1960). Avec John Wayne, Stewart Granger, Eerie Kovacs.
15.30 Feuilleton : Orages d'été (rediff.).
16.25 Club Dorothée.
17.40 Série : Chips (rediff.).
18.30 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Pas folles les bêtes !
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Tiers, Loto sportif, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Le Dernier Métro. ■■■ Film français de François Truffaut (1980). Avec Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, Jean-Pierre L  aud.
22.55 Soirée spéciale : Cannes 91.
0.30 Journal et Météo.

A 2
14.25 Documentaire : Mon royaume pour un cheval. (rediff.).
15.55 Cinéma : Le Voyage fantastique. ■■ Film américain de Richard Fleischer (1966). Avec Stephen Boyd, Raquel Welch, Edmond O'Brien.
17.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.55 Série : Ali (rediff.).
18.20 Série : Mac Giver (rediff.).
19.05 Ouverture du Festival de Cannes.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Magazine : Envoyé spécial. « Terre brûlée » (les hommes luttant contre les feux) ; « Silence, on double » (le doublage des films étrangers) ; « Premier combat » (les enfants thaïlandais pratiquant la boxe tha  la  nne).
22.00 Cinéma : Paris, Texas. ■■ Film américain de Wim Wenders (1984). Avec Harry Dean Stanton, Nastassja Kinski, Dean Cain.
0.20 Journal et M  t  .
0.40 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3
13.30 Magazine : Regards de femme. Invitée : Odette Laure, comédienne.
14.00 Cinéma : Maine-Océan. ■■ Film français de Jacques Rozier (1985). Avec Bernard Menez, Luis Rego, Yves Afonso.
16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.30 Amuse 3.
18.10 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Classe.
20.40 Cinéma : Monsieur Hire. ■■ Film français de Patrice Leconte (1989). Avec Michel Blanc, Sandrine Bonnaire, André Wilms.
22.25 Journal et M  t  .
22.35 Cinéma : Le Complot. ■■ Film fran  co-américain d'Agnieszka Holland (1987). Avec Christophe Lambert, Ed Harris, Joanne Whalley.
0.30 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS
13.30 Téléfilm : Seize ans d'erreur. les Six de Birmingham.
15.15 Documentaire : Les Six de Birmingham, leur témoignage.
16.15 Téléfilm : Pour l'amour de Jenny.
18.05 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.30
18.30   a cartoon.
18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma : Le Prix de la passion. ■
22.10 Flash d'informations.
22.12 Le Journal du Festival.
22.20 Cinéma : Midnight Run. ■■ Film américain de Martin Brest (1988). Avec Robert De Niro, Charles Grodin, Yaphet Kotto (v.o.).
0.20 Cinéma : Vendredi 13, né 7. □ Film américain de John Carl Buechler (1989).
1.45 Cinéma : Vacances    Ibiza. □ Film français, classé X, de Gérard Kikoine (1981).

LA 5
14.25 Série : L'Inspecteur Derrick.
15.30 Série : Soko, brigade des stup  s.
16.25 T  r  c      Longchamp.
16.50 Youpi ! l'  cole est finie.
17.35 Cinéma : Le Diable et les Dix Commandements. ■■ Film français de Julien Duvivier (1962). Avec Michel Simon, Françoise Amou  , Mich  line Presle.
19.00 Jeu : La Ligne de chance.
19.40 Série : Les Aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain.
20.00 Journal et M  t  .
20.40 Journal des courses.
20.50 Téléfilm : Harem, l'innocence perdue (1   partie).
22.30 Magazine : Kargo, Marco Polo.
23.30 Bruits de Cannes.
23.40 Magazine : A la cantonade.

M 6
14.00 Téléfilm : SOS côte Ouest.
15.10 Téléfilm : Les tigres sont lâ  ch  s.
16.20 Série : Vic Daniels, flic    Los Angeles.
16.40 Série : Dr  les de dames.
17.30 Jeu : Hit hit hit hurra !
17.35 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : Espion modèle.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm : Anastasia.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Magazine : Dazibao.
23.55 Sexy clip.

LA SEPT
16.30 Charles Trenet au Printemps de Bourges.
17.30 Téléfilm : Lieutenant Lorenz.
18.40 Court métrage : Il est interdit de jouer dans la cour.
19.00 Documentaire : Vivre avec des troupeaux.
19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 22.55).
20.00 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités françaises et suédoises de la seconde guerre mondiale (v.o.).
21.00 Magazine : Avis de tempête.
23.00 Une leçon particulière de musique avec Pierre-Yves Artaud.

FRANCE-CULTURE
20.30 Dramatique. Agamemnon, d'après Yannis Ritsos.
21.30 Profils perdus. Roger Callois.
22.40 Les nuits magnétiques. Gens du Mara  s (rediff.).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Les têtes raides.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné les 21 et 22 mars à la Philharmonie de Munich) : Klagesang, de Hartmann ; Concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur op. 129, de Schumann ; Symphonie né 3 en r   majeur op. 29, de Tchaikovski, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Lor  n Mazel ; sol. : Lynn Harrell, violoncelle.
23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club.

Les suites du conflit du Golfe

La commission de l'ONU chargée de veiller à la destruction des armes irakiennes non conventionnelles a commencé ses travaux

NEW-YORK

de notre correspondant

Prévue par la résolution 687 du Conseil de sécurité, approuvée le 3 avril dernier, la commission spéciale de l'ONU chargée de veiller à la destruction en Irak de toutes les armes chimiques, biologiques et des missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres, a officiellement commencé ses travaux le 7 mai. Présidée par un Suédois, M. Rolf Ekeus, avec un Américain, M. Robert Gallucci, pour vice-président, cette commission s'est organisée autour de quatre groupes (chimie, balistique, nucléaire et contrôle après vérification) dirigés respectivement par un Australien, un Indonésien, un Soviétique et un Allemand.

Placée sous la responsabilité du secrétaire général, cette commission de vingt et un membres devait initialement être composée environ pour moitié de pays occidentaux et

pour le reste de pays non-alignés, de façon à apparaître la plus indépendante possible de l'action du Conseil de sécurité. Mais la plupart des pays du tiers-monde pressentis se sont récusés à l'exception de l'Indonésie, du Nigeria et du Venezuela.

Questions de méthodologie

La France est représentée par M. Michel de Saint-Mieux, un expert du Commissariat à l'énergie atomique qui sera présent dans le groupe chargé des questions nucléaires, en liaison avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Pour l'instant, les travaux de la commission avancent lentement. Ils ont surtout porté sur des questions de méthodologie et sur les difficultés à résoudre en vue de l'action à mener sur le terrain, notamment en ce qui concerne la protection des

populations au voisinage des sites chimiques, qu'il faudra détruire, indique-t-on de sources proches de la commission. Aux termes de la résolution, celle-ci doit soumettre dans les quarante-cinq jours après l'adoption du texte, c'est-à-dire le 17 mai prochain, un plan de travail au secrétaire général, lequel disposera à son tour d'un délai identique pour le faire appliquer. « C'est une tâche gigantesque et il sera très difficile de tenir le calendrier », estime un diplomate occidental, rappelant que les centaines d'experts désignés par la commission ont seulement jusqu'à fin juin pour localiser, inspecter et neutraliser les armes non conventionnelles irakiennes. A la suite de quoi, la commission devra maintenir pendant des mois, sinon des années, une présence sur place pour s'assurer que Bagdad ne cherche pas à reconstituer l'arsenal interdit.

SERGE MARTY

Selon M. Dick Cheney

Les forces américaines resteront « quelques mois » au Koweït

Peu après son arrivée au Koweït, mardi 7 mai, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a indiqué que des soldats américains resteraient « quelques mois » dans l'émirat, mais il a ajouté que les Etats-Unis « veulent éviter une présence terrestre permanente dans le Golfe ». A l'issue d'un entretien avec le premier ministre koweïtien, Cheikh Saad El Abdallah El Sabah, ainsi qu'avec le ministre de la défense, Cheikh Ali El Sabah El Salem, M. Cheney a précisé que Washington était en contact avec les pays du Golfe pour discuter « en termes généraux » de « sujets tels que l'entraînement militaire conjoint, le stockage des équipements et la pré-

sence navale américaine dans le Golfe ». Il n'a toutefois pas précisé le nombre de soldats qui seraient maintenus au Koweït. Après Ryad, il s'agit de la deuxième étape de la tournée de M. Cheney dans les pays du Golfe au sujet des arrangements de sécurité dans la région. Au même moment, les forces américaines entament la dernière phase de leur retrait du sud de l'Irak afin de permettre à la mission d'observation des Nations unies (UNIKOM) d'achever son déploiement dans une zone délimitée de 15-kilomètres de large à la frontière irako-koweïtienne (10 km en territoire irakien et 5 km au Koweït). — (AFP, Reuters)

M. Tarek Aziz : « Nous ne pouvions rien faire pour éviter la guerre »

Dans une déclaration faite à l'envoyé spécial du Washington Post à Bagdad, M. Tarek Aziz, chef de la diplomatie irakienne au moment de la guerre du Golfe, laisse entendre qu'il n'avait pas approuvé la décision du président Saddam Hussein de maintenir l'occupation du Koweït au prix d'une guerre contre la coalition internationale. Il affirme qu'il avait mis M. Saddam Hussein en garde contre les risques du maintien de l'occupation de l'émirat « face à la terrible puissance de feu des alliés ». « Il s'était créé en nous, dit-il, un sentiment de fatalisme à l'égard de la guerre, et nous nous sommes trouvés dans une position où nous ne pouvions rien faire pour l'éviter. » Il ajoute : « Nous nous tenions au courant du dispositif de guerre rassemblé par les Américains, et nous nous attendions à ce que le conflit soit sévère. Mais nous ne pensions pas que les Etats-Unis tenteraient de détruire tous nos moyens de communication et l'ensemble de notre infrastructure civile. »

Le projet de conférence régionale

M. Baker et M. Bessmertnykh devraient se rencontrer au Caire

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, était attendu, mercredi 8 mai, à Damas, première étape d'une tournée au Proche-Orient qui sera marquée par deux points forts : une visite, vendredi, en Israël, et une rencontre — lundi au Caire, selon les autorités égyptiennes — avec le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. Celui-ci devait, quant à lui, se rendre dimanche en Syrie et lundi en Egypte. Le secrétaire d'Etat doit également faire escale, au début de la semaine prochaine, en Israël (le Monde du 8 mai) ainsi qu'en Jordanie.

La visite de M. Bessmertnykh à Jérusalem pourrait précéder au rétablissement de relations diplomatiques pleines et entières entre l'URSS et l'Etat hébreu, rompues — à l'initiative de Moscou — en 1967, à la suite de la guerre de six jours. De son côté, M. Baker a indiqué lundi qu'il tenterait une nouvelle fois de négocier la convocation d'une conférence de paix régionale sous l'égide de son pays et de l'Union soviétique. — (AFP)

Tirs contre un avion américain en Irak

Un porte-parole du quartier général des forces alliées sur la base d'Inchirlik, en Turquie, a indiqué, mercredi 8 mai, qu'un avion de combat de la marine américaine a été la cible de tirs de la défense anti-aérienne irakienne, mardi soir, sans être touché.

Il s'agit du premier incident de ce type depuis l'entrée en scène, le 21 avril, des forces alliées chargées de mettre en application le plan de secours « Provide Comfort » pour les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak. Par ailleurs, un convoi militaire irakien apportant des secours au Kurdistan irakien a essuyé des tirs d'armes automatiques, lundi, à déclaré le porte-parole, qui a dit ignorer quel était l'origine de ces coups de feu. — (AFP, Reuters)

EN BREF

CHINE : 147 morts lors d'un coup de gaz dans une mine de charbon. Une explosion de gaz a causé la mort, le 21 avril dernier, des 147 mineurs de la mine de charbon de Shanjiao (Shanxi), a rapporté, mercredi 8 mai, l'agence Chine nouvelle. Cet accident est le plus grave depuis trente ans, a indiqué l'agence. Elle a ajouté qu'il était dû à une « grave négligence » de l'Etat, 90 % des employés de la mine n'ayant pas reçu la formation nécessaire en matière de sécurité. — (AFP)

CORÉE DU SUD : un quatrièmement dissident s'est immolé par le feu. Un dissident de vingt ans a mis le feu à ses vêtements et s'est précipité du haut d'un bâtiment de l'université Sookang de Séoul, mercredi 8 mai, pour protester contre le décès d'un étudiant battu à mort par la police (le Monde du 30 avril). Il a succombé presque immédiatement après sa chute. Il est le quatrième étudiant à s'être immolé par le feu en l'espace de onze jours. — (AP, AFP, Reuters)

MALAISIE : plus de quarante morts dans l'explosion d'une fabrique de feux d'artifice. Au moins quarante personnes, et probablement une centaine, ont été tuées mardi 7 mai dans l'explosion d'une fabrique de feux d'artifice située près de la capitale malaise, Kuala-

Les députés proposent de rendre publiques les auditions des commissions d'enquête

A l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité, mardi 7 mai, une proposition de résolution visant à modifier son règlement intérieur, proposition cosignée par son président, M. Laurent Fabius, et par quatre des cinq présidents des groupes politiques constitués en son sein, MM. Jean Auroux (PS), Bernard Pons (RPR), Charles Millon (UDF) et Pierre Méhaignerie (UDC). Les mêmes signataires ont pu faire adopter une proposition de loi tendant à rendre publiques, comme dans les principales démocraties occidentales, les auditions des commissions d'enquête et de contrôle parlementaires.

A la veille de la commémoration de la victoire de 1945, ils n'étaient guère qu'une petite vingtaine de députés en séance, pour se plaindre souvent de l'absentéisme... de leurs collègues et s'excuser, parfois de devoir bien vite déserter à leur tour, les rangs de l'Assemblée nationale, afin de rejoindre dans leurs communes, les défilés, les dépôts de gerbes du 8 mai. Il s'agissait pourtant de réformes du travail parlementaire ardemment souhaitées par le plus grand nombre d'entre eux. La date du débat avait peut-être été mal choisie.

Lors de l'examen de la proposition de résolution tendant à modifier plu-

sieurs articles du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, héritée d'un groupe de travail formé à l'initiative de M. Fabius, M. Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes) a observé que le président aurait pu être présent ce jour-là, mais il n'a pas relevé l'absence des autres cosignataires de la proposition, présidents de groupe, MM. Auroux (PS), Pons (RPR), Millon (UDF) et Méhaignerie (UDC). Il s'agit notamment d'assurer une meilleure préparation des débats en séance publique, de modifier l'organisation des réponses données aux motions de procédure et de renforcer l'exercice du contrôle budgétaire par les députés.

« Un texte conjoncturel »

« Qu'on ne laisse pas croire qu'on réforme le travail parlementaire. Ce ne sont là que de petites réformes. Nos débats sont ennuyeux. Ce qui ne va pas, c'est qu'on est obligé d'aller préalablement déposer son nom, pour aller lire ensuite un texte écrit », a expliqué M. Pascal Clément (UDF, Loire). « Des mesures techniques ne peuvent pas remédier au déséquilibre des pouvoirs, hérité des institutions », a plaidé M. Georges Hage (PC, Nord). « Le choix qui a été fait est celui du consensus. Dès lors, on ne peut pas réformer contre la volonté d'un groupe », a répondu le président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine).

Le ministre des relations avec le Parlement, M. Jean Poppenen, a précisé que « le gouvernement ne prend pas qu'il est qu'il est » de ses relations avec les Assemblées, mais il a observé une « désinflation » du travail législatif et une évolution favorable, « incontestable », de l'examen des propositions de loi émanant des députés.

La proposition de loi qui a suivi ce débat, dont le premier signataire est M. Fabius, a, de la même façon, rencontré l'agrément sur tous les bancs. Elle permettra, comme en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, de rendre publiques les auditions des commissions d'enquête et de contrôle parlementaires. C'est « un texte conjoncturel », juge M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes) en évoquant la prochaine commission d'enquête, qui serait constituée dès le mardi 14 mai, à l'initiative des socialistes, sur le financement des partis politiques.

« J' imagine que je suis à contre-courant, mais ne vivons pas aux modes », a dit M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure) au moment de réformer un article d'une ordonnance du 17 novembre 1958 à laquelle un docteur de la loi fondamentale, son père, M. Michel Debré, avait sûrement dû mettre la main. Pour le député de l'Eure, « on risque de faire de ces commissions d'enquête des tribunaux politiques ». L'Assemblée en a jugé autrement.

J.-L. S.

THAILANDE

Des opposants birmans auraient été rapatriés contre leur gré

BANGKOK

de notre correspondant

Selon la presse de Bangkok, la Thaïlande a procédé à la fin du mois d'avril au rapatriement forcé d'opposants birmans qui s'étaient réfugiés sur son territoire. Cent quarante d'entre eux, dont quarante et un étudiants censés bénéficier de la protection du HCR (Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU), auraient été amenés, le 27 avril, de Bangkok à la frontière méridionale entre les deux pays où, sous la surveillance de policiers et militaires, ils auraient été placés à bord de deux bateaux chargés de les déposer en Birmanie.

Selon les mêmes sources, un étudiant aurait tenté de se suicider et une trentaine d'autres se seraient jetés à l'eau dans un estuaire qui sépare la ville thaïlandaise de Ranong de la Birmanie. Deux étudiants, demeurés à bord, auraient été arrêtés dès leur arrivée en Birmanie et deux autres seraient portés disparus. Vingt et un étudiants, qui auraient regagné le territoire thaïlandais, auraient été de nouveau arrêtés tandis que seize autres

sauraient réussi à disparaître dans la nature.

La Thaïlande, qui entretenait de bonnes relations avec Rangoun, n'accorde pas le statut de réfugiés à la plupart des Birmans qui ont fui la répression dans leur pays depuis la reprise du pouvoir par les militaires à Rangoun, en septembre 1988. Depuis plusieurs mois, Bangkok semble durcir son attitude à l'égard de ces « immigrants illégaux ». On estime généralement à quelque deux mille le nombre de dissidents birmans encore présents en Thaïlande, les autres se trouvant dans les zones tenues par des minorités insurgées en territoire birman, le long de la frontière entre les deux pays. La junte militaire birmane a été accusée à plusieurs reprises de liquider les opposants sur lesquels elle met la main ou de les interner dans des conditions très dures. Ces derniers incidents, rapportés par des membres d'organisations humanitaires, interviennent au moment où Bangkok et le HCR négocient l'aménagement d'un « camp » où seraient regroupés les étudiants birmans réfugiés en Thaïlande.

J.-C. P.

La célébration du 8 mai

A l'occasion de la célébration du quarante-sixième anniversaire de la victoire des forces alliées sur le nazisme pendant la seconde guerre mondiale, M. François Mitterrand, président de la République, et M. Michel Rocard, premier ministre, ont participé à une cérémonie officielle, mercredi 8 mai, à l'Arc de triomphe, à Paris.

Le chef de l'Etat a déposé une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu avant de remettre des décorations à huit anciens combattants. Deux d'entre eux ont reçu les insignes d'officier de la Légion d'honneur, les six autres ceux de chevalier de la Légion d'honneur.

Incendie au conservatoire de musique de Lille

Un violent incendie, probablement dû au mauvais fonctionnement d'un transformateur électrique, a ravagé le conservatoire de musique de Lille, dans la nuit du 7 au 8 mai.

Aucune victime n'est à déplorer, mais les dégâts, qui n'ont pas encore été chiffrés, sont considérés comme « très importants ». La partie la plus ancienne du conservatoire, construite au début du XIX^e siècle, a été la plus touchée. La toiture a été presque totalement détruite, ainsi que l'auditorium de 380 places utilisé pour les concerts et les concours. Les instruments, les sièges et les équipements sont inutilisables.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4 138

Le revenu mimum garanti

REPÈRES

La faim dans le monde

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres
LA DECOUVERTE

L'ESSENTIEL

SECTION A

Les émeutes à Washington

Couvre-feu dans le principal quartier hispanique 3

Embellie en Ouganda

Stabilité politique et redressement économique 4

La catastrophe du Bangladesh

Une succession de cataclysmes dans un pays meurtri 7

Mort de Georges Weilers

Un spécialiste de l'histoire des camps de concentration 7

Le dixième anniversaire de l'élection présidentielle

M. Mitterrand regrette de n'avoir pu réduire davantage les inégalités sociales 5 et 6

Les travaux du Sénat

Les sénateurs veulent augmenter les subventions aux écoles privées 6

Les tentatives de recomposition politique

Trois mouvements appellent à la création d'une « nouvelle force » de gauche 6

Les difficultés de M. Parretti

La financier italien est contraint de céder une partie substantielle du capital de la MGM 8

Les effectifs de la fonction publique

Le nombre des fonctionnaires n'a que très peu diminué depuis cinq ans 9

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

Spécial
Festival de Cannes
13 à 26

Services

Abonnements 10
Carnet 10
Météorologie 11
Mots croisés 10
Radio-Télévision 11
Automobilisme 8

Le numéro de « Le Monde »
daté 8 mai 1991
a été tiré à 460 726 exemplaires.

A high-contrast, black and white photograph of a person's face, heavily shadowed and grainy. The face is partially visible in the upper right, with the hand visible in the lower right corner. The image is characterized by extreme contrast and a noisy, textured appearance. In the bottom right corner, there is a small, faint text credit: LUC BLOUX/STUDIO MAGAZIN.

Jacques Dutronc et Alexandra London dans *Van Gogh*, de Maurice Pialat.

LUC ROUX/STUDIO MAGAZINE

De tous les continents, les films sont arrivés. Parfois ceux qu'on attendait n'étaient pas tout à fait prêts, mais certains étaient si beaux, même comme ça, qu'on les verra au quarante-quatrième Festival de Cannes, qui commence le 9 mai et s'achèvera le 20. C'est le cas du *Van Gogh* de Maurice Pialat, dont on projettera une copie de travail. C'est le cas du *Prospero* de Peter Greenaway, dont on ne visionnera qu'un fragment. Le cinéma vivant, en train de naître, est un continent à lui tout seul. Pendant douze jours il va dériver vers le public, en pleine lumière, riche de talents singuliers, de stars obligées, de foi renouvelée dans le pouvoir du rêve.

Cette année plus que jamais, le cinéma mondial patrouille le long des frontières pour mieux les abolir. Frontières entre l'art et la vie, entre la guerre et la paix, entre la mémoire et l'oubli. Ne pas oublier Beyrouth, dit Maroun Bagdadi ; ne pas oublier la bombe, dit Akira Kurosawa ; ne pas oublier la liste noire, dit Irwin Winkler. Ne pas oublier le hasard, dit Krzysztof Kieslowski ; ne pas oublier Jacques Demy, dit Agnès Varda. Ne pas oublier l'Europe, disent Théo Angelopoulos et Lars Von Trier ; ne pas oublier l'Afrique, disent quatre réalisateurs venus du Mali, du Cameroun, du Burkina. Ne pas oublier de rire, disent Daniele Luchetti et Marco Ferreri — qui a retrouvé son humour cannibale... Et pour ceux que cela intéresse, ne pas oublier d'aller, le 15 mai, *Au lit avec Madonna* !

Vingt-deux films sont présentés en compétition ; aucun, jusqu'à preuve du contraire, n'a oublié le cinéma.

DANTELE HEYMAN

SELECTION OFFICIELLE
• CANNES 1991 •

RHAPSODIE
— EN —

Aug 19

• UN FILM DE •
AKIRA KUROSAWA

EUROPE 14 à 17

Van Gogh aux couleurs de Maurice Pialat

Artiste mais pas maudit.

Le président Polanski

Vingt-trois ans après...

L'Europe de Lars Von Trier

Train de nuit.

AFRIQUE 18 et 19

Un continent à la hausse
Quatre films, quatre voix.

AMÉRIQUE

AMERIQUE Hollywood

Hollywood et le maccarthysme

et le maccarthysme

De Niro, Winkler, Polonsky à la barre.

Série noire

Spike Lee, Duke et Singleton en sélection.

ASIE 22

L'œil de Kurosawa

PROGRAMME

PROGRAMME

Tous les rendez-vous

ENQUÊTE 24 et 25

ENQUÊTE

35 professionnels à la question.

CANNES 91

ROMAN POLANSKI A LA TÊTE DU JURY DU 44^e FESTIVAL

Monsieur le Président...

EUROPE

Une sélection française riche, où la peinture règne en maîtresse, avec le Van Gogh de Maurice Pialat, et la Belle Noiseuse de Jacques Rivette. Plus une bonne question : et si le cinéma européen n'était déjà plus une fiction euphorique voulue par les Etats ? S'il permettait à des créateurs de donner des œuvres personnelles, des œuvres sans concessions auxquelles un argent sans frontières a permis d'exister ? C'est le cas du Polonais Krzysztof Kieslowski, coproduit par la France, comme le Danais Lars Von Trier. Et d'autres encore.

E CROULÉ de rire sur sa moquette beige, toujours l'air d'un garnement qui vient de tirer la sonnette d'une vieille dame, Roman Polanski, président désigné du 44^e Festival de Cannes, passe et repasse sur son magnétoscope la cassette immortalisant les derniers soubresauts d'un autre festival, historique celui-là, où il siégeait déjà au jury en qualité de membre « ordinaire », le Festival de Cannes 1968. Qui, avec un à-propos savoureux, s'était ouvert sur Autant en emporte le vent et, s'il n'avait été prématurément interrompu, aurait dû se poursuivre avec Au feu les pompiers, de Milos Forman... La cacophonie est à son comble, tout le monde parle en même temps. Louis Malle, barbu et sentencieux, François Truffaut, ardent et vertueux : « ... Parce que, vu de l'extérieur, le Festival de Cannes, c'est quand même la réception de cette nuit de M. Barclay, et ça, il faut que les gens comprennent bien que ça s'est arrêté » ; Jean-Luc Godard, Héliétique et démagogique : « Y'a pas un seul film qui montre les problèmes ouvriers ou étudiants, qui montre ce qui se passe aujourd'hui, y'en a pas un seul, qu'il soit signé par moi, par Forman, par Polanski, par François ; nous sommes en retard » ; Puis Godard enchaîne : « Nous demandons à nos trois camarades qui font partie du jury d'en envoyer un en délégation ramener les autres ici ». On entend alors une petite voix flûtée qui interroge, dominant le brouhaha : « Vous avez une mitrailleuse ? » Cette voix, c'est celle de Roman Polanski.

Vingt-trois ans plus tard (« Ils ont mis du temps à me rappeler »), quel souvenir garde-t-il de ces journées ? « Un souvenir plutôt comique, dit-il, presque ridicule. Je ne voyais aucun sens à cette effervescence enfantine. J'avais l'impression de choses un peu semblables en Pologne, et je sais qu'on les révalue à la baisse quelques années plus tard lorsqu'on les met en perspective... » Polanski n'avait d'ailleurs pas attendu mai 68 pour venir à Cannes, dont il rêvait déjà, étudiant à l'École de cinéma de Lodz. « Ma première visite date de cette époque. Après, avec Gérard Brach (son scénariste de prédilection), quand nous travaillions ensemble, nous descendions toujours au festival. C'était sublime, on allait vivre dans des petits



hôtels, de l'autre côté de la voir ferrée, parfois. L'important, c'était juste d'être là, de voir des films (Ah ! l'année de huit et demi !), de rencontrer des gens, de rester des nuits entières dans les cafés à refaire le monde et le cinéma ». Le cinéma, Polanski, bientôt, ferait mieux que d'en parler. Mais, curieusement, ses rapports avec Cannes la bien-aimée s'altèrent alors, marqués par une solide frustration. « En 1965, dit-il, je tourne Répulsion, je ne suis pas sélectionné. Un an plus tard, je tourne Cul-de-sac, je ne suis pas sélectionné. Ensuite, je vais à Hollywood, je tourne Rosemary's Baby, le festival veut me sélectionner, Paramount, mon producteur ne veut pas. Après je tourne Chinatown, le festival veut m'inviter, Paramount ne veut pas... »

Seuls trois de ses films auront été finalement présentés à Cannes, dont deux hors compétition, Macbeth et Pirates. « Pour le troisième, le Locataire, en 1976, c'était affreux, se souvient-il. Ce film, aujourd'hui respecté, a été détesté, massacré. Gérard Brach en a été traumatisé pendant des années. Les réactions de haine, à Cannes - si, si, il y en a - ne viennent pas seulement du jury, du public ou des journalistes. Elles surgissent de n'importe où, tout le monde est irrité, vulnérable, tout le monde a quelque chose à vendre, à acheter, à présenter, à espérer, à craindre, à prouver. Il règne pendant le festival une atmosphère unique, électrique, dangereuse et en même temps très excitante. »

Fort de toutes ses expériences cannoises, bonnes ou mauvaises, le président Polanski s'apprête à remplir ses fonctions avec sérieux : « Quitte à être un peu adjudant, j'entends que mes jurés soient à l'heure aux projections, qu'ils voient évidemment tous les films, qu'ils ne manquent aucune de nos réunions de délibération. J'ai insisté pour que la composition du jury soit très variée (1), afin que toutes les opinions, même très opposées, puissent s'exprimer. Mon seul mot d'ordre sera : Laissez parler votre cœur, soyez sincère et, à la fin, posez-vous la seule question importante : Quel est le film qui m'a fait passer les deux meilleures heures ? »

Siôt le festival achevé, Roman Polanski se replongera dans la préparation de Lune de miel, adapté d'un roman de Pascal Bruckner, un film intimiste, tourné, précise-t-il, « avec de l'argent entièrement européen », aux studios de Billancourt et, pendant une semaine, « sur un très grand bateau de croisière ». Un bateau ? Encore un bateau ? Le galion de Pirates ne l'a pas guéri des folies maritimes ? Il lève les bras au ciel, esquisse un sourire penaud. Ce n'est pas sa faute, l'eau rattrape toujours Polanski au détour de ses rêves.

D. H.

(1) Le jury est composé des comédiennes Whoopi Goldberg et Natalia Negoda, des réalisateurs Alan Parker, Farid Boudjellal et Jean-Paul Rappeneau, de la productrice Margarete Mönning, du journaliste Hans Dieter Seidel, du musicien Vangelis et du chef opérateur Vittorio Storaro.

« VAN GOGH », DE MAURICE PIALAT

La palette du réel



I l y a des mystères de coquetterie, des cachotteries de cocotte, des secrets de Polichinelle que l'on dévoile par petits lambeaux, strictement promotionnels. Et puis il y a Van Gogh. Que personne n'a vu, sauf Gilles Jacob, le délégué général du Festival de Cannes et les membres de sa commission de sélection, subjugués, dit-on. Il y a ce Van Gogh que personne ne voit parce qu'il n'est pas fini, encore au montage, vraiment, et que l'on projettera à la fin du Festival pour laisser à Maurice Pialat le temps de préparer une « copie de travail » présentable.

De Van Gogh, on ne sait rien, donc, si ce n'est sa longue gestation tumultueuse, sans intérêt maintenant que le film existe. Van Gogh, ce devait être Lambert Wilson, puis Daniel Auteuil, ce fut Jacques Dutronc. Comme pour cinq des dix films de Pialat, il y eut des interruptions de tournage, désormais, on s'en fout, on veut voir Van Gogh, c'est tout. En attendant, on traque Pialat, on aimerait qu'il parle un peu de son travail. Il fait son atrabilaire pour la forme, pour qu'on ne puisse pas dire qu'il est affable et passionné. Et puis il dit : « Je pensais à ce projet depuis longtemps, j'avais même tourné un petit documentaire de six minutes sur Auvers-sur-Oise, en 16 mm, c'était en 1964-1965. Il y a de nombreux films que j'ai voulu faire qui ne se feront jamais, et pour la plupart, c'est beaucoup mieux comme ça. Parfois, je les fais quand même, par exemple Sous le soleil de Satan (1) que je me mords les doigts d'avoir tourné. »

« Les sujets trop anciens, il vaut mieux ne pas les reprendre, le temps en est passé, ils s'usent tout seuls, même lorsqu'ils sont écrits. Van Gogh était de ceux-là. Et pourtant l'idée ne s'en allait pas, elle était déjà dans le petit court-métrage, l'idée de ne montrer Van Gogh que pendant les toutes dernières semaines de sa vie à Auvers. J'en suis arrivé, je crois, à pouvoir en remonter à tous les spécialistes sur la vie de Vincent... »

On regarde quelques photos de son Van Gogh, on voit déjà dans ces images de Luc Roux tant de lumière et de mouvement. Pialat accepte de les commenter, surtout celle où l'on voit Van Gogh - son regard, ses mains, les armes du peintre - avec la fille du docteur Gachet : « En regardant la photo, on voit bien qu'il y a quelque chose entre la fille Gachet et lui, et rien ne prouve que cela soit vrai. Bien que... Il y a cette fâcherie très sérieuse avec le docteur Gachet qui n'est même pas venu quand il était mourant... »

« Attention, tout cela est contradictoire, la petite de

l'auberge chez qui il avait pris pension sur le tard, a écrit une lettre dans laquelle elle dit qu'il n'avait jamais mis les pieds chez Gachet. Ça paraît un peu excessif. Qu'aucune de ses toiles n'était signée, ça, c'est peut-être plus vraisemblable, et le plus comique, que la dernière, celle qui s'est vendue si cher, les Corbeaux, serait un faux... »

« J'avais lu les lettres de Vincent à Théo, je les avais achetées il y a vingt ans, et je croyais que, comme tout le monde, le jour venu, je taperais dedans. Il s'est trouvé que je n'en ai même pas retenu une ligne. Je voulais avant tout aller contre la légende du peintre fou, du peintre maudit, du peintre crève-la-faim, inventée de toutes pièces. Je ne dis pas qu'il descendait dans les

palaces, mais quand on pense à ce que son frère lui balançait par mois, ne serait-ce qu'en toiles, en couleurs... Les peintres crève-la-faim, ça existe, je crois que le plus malheureux de tous a été Sisley, que Millet n'a jamais été riche, et Pissarro non plus. »

« Van Gogh n'avait pas beaucoup plus, il vivait chichement, mais la misère absolue, non. La légende s'est emparée de Vincent, par exemple le transport du corps de son frère à Auvers, les deux tombes côte à côte, ça a été fait quatorze ans après ! Attention, je n'ai pas coupé à Théo non plus, mais dans des proportions raisonnables. »

« J'ai eu envie de montrer cette fille Gachet dont on ne possède qu'une photo à la quarantaine, qui semble

assez ingrate, à moins qu'elle ait très mal vieilli... C'est pas le cœur du film, mais... Il n'y a aucune raison de penser qu'il y ait eu quelque chose, quoique... Cette femme, Marguerite Gachet, je l'ai rencontrée, avant sa mort, en 1953, et je lui ai demandé... Bien sûr que ce n'est pas vrai ! Mais c'est ce que j'aurais dit comme plaisanterie à la conférence de presse de Cannes, que je ne ferais pas. C'est pas plus crétin que ce qu'on raconte d'habitude dans ces endroits-là. »

« Mais ce n'est pas la question. La présence de la fille Gachet est seulement la preuve de ce que je veux avancer : Vincent Van Gogh était un homme comme les autres. Bien qu'un cinéaste ne soit pas un artiste de la même valeur qu'un peintre, ce que je déplore beaucoup, mais ayant été les deux, je peux savoir que c'est vrai, sans conteste, il peut tout de même s'insurger contre ce lieu commun qui veut que l'artiste soit par essence un être anormal. Bien entendu il est aussi stupide de dire que Vincent Van Gogh est fou que de dire qu'il n'est pas fou », tiens, je ne sais plus où je l'ai prise, cette phrase... »

« Il y a une exaltation, l'alcool... Cet homme devait effectivement avoir des accès de nervosité qu'on a qualifiés de folie. Je ne porte pas de jugement sur tout ça, ce qui m'importe, encore une fois, c'est de montrer un homme normal. Quand le film commence, Van Gogh ne sait pas qu'il est Van Gogh et ne sait pas qu'il va mourir. J'ai fait, je crois un film plutôt amusant, plutôt drôle pour un sujet pareil. C'est pas pour me débiter comme je sais si bien le faire, mais il ne s'agit pas de Van Gogh, pas plus qu'aucun personnage de film sur un homme célèbre n'est l'homme qu'il prétend recréer. Je montre seulement quelqu'un à qui on a donné le nom de Van Gogh et à qui il arrive à peu près ce qui est arrivé à Van Gogh. Malgré les libertés que j'ai prises, pourtant, je pense être plus près de la vérité, de l'authenticité que toutes les biographies « autorisées ». »

« Vous ne pensez pas que ce serait bien de changer de titre ? On n'en n'a pas ras-le-bol de Van Gogh ? Vous savez que la Vie passionnée de Vincent Van Gogh de Minelli a été le seule bide de la carrière de Kirk Douglas ? Vous dites que le titre n'a pas d'importance. Ah, bon. Moi, mon film, je l'aurais bien appelé du nom de la fille : Marguerite Gachet. »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

(1) Palme d'Or à Cannes en 1987, à l'unanimité du jury.

صلى الله عليه وسلم

صكوات الامم

CANNES 91

«EUROPA», DU DANOIS LARS VON TRIER

Les nuits d'un chasseur d'images



Jean-Marc Barr et Barbara Sukowa, un parcours européen fantasmagorique.

LES maisons de bois sont serrées les unes contre les autres. Des violettes, fleurs modestes, montrent leurs petites têtes mauves dans des portières bien ratissées. Ce n'est pas une résidence rustique pour retraités aisés, mais les studios de Copenhague où Lars Von Trier travaille, où ces jours derniers encore, il achevait *Europa*, présenté à Cannes le 12 mai, en compétition. Décor bien bucolique pour avoir abrité la gestation d'un film qui va secouer les neurones et les consciences des festivaliers, un film qui va, littéralement, les hypnotiser.

Déjà, en 1984, à vingt-huit ans, Lars Von Trier avait balancé un grand coup de poing dans l'estomac du Festival avec son premier film, *Element of Crime*, une enquête policière et psychanalytique, dérivée du carcan narratif, sans passé, sans présent, un retour au pays sous la pluie, un tueur de petites filles, des fantômes sans regard, la brume, l'opacité. Déconstruit par le talent rageur de ce visionnaire inquiétant, on lui avait décerné le Grand prix de la commission supérieure technique, accessi pour le moins perplexes... Trois ans plus tard, toujours à Cannes, dans la section Un certain regard, Lars Von Trier récidivait, avec des moyens plus modestes, toujours en noir et blanc, donnant un film manifeste « sur l'influence négative de l'argent sur la création cinématographique », *Epidemic*.

Décidément, la nuit est son royaume. Cette fois-ci, avec un lyrisme implacable, une ironie salvatrice, une maîtrise technique impériale, il lance dans le noir de nos cauchemars et de nos remords un grand train métaphorique et haletant. C'est le train de la naissance de l'Europe, juste après la guerre, quand Lars, lui, n'était pas encore né. Il roule à travers l'Allemagne dévastée, faisant voyager pêle-mêle victimes et bourreaux, Barbara Sukowa et Eddie Constantine, sous le regard dangereusement bienveillant de l'Amérique, symbolisée par le contrôleur des wagons-lits Léopold (Jean-Marc Barr), un innocent, un « étranger », à la Camus.

Tout pâle, tout vil, le crâne rasé, les joues, non, Lars Von Trier explique : « Je ne peux pas me permettre de dire quoi que ce soit à propos de l'Europe. Contrôlé par un conseiller historique, le film, dont j'espère vivement qu'on saisira la dimension humoristique, défend seulement un point de vue artistique. Un peu comme si j'avais voulu peindre un tableau intitulé *Europa*. Ce ne serait pas obligatoirement la carte de l'Europe, mais peut-être un visage, un paysage... »

« Avec mon scénariste, Niels Vørsel, nous avions commencé à travailler sur un autre scénario, il y a cinq ans. Le Grand Mal était une histoire de gangsters qui se passait à Berlin, évidemment (rires), mais je n'ai pas réussi à trouver d'argent pour ça, alors nous l'avons complètement transformé, ne conservant que quelques scènes-clés. *Europa* ne délivre aucun message politique ou moral, c'est beaucoup plus simple, donc beaucoup plus profond. Tout est parti de ma fascination pour les « jobs » : une certaine sorte de job peut être un excellent ressort dramatique, c'est un vaisseau, un véhicule pour se transporter à travers l'histoire. J'en ai été convaincu après avoir vu des films comme *Taxi Driver* ou *Portier de nuit*. Et j'ai choisi un contrôleur des wagons-lits parce que je prends le train très souvent moi-même. »

Pas de message, soit, mais tout de même un formidable sentiment de culpabilité qui s'insinue d'*Europa*, s'insinue entre les images, s'incruste dans les personnages... « Oui, la culpabilité est là, tout le temps. J'ai ce sentiment, moi aussi, très fort. La façon dont j'ai été élevé, sans doute... Il fallait toujours comprendre les gens, se mettre à leur place, ne jamais porter de jugement. Même le meurtrier à la première page du journal avait eu une enfance difficile, n'est-ce pas ? De ce parti pris de ne pas prendre parti naît la culpabilité. C'est un peu votre faute si un homme est mort. C'est un peu votre faute si celui qui l'a tué est derrière les barreaux. Rien n'est pire que le juste milieu, que « l'objectivité ».

Enfant de fonctionnaires, petit garçon « nerveux », détestant l'école mais extrêmement bricoleur, Lars Von Trier construisait « des trucs, des machines, des boîtes ». Le cinéma lui procure, semble-t-il, les mêmes joies. Il continue à jouer, à bricoler, avec les images cette fois, avec la technique des images, projections frontales, surimpressions de couleur sur fond d'un noir et blanc abyssal, jusqu'à sept « couches » d'images superposées, et aussi combinaison de deux images filmées simultanément avec des focales différentes. « C'est un peu comme un train électrique », dit-il, gourmand. Il a commencé à tourner à l'âge de douze ans, en 8 mm, « comme M. Spielberg qui filmaient les chasses d'eau en mouvement » ; lui, sa toute première œuvre est un tour de magie, « une chaise se déplaçant toute seule dans le jardin ».

Tout va assez vite, quelques courts métrages après l'école de cinéma et Lars Von Trier donne *Element of Crime*. Impact important à l'étranger, succès. « Oui, dit-il, un succès critique, mais pas commercial. Sauf ici, pas de succès du tout. De toute façon, les Danois n'aiment pas ça. » Quoi ? Ce film-là ? « Non, ils n'aiment pas mon cinéma. » Que lui reproche-t-on ? Von Trier demande en souriant si on connaît les « autres » films danois, si on a vu par exemple *Pelle le Conquérant*, oui, oui, au demeurant épatant, mais n'est-ce pas, très loin de lui, plein de sentiments positifs, d'amour de la nature, de grands espaces. « Une œuvre très près du naturalisme alors que je me situerais plutôt du côté de l'expressionnisme. »

Lars Von Trier embrasse dans la même vénération sans condition Papa Carl (Dreyer) et Oncle Alfred (Hitchcock), allant jusqu'à citer, dans *Europa*, un extrait de la partition musicale de *Vertigo*. L'ombre tutélaire de Fritz Lang veille aussi sur lui, à l'évidence, mais encore celle de Charles Laughton et de sa *Nuit du chasseur*, « film unique dans tous les sens du terme et total insuccès commercial », tient-il à faire remarquer. Sans oublier, très récemment entré dans son panthéon personnel, Sir David Lean...

Tous les extérieurs d'*Europa* ont été tournés en Pologne, à Stettin, « parce que là on trouve encore des locomotives à vapeur, et que la figuration est très bon marché ». En effet, pour indiquer que l'on va arriver à Francfort, il lui suffit de déplacer un panneau sur le flanc d'un wagon. Lars Von Trier éclate de rire : « Ah ! oui ! Vous avez remarqué ? C'est exactement ce qu'on vous adjure de ne pas faire dans les écoles de cinéma ! Jamais de panneaux, c'est tellement « cheap » ! Et moi j'adore ça. Jamais de commentaire, jamais de voix off, dit-on aussi dans les écoles, et moi

je les utilise avec délectation. J'aime les poncifs, les clichés. »

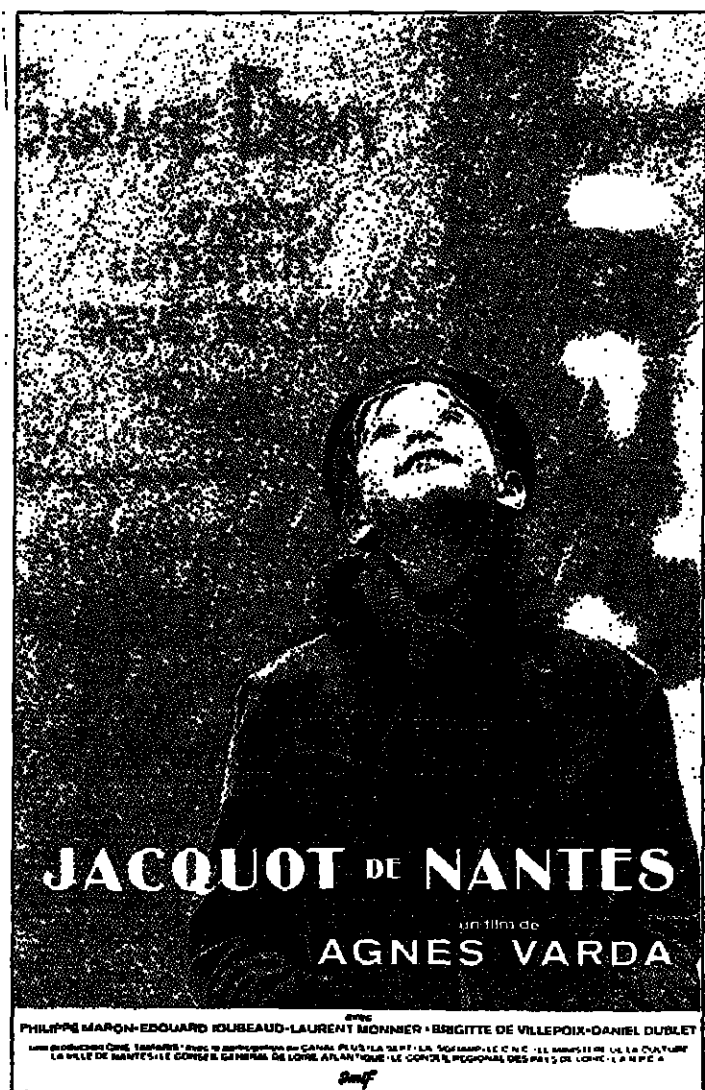
Aime-t-il les acteurs ? La réponse fuse : « Non ! Bien que mes relations aient tendance à s'améliorer avec eux. Au début, j'étais si sûr de ce que je voulais que je ne supportais pas l'idée que quiconque puisse s'approcher pour me suggérer une idée. Et les acteurs aiment bien croire qu'ils ont des idées... » Il confirme toutefois les rires de gamin qu'il a partagés avec Jean-Marc Barr pendant tout le tournage d'*Europa*. On s'en réjouit pour eux, appréciant ce regard déliceusement perdu de Barr, ancien étudiant à UCLA, donc parfaitement anglophone lorsqu'on lui parle allemand dans le film... « C'est la même chose quand je vais à Paris et qu'on m'emmène dans un restaurant ; tous les Français se mettent à parler nourriture ensemble, je trouve ça d'un ennui mortel, je manque m'endormir, quand tout à coup quelqu'un attrape un morceau dans ma propre assiette et le porte à sa bouche, c'est très bizarre. »

Pas plus bizarre que le film que Lars Von Trier, par ailleurs occupé à écrire des scripts de spots publicitaires et à tourner des vidéo-clips musicaux « pour

survivre », est en train de mettre en chantier. C'est un film qui se tournera pendant trente-cinq ans, à raison d'une séquence de trois minutes tous les ans. Cette séquence sera réalisée chaque année le 30 avril, date de son anniversaire. La première séquence a donc été mise en boîte le 30 avril dernier, jour de ses 35 ans. Où ? A Berlin, bien entendu. Jean-Marc Barr en est l'interprète. On le voit payer sa note dans un hôtel. C'est tout. La sortie du film est programmée : ce sera le 30 avril 2024. Lars Von Trier a tout prévu. Dans le coffre-fort d'une banque dort le nom d'un metteur en scène notable qui a accepté de prendre sa relève, si, par malheur, il lui arrivait de décéder prématurément et en tout cas avant que son grand puzzle soit achevé...

Aujourd'hui, Lars Von Trier attend le verdict de Cannes avec un détachement apparent. Si on lui dit que, depuis *Element of Crime*, une partie de sa colère semble s'être apaisée, il confirme. « Oui, même mon esthétique était beaucoup plus punk. » Que s'est-il passé ? Il répond : « J'ai eu un enfant. »

D. H.



JACQUOT DE NANTES
un film de
AGNES VARDA

Philippe Maron-Edouard Roumeau-Laurent Monneret-Brette de Villepoux-Daniel Dublet
Les films de Jacques Rivette sont présentés en France par la Société Française de Cinéma et de Vidéo (SFCV) et par la Société Française de Vidéo (SFV).
Le film de Jacques Rivette est distribué en France par la Société Française de Cinéma et de Vidéo (SFCV) et par la Société Française de Vidéo (SFV).

CANNES 91

EUROPE

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION D'UN MILLIARDAIRE SOVIÉTIQUE

Qui a peur de M. Tagi-Zadé ?

LE Festival de Cannes aime bien les stars, et se donne grand mal pour les attirer sur la Croisette. Cette année, un homme risque pourtant d'y tenir la vedette sans que personne l'en ait spécialement prié. Il s'appelle Ismail Souleimanovich Tagi-Zadé, Soviétique originaire d'Azerbaïdjan, il a trente-neuf ans et ne devrait pas passer inaperçu : il amène avec lui, à ses frais, une délégation de... six cents invités. Une nouvelle étape dans le dessein qu'il poursuit depuis dix-huit mois, rien moins que devenir le patron de la distribution de films dans toute l'Union soviétique.

L'homme est assez mystérieux, mais une chose au moins est sûre : il est très riche, même si ses détracteurs, nombreux parmi les cinéastes russes, n'attribuent pas au monopole de la vente libre des fleurs – ces bouquets d'écussons rouges qu'on trouve aux coins des rues moscovites – et au commerce des chevaux de course la totalité de sa fortune. Riche, et munificence : après avoir créé sa société de cinéma, Askim, au début de 1990, il organise une fastueuse réception dans une des plus grandes salles du Kremlin. Trois mille cinq cent quatre-vingt-huit professionnels et édiles locaux, pas un de moins, venus de toute l'Union, y sont conviés, régals de caviar, logés dans un grand hôtel et couverts de cadeaux.

Le vice-ministre de la culture d'Ouzbékistan, parmi d'autres, en est tout rempli de gratitude : « Comment les gens blanchis sous le harnais du cinéma auraient-ils pu rêver qu'on les inviterait aussi luxueusement, avec autant de respect ? » Tagi-Zadé, qui déclare avoir dépensé trois millions de roubles pour la manifestation, annonce, lui, son programme à ses invités : « Ensemble, nous allons gagner beaucoup d'argent. » Et il est, apparemment, entendu : « Les gens demandent une main de fer, fut-elle en forme de poing, à condition que dans ce poing il y ait de l'argent », commente la revue *L'Ecran soviétique*.

Tagi-Zadé répond trait pour trait à la métaphore : il ne fait pas mystère d'être un homme d'affaires « qui veut s'enrichir à l'infini », mais se dit également très heureux d'avoir enfin obtenu il y a trois ans sa carte du Parti communiste. Homme plein de

contrastes, il trouvait moyen d'emmener en mars dernier quatre-vingts invités à Los Angeles, pour l'American Film Market, où il logeait dans un palace avec limousine à sa disposition, si on en croit le journal *Sovietskaja Kultura*.

Riche, munificence... et ambitieux : l'objectif de Tagi-Zadé n'est pas seulement de faire des affaires, mais d'obtenir la reconnaissance politique de son poids, avec rang de « ministre de la distribution ». Il a été reçu par le premier ministre de l'Union soviétique, Valentin Pavlov. Une ascension observée avec inquiétude par les réalisateurs soviétiques, et même avec une franche hostilité par les dirigeants de leur organisation, l'Union des cinéastes. Son président, Davlat Khoudonazarov, parle de « diktat inadmissible ».

Outre que la cinéphilie ne paraît pas être la motivation principale de celui qui déclare : « Les pires ennemis du cinéma soviétique sont les réalisateurs soviétiques », Ismail Tagi-Zadé s'est en effet entouré de personnages qui n'ont rien pour rassurer, issus de la vieille garde brejnévienne : l'ancien patron de Goskino – ministère du cinéma – Philip Yermach (qui dirige la compagnie d'assurances filiale d'Askim), l'ancien directeur du Studio Mosfilm, Sizov (responsable de la branche production) et le camarade Soukharev, ex-procureur général et stalinien bon teint, en charge du cabinet juridique. Tagi-Zadé répond que ces gens ont de l'expérience et des relations, dont il aurait tort de ne pas profiter.

Résistible ou pas, l'ascension de Tagi-Zadé s'explique par l'état de délabrement (le mot est faible) de la distribution en URSS. Autant la production était jadis hypercentralisée à travers le système des studios d'Etat, autant la distribution fut toujours un peu moins rigide, l'acquisition des copies étant du ressort d'organismes régionaux (KVO) ou municipaux.

Avec la « libéralisation » – et la gabegie généralisée – ce mécanisme a volé en éclats, remplacé par une sorte de foire aux films où KVO et exploitants traitent avec des vendeurs dont le nombre s'est multiplié : à l'officiel et central Goskino s'ajoutent les productions directes des studios, les indépendants et

les détenteurs de films étrangers acquis avec des devises dont nul ne cherche plus à connaître l'origine.

L'effet le plus prévisible de cette autonomie accrue des salles sera la mort de bon nombre d'entre elles, et la réunion des plus rentables en circuits. Mais elles sont encore cent mille aujourd'hui : formidable marché, formidable demande de films. Une demande de plus en plus alimentée par une avalanche de titres américains, certains prestigieux, beaucoup (vendus par lots) à peine avouables – au point que même Jack Valenti, porte-parole de l'association des Majors et infatigable propagandiste de l'expansion hollywoodienne, a demandé qu'on ne vende pas n'importe quoi ! Tagi-Zadé, pour sa part, a récemment acquis cent cinquante-huit films aux Etats-Unis.

Une demande de films alimentée également par le boom de la production intérieure. L'URSS, où on ne trouve rien, a atteint le chiffre record de quatre cents films produits en 1990. Explication ? Le cinéma est un excellent moyen de blanchiment de l'argent. Pas seulement celui du crime organisé : tout le monde, jusqu'aux usines d'Etat, pratique le marché noir et se retrouve avec des liquidités qu'il faut bien rendre présentables, les compagnies de production indépendantes, qui pullulent, fournissant toutes les sociétés écrans nécessaires. Mieux (?), au lieu de perdre de l'argent, comme il est d'usage, ce blanchiment en rapporte : un petit polar réalisé pour un million de roubles génère sans problème deux, voire trois fois son investissement.

On retrouve bien sûr M. Tagi-Zadé dans la production : il a notamment commandité une épopée, *Ivan le Terrible*, qu'il montrera, au Marché, pendant le Festival de Cannes – avec fantasia de ses fameux chevaux de course sur la Croisette ? Mais la distribution reste son objectif principal. Le morcellement des centres de décision en une poussière d'exploitants motive le déploiement de ses fastes, au bénéfice de directeurs de salles sibériennes, de projectionnistes tadjiks ou d'édiles arméniens : il s'agit de les faire adhérer un à un à son Askim.

Mais Tagi-Zadé dispose d'arguments encore plus convaincants que les petits fours du Kremlin et le village Pierre et Vacances où il logera ses invités à Cannes. Alors que la plupart des intermédiaires retiennent jusqu'à 50 % de la recette, lui ne prend que 10 %. Sa venue à Cannes risque donc bien d'être un pas de plus dans l'accomplissement d'un projet qu'il expose tout benoîtement : « Je me bats pour obtenir le monopole. Je vis avec cette idée : prendre toute l'Union soviétique. »

JEAN-MICHEL FRODON

Les cinémas d'Etat sont morts, mais les funérailles réjouies du « socialisme réel » n'ont duré qu'un printemps et la glasnost n'est plus qu'un souvenir. L'Est est en jachère, et les vents violents du libéralisme sauvage risquent de mettre à bas les derniers créateurs. Pourtant, entre nouveaux riches et vieux bureaucrates, quelques films soviétiques se fraient encore un chemin et, cette année, c'est la Pologne qui, parmi les pays de l'Est, s'affirme la plus riche d'images.

Deux Russes

C'ÉTAIT quelques mois après le shôdème congrès de l'Union des cinéastes de mai 1986, qui avait balayé la vieille direction brejnévienne. Domkino, la Maison des cinéastes à Moscou, ressemblait à la Sorbonne en mai 68 ; on discutait, on s'engueulait à chaque coin de couloir. Des étages descendaient les œuvres interdites depuis des années et le visiteur n'avait qu'à ouvrir une porte pour tomber sur une projection-résurrection. Pas que des chefs-d'œuvre, mais parfois... On laissait entendre qu'il y avait un film « encore mieux », réalisé pendant ses études de cinéma par un certain Roustam Khamdamov et intitulé *Mon cœur est dans les montagnes*, mais que, celui-là, personne ne savait où il était rangé.

Plus tard dans la soirée, quelqu'un affirmait qu'il existait une autre merveille signée Khamdamov, mais encore plus invisible, si possible. La censure en avait anéanti la copie avant même que le tournage soit achevé, seules quelques rares bobines avaient pu être sauvées. Et, comme les cinéastes russes adorent dire du mal les uns des autres (et de Nikita Mikhaïlov en particulier), on ajoutait que le réalisateur des *Yeux noirs* avait volé le scénario de ce film martyr pour en faire son *Esclave de l'amour* – excellent au demeurant.

Khamdamov réapparaît, il est au Festival de Cannes avec *Anna Karamazov*, son premier long métrage achevé. Il y a inclus les quelques séquences de son film massacré.

Une autre histoire ? Jeanne Moreau raconte comment, un jour, elle a su qu'un

Jeanne Moreau (à droite) dans *Anna Karamazov*

Russe inconnu savait tout d'elle sans jamais être sorti d'URSS, qu'il avait un scénario écrit pour elle et pour elle seule, qu'il l'attendait. Un fou sans doute. Mais Jeanne Moreau va jouer le *Récit de la servante Zerkine* à Moscou, son admirateur parvient à la voir. Elle dit oui. C'était Roustam Khamdamov, ce serait *Anna Karamazov*.

Projet impossible, et qui devient réel grâce à une coproduction entre le studio de Moscou et le vétéran Serge Silberman. Quand la dégénérescence soviétique menace de tout bloquer, la société française mise en place par UGC, Paris-Médias, entre en action pour mener le film à bon terme.

Entre-temps, il y a eu un tournage entre rêve et cauchemar (*le Monde* du 22 février

1990). Entre-temps, on a vu au Festival de Quimper *Mon cœur est dans les montagnes*, moyen métrage en noir et blanc, enchantement nostalgique et souriant. Aujourd'hui, le film, au titre farceur et littéraire inspiré d'une anecdote racontée par Nabokov. Demandant à un de ses étudiants américains : « Pourquoi voulez-vous apprendre le russe ? », il reçoit comme réponse : « Pour lire dans le texte, le plus vite possible, *Anna Karamazov* », contraction entre *Anna Karénine* et les *Frères Karamazov*. Le film : un vertige d'images expressionnistes accompagnant la quête initiatique d'une femme – Jeanne Moreau doublée en russe – revenue du passé. Après bien des épigones, Tarkovski a peut-être trouvé un successeur.

en solo

L'autre film soviétique de la compétition, *L'Assassin du tsar*, c'est le contraire, et c'est pareil. Le contraire puisque, à rebours des visions hallucinées de Khamdamov, son réalisateur Karen Chakhnazarov opte pour la simplicité du style, la discrétion de la mise en scène. Parti pris inattendu de la part d'un cinéaste découvert il y a deux ans à Cannes (à la Quinzaine des réalisateurs) avec la *Ville Zéro*, fantaisie baroque dont l'humour dévastateur évoquait Boris Vian.

Pareil puisqu'il s'agit à nouveau d'un face-à-face entre passé et présent, le film organisant sur un mode quasi documentaire le télescopage entre la réalité d'aujourd'hui – un asile psychiatrique – et le souvenir tabou du meurtre de Nicolas II, en 1918. Pareil encore puisqu'il s'agit à nouveau d'une coproduction avec l'Occident, interprétée par une vedette de l'Ouest, Malcolm McDowell (*If... Orange mécanique*).

L'euphorie des premiers temps de la glasnost n'a plus cours – trop de difficultés économiques, de lourdeurs bureaucratiques, d'hésitations esthétiques. Il n'y a pas de Nouvelle Vogue soviétique. Mais il y a des parcours singuliers, souvent labyrinthiques, qui comportent presque toujours un détour par l'Europe de l'Ouest. Après *Taxi Blues* et *Bouge pas, meurs, ressuscite*, révélés sur la Croisette l'an dernier, après le *Syndrôme asthénique*, de Kira Mouratova, sorti au mois d'avril, et en attendant Guerman, Soloviev ou les nouveaux venus des Républiques asiatiques, deux « aventuriers solitaires » ont atteint le bout du tunnel.

J.-M. F.

صلى الله عليه وسلم

AU FESTI

صكنا من الامل

CANNES 91

VARIATIONS POLONAISES

Patate, Tziganes et censure

LES voles du Seigneur, du pape et de Cannes sont impénétrables. Le président du jury (Roman Polanski) est polonais. En compétition, on verra le nouveau Krzysztof Kieslowski, la Double Vie de Véronique. Après le choc qu'a constitué en 1988 la projection au Festival d'un des épisodes de son Décalogue, Tu ne tueras point, le metteur en scène, qui assume avec un humour austère sa réputation de « pessimiste professionnel », offre une grande histoire d'amour et de mystère, où le hasard évidemment est encore une fois maître du jeu. Son premier film d'exilé tourné en partie à Clermont-Ferrand, en partie à Cracovie, parle de double, de correspondances entre les êtres, entre les pays, à la vie, à la mort. Il met en évidence la capacité de Kieslowski à séduire sans cesser d'émouvoir. Il révèle une jeune actrice française, Irène Jacob, entrevue brièvement dans Au revoir les enfants, de Louis Malle.

Outre la Double Vie de Véronique, le Festival présente trois films polonais dans ses sections parallèles : un record. Trois œuvres qui témoignent des préoccupations actuelles des cinéastes de Varsovie ou de Lodz, et de ce mélange détonnant de réalisme noir et de spiritualité qui a souvent marqué le cinéma polonais.

Deux premiers films illustrent cette double inspiration : dans la section Un certain regard, l'Enterrement d'une patate, de Jan Jakub Kolski (né en 1956, venu de la télévision et d'abord cameraman) conte l'histoire peu exemplaire d'un vieil artisan juif. Mateusz regagne son village natal en 1946, après plusieurs années passées dans les camps. Son retour cristallise les hantises et l'hostilité des voisins, qui se sentent coupables de la mort de son fils. Doué d'un talent évident, Kolski a traité ce curieux récit avec



Mateusz, survivant des camps de concentration, revient au village, qui espérait ne jamais le revoir : une évocation très personnelle, du problème, toujours actuel, de l'antisémitisme polonais.
Entre réalisme et lyrisme, entre terre fatiguée et ciel mystique, l'Enterrement d'une patate révèle le talent d'un metteur en scène.

des envolées poétiques qui touchent parfois au fantastique.

Dans les Diables, à la Semaine de la critique, la jeune réalisatrice Dorota Kedzierzawska (née en 1957) filme deux univers parallèles dans la Pologne des années 60 : des adolescents (catholiques) y côtoient les Tziganes (païens) d'un camp aménagé aux abords d'un village. Ils découvrent un monde ambivalent, où passent et repassent les silhouettes d'un curé et d'une vieille sorcière qui maudit tout le monde. Un style dépouillé trahit la formation documentaire d'une cinéaste plus sensible au pouvoir d'expression de l'image qu'à celle du récit – le film contient très peu de dialogues, dont la moitié en dialecte tzigane...

Plus axé sur le scénario, l'Evasion du cinéma Liberté (Un certain regard) marque le retour inespéré au cinéma du réalisateur de Cauchemars (1978), Wojciech Marzewski, après huit années de silence – son dernier film, les Frissons, remonte à 1981. Pas étonnant donc que ce cinéaste « engagé », jadis dénonciateur de l'enseignement nivellateur et de l'endoctrinement, saisisse à bras-le-corps le thème du censeur confronté à l'imaginaire débridé du cinéma : des spectateurs assistent à un film dont les acteurs se rebellent contre la médiocrité de l'histoire et s'adressent directement au censeur, qui finira par entrer dans le film projeté.

La référence au Woody Allen de la Rose pourpre du Caire va jusqu'au bout, au moment où le film et celui d'Allen se mélangent, au grand dam des censeurs présents dans la salle... Qui disait que le cinéma polonais allait mourir ?

M. T.

Cette année, ceux qui ne viennent que pour le festival, l'écouteront même sur la plage.

France inter

AU FESTIVAL DE CANNES DU 9 AU 20 MAI

CANNES 91

QUATRE PREMIERS FILMS POUR UNE CONSÉCRATION INTERNATIONALE

L'envol d'un continent

«**N**OUS devons faire des films pour que le cinéma africain existe un jour», disait le réalisateur mauritanien Med Hondo. L'apalissade ? Non : pour que se crée une culture et une industrie cinématographiques africaines, il faut une continuité, un flux régulier de films qui commencent à peine d'exister. La présence simultanée au Festival de Cannes de quatre films africains est, en soi, une excellente nouvelle.

Ta Dona du Malien Adama Drabo, Laada du Burkinabé Drissa Touré, Sango Mala du Camerounais Bassek Ba Kobbiou dans la section Un certain regard (sélection officielle non compétitive) et Laafi de Pierre Yaméogo, lui aussi originaire du Burkina-Faso, à la «Semaine de la critique», sont, qui plus est, des premiers longs métrages. Leurs thèmes et leurs styles reflètent fidèlement les enjeux du cinéma africain (1) et les obstacles qu'il affronte.

Ta Dona (Au feu) et Laada (la Loi coutumière) concernent les coutumes rurales confrontées à la modernité - sujet fétiche du cinéma africain. Tous deux défendent la reconnaissance du meilleur de la tradition tout en préchant pour sa fusion harmonieuse avec des apports contemporains et étrangers. Mais Adama Drabo et Drissa Touré s'en prennent avec virulence aux effets d'une occidentalisation mal assimilée et perverse, incarnée chez le premier par des politiciens corrompus, chez le second par deux adolescents transformés en voyous après un passage à la ville.

Plus radical, Sango Mala (le maître du canton) met dans le même sac les chefferies traditionnelles et les bureaucrates modernes, auxquels il oppose le «juste discours» d'un jeune instituteur installé dans un village de brousse. Alors que Laafi, le seul des quatre films à se dérouler entièrement en ville, dénonce le népotisme qui prive les plus brillants adolescents d'éducation supérieure au profit des fils de familles, et la «fuite des cerveaux».

Tous ces films sont plus ou moins directement autobiographiques. Et tous concernent la transmission des savoirs : alphabétisation tragiquement en retard, école répressive donnant une formation inadaptée, études supérieures confisquées par une caste, connaissances traditionnelles en train de disparaître sous le double effet du secret dont les entourent les anciens et du mépris où les tiennent les nouvelles élites.

Pas un réalisateur qui ne souligne que le cinéma existe aujourd'hui un outil privilégié de circulation de l'information. Et la fiction, le moyen de ne pas paraître faire la leçon à des populations «qui en ont assez des mots d'ordre venus d'en haut, donnés par des conseillers qui se gardent bien de les mettre en pratique», comme dit Drissa Touré.

Pour transmettre leur message, pour que leur film existe, chacun a vécu un «voyage initiatique» qui vaut bien les épreuves subies par leurs personnages sur la voie

de la connaissance. Seul Pierre Yaméogo avait suivi, à Paris, une école de cinéma. Les trois autres se sont formés sur le tas. Le cas de Drissa Touré est sans doute le plus symbolique : il travaillait comme chauffeur dans une mission religieuse au Burkina. Connaissant sa passion du cinéma, ses employeurs lui offraient quelques boîtes de pellicule avec laquelle il réalise un court métrage. Mais, sans diplôme, sans poste officiel, il comprend qu'il ne pourra jamais devenir réalisateur chez lui.

Touré débarque donc à Paris, où il ne connaît personne, et y entend parler d'Aria (lire l'encadré page ci-contre). Pendant deux ans, il y passe tout son temps en auditeur libre, s'initiant à toutes les techniques. Il gagne sa vie avec des «petits boulots» - il est d'ailleurs blessé sur un chantier. Son compatriote Gaston Kabore, cinéaste et président de la Fepaci (Fédération panafricaine des cinéastes) fait sa connaissance et lui met enfin le pied à l'étrier.

Différent, l'itinéraire des autres cinéastes n'est guère plus simple. Et la production de leur film ressemble à un Meccano branlant, où avec l'aide d'Aria et d'administrations françaises, une chaîne de télé anglaise, la CEE, une association catholique milanaise, un coproducteur suisse, une fondation hollandaise, le canton de Berne et même les magasins Tati y sont allés de leur quote-part sur l'un ou l'autre film. Parfois une simple rustine financière, sans laquelle toute l'entreprise aurait pris l'eau au dernier moment - ainsi Adama Drabo errant dans Paris avec ses bobines tournées, sans un centime pour la post-production.

Quatre films, quatre marathons, une folle débauche d'énergie des réalisateurs obligés de s'occuper de tout, d'introuvables dévouements de techniciens ou de partenaires financiers qui dessinent les réseaux de complicités. Avec, arrivé en renfort mais généralement tardivement, le soutien d'autorités nationales s'avisant qu'un film, même s'il l'égratigne au passage, peut accroître le renom de leur pays. Mais même Drabo, salarié au mois par le Centre national du cinéma malien, n'a pu en obtenir les premières mises de fond : «Si je n'avais pas trouvé les premiers partenaires, je serais toujours dans un bureau du CNPC en train de siroter mon thé.»

«On se donne autant de mal pour faire un mauvais film que pour un bon», disait François Truffaut. Les efforts déployés par leurs auteurs ne sont pas un gage de qualité et, de fait, aucun des quatre films présentés à Cannes ne rivaliserait avec Yeelen de Souleymane Cissé ou Yaaba et Tiliat d'Idrissa Ouedraogo, découverts ces dernières années également sur la Croisette - le paternalisme qui fait crier au chef-d'œuvre chaque fois qu'un film africain atteint nos écrans est bien le plus mauvais service à leur rendre.

Sango Mala s'inscrit en droite ligne dans le «cinéma des pancartes» qui est la version locale du film militant, et Laafi fait expliquer de vive voix par ses personnages ce que, par manque de moyens mais aussi d'invention proprement cinématographique, il ne peut montrer. De même les scènes de comédie caricaturant les fonctionnaires débilés et prévaricateurs de Ta Dona ou les adolescents corrompus par la grande ville de Laada sont des pantomimes sans finesse. A chaque fois, l'absence de comédiens professionnels tire les scènes vers la grimace et la convention. Balamoussa Keita (voir notre photo légendée ci-contre) est bien une exception.

Mais Ta Dona et Laada se déroulent essentiellement dans un cadre rural traditionnel : là où la justesse de paysans jouant sans effort leur propre rôle, la splendeur des costumes, la beauté des décors naturels, le sens de la

durée et des postures font de chaque scène une splendeur - du vrai, du grand cinéma. C'est l'un des paradoxes du cinéma africain que, mis en œuvre par des auteurs attachés à faire entendre la voix du progrès bien compris, il ne trouve son langage que dans le cadre de la tradition, entre mythes ancestraux et instruments aratoires.

Jugés avec réticence par un spectateur européen, ces films obtiennent un franc succès quand ils sont projetés dans leurs territoires d'origine. Cela devrait suffire : le cinéma indien, par exemple, prospère depuis des décennies selon ses propres critères sans se soucier de conquérir les publics occidentaux. Mais les films africains sont dramatiquement peu et mal montrés en Afrique. L'étroitesse des marchés nationaux, l'anarchie des réglementations, la multiplication des barrières politiques et linguistiques au sein du continent font que, aussi regrettable que cela soit, leur simple survie passe par une diffusion en Europe.

Economiquement, le cinéma africain a besoin de l'Europe. Esthétiquement, et peut-être même spirituellement, le cinéma européen, et les autres, ont besoin de l'Afrique. Une courte scène de comédie voilée sur le vif au coin d'une rue de Laafi, un enfant déambulant parmi les statues magiques de Laada, trois phrases de dialogue sentimental dans Sango Mala, la prière du village pour la pluie de Ta Dona : rien de cela n'aurait été filmé avant, chacun de ces instants est un cadeau inestimable, la richesse révélée d'une façon différente de faire du cinéma.

Pour que ces trésors viennent au jour, les artistes, moins isolés que naguère et les politiques enfin convaincus de l'intérêt - pas uniquement culturel - du cinéma, s'organisent peu à peu. Après le Burkina, petite république sahélienne parmi les plus pauvres du monde qui depuis la création du Fespaco (Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou) en 1969, tient un rôle de pointe, d'autres pays se décident lentement à soutenir leur production - et les récents changements au Mali alimentent les plus grands espoirs. De plus, les aides techniques et financières européennes, notamment françaises, s'organisent de mieux en mieux (2).

Il est aussi question de former des scénaristes : question à la fois cruciale et périlleuse. La vision des quatre films de Cannes montre à l'évidence des problèmes de scénario. «Dans un premier film, on voudrait tout mettre», reconnaît Bassek Ba Kobbiou. Et, comme son film, ceux de Drabo et de Touré s'épuisent à multiplier les récits et les points de vue, sans échapper à la confusion. Mais que des professeurs français s'en viennent enseigner la construction classique, et c'est toute l'originalité des films, leur meilleur atout, qui risque l'affaiblissement (3). A ce danger de nivellement, Pierre Yaméogo répond par un proverbe : «Le caméléon change de couleur mais son sang reste rouge.»

L'enrichissement par le métissage des savoirs est au cœur des quatre films sélectionnés à Cannes. C'est, aussi, le grand enjeu du cinéma africain.

J.-M. F.

Films africains en nombre sur les écrans, cinéastes africains en masse parmi les festivaliers : la longue marche du continent noir vers un droit de cité permanent au sein du cinéma mondial touche peut-être enfin au but. Malgré les gigantesques difficultés matérielles contre lesquelles la profession s'organise peu à peu, ces images, souvent nées du choc entre traditions ancestrales et apports modernes représentent un souffle d'air frais pour l'ensemble du cinéma mondial.



Dans Ta Dona, le chef des chasseurs à la prestance altière de Balamoussa Keita. Lorsque l'acteur est entré au Mali, après le Fespaco où le film a reçu plusieurs prix, on lui a fait fête au Palais de la culture de Bamako. Sous l'impulsion de Souleymane Cissé, on lui a même remis un trophée et un prix d'un montant de 500 000 francs CFA. Cet hommage récompensait la carrière exemplaire d'un acteur-né, désormais vedette à la radio et à la télévision maliennes, mais ayant appris son métier tout seul, sur le terrain, en animant des soirées de quartier. Cissé, dont Keita est l'interprète fétiche, raconte : «On imagine mal sa popularité. Au Mali, tout le monde le connaît, et il est célèbre jusqu'en Guinée ou en Côte-d'Ivoire. Il reçoit des scénarios de partout, du Burkina, du Sénégal, de toute l'Afrique de l'Ouest. Dès qu'un cinéaste a un projet, il a envie d'y associer Keita. L'argent n'a pas beaucoup d'importance pour lui. Il accepte ce qu'on lui offre. Il se considère comme «chargé de mission», chargé d'aider le cinéma africain à exister. Il se sacrifie comme ça. Balamoussa Keita est un homme à explorer, vraiment.»

Une lumière au fond du ciel

par Souleymane Cissé

Le cinéma africain doit chercher son inspiration dans le passé. C'est là qu'il prend sa source, c'est là qu'il trouvera le miroir de son futur. Ce passé, il faut qu'il l'apprenne à l'exploiter, sans misérabilisme surtout, mais sans complexer non plus. Nous voyons des cinématographies de pays développés, comme le Japon, qui n'ont jamais nié leur culture, pourquoi l'Afrique devrait-elle nier la sienne ? La pire conséquence des dominations d'ordres religieux et colonial que mon continent a connues est justement la négation de sa culture.

Après l'indépendance, pendant les trente dernières années, si nous n'avons pas avancé, c'est parce qu'on nous avait appris à nous nier. Cette démocratisation que nous demandons maintenant, elle ne peut émerger que si nous sentons à nouveau notre culture vivre en nous-mêmes, que nous redécouvrons ces richesses que personne, même pas les missionnaires, n'a pu nous enlever ! Et pour ce faire, je crois vraiment que le cinéma a un rôle primordial à jouer.

Je ne suis pas choqué qu'on salue la présence à Cannes de quatre films africains sans forcément ajou-

ter leur provenance : on fait bien des efforts, en ce moment, pour accréditer l'idée d'un cinéma européen, moins légitime que la réalité d'un fonds commun africain. Je l'ai bien senti en présentant Yeelen sur tout le continent : chacun se sentait, il me semble, concerné. Ce fonds commun, le cinéma a le devoir de le mettre au grand jour. C'est pour cela que cela ne me gêne pas que l'on parle de «cinéma africain», si toutefois on n'y ajoute pas la connotation péjorative, «cinéma sous-développé», «cinéma de pauvres».

Mon désir le plus cher est que nous nous battons avec les mêmes armes que les autres, c'est difficile, c'est vrai. Parce que nous n'avons pas de structures, pas de moyens techniques, pas de moyens financiers, mais cela n'est pas une excuse. Les quatre films présents à Cannes ont souffert, chacun à sa manière, de cet état de fait ; au moins ils existent. Du moment qu'on choisit ce métier, il faut se battre, jusqu'au bout, pour atteindre à l'égalité. Mais je souhaite de tout mon cœur à la génération montante de ne pas souffrir autant que moi j'ai souffert, pour mener à bien ses entreprises.

Quand un jeune cinéaste africain veut mettre un film en chantier, il n'a rien. Que sa foi. Une certitude aussi forte qu'une lumière au fond du ciel que l'on s'est juré d'atteindre.

صلى الله عليه وسلم

AU FESTIVAL

5512 من الاموال

CANNES 91

LE DÉVELOPPEMENT DE L'AIDE FRANÇAISE

Mobilisation générale

POUR le public, l'événement du dernier Festival de Ouagadougou fut l'attribution de l'Étalon de Yennenga, la récompense suprême, à *Tilaf*, d'Irissa Ouedraogo. Témoin la liesse populaire qui salua le réalisateur vedette du Burkina-Faso, en clôture d'une manifestation qui souffrit parfois de désorganisation mais jamais de morosité (1). Mais, pour les professionnels, l'événement fut la venue de Dominique Wallon, directeur général du CNC (Centre national du cinéma français), et la signature d'accords de coproduction. Signe d'un changement de régime dans les relations entre les cinématographies d'Afrique et l'administration française.

Jusqu'à présent, seul le ministère de la coopération gérait le soutien français, soit sous forme d'aides directes (6 à 8 millions de francs par an), soit dans le cadre, plus général, de la commission d'aide aux cinématographies en développement (budget en 1991 : 10 millions), commission financée majoritairement par le ministère des affaires étrangères et celui de la culture. Mais le Quai d'Orsay laisse traditionnellement les questions africaines à la coopération, et la Rue de Valois s'était jusqu'alors

trouvé d'autres chats à fouetter, ou d'autres causes à défendre.

Cette aide était d'ailleurs sujette à discussions : les fonds alloués devaient être obligatoirement dépensés en France, et les génériques s'ouvraient sur un beau « F » majuscule où les cinéastes voyaient comme la marque de l'ancien colonisateur. Le « F » honni va être supprimé, Jacques Pelletier, le ministre de la coopération, l'a promis à Ouaga. Et, surtout, l'entrée en action du CNC depuis le voyage de Dominique Wallon au Fespaco a permis de déplacer les relations France/Afrique du terrain officiel, où interféraient les considérations de politique générale à l'égard des différents régimes, au terrain professionnel. Effet immédiat : l'augmentation de l'aide allouée par le CNC (les autres ministères vont suivre), aide qui devient une subvention au lieu d'une avance, théoriquement remboursable. Et plus encore, la signature d'un accord de coproduction avec le Burkina-Faso, qui lui-même pourra servir de relais avec d'autres pays de la région : c'est la consécration du rôle pilote joué par le pays dans ce domaine.

Le prochain objectif est de faire accéder tous les films parlés dans les langues vernaculaires de la zone francophone aux mécanismes d'aide réservés aux films en français. « Mais il faut faire attention à ne pas injecter de l'argent artificiellement, sous peine de déclencher une inflation absurde », corrige aussitôt Dominique Wallon.

Le cinéma africain n'a pas seulement besoin d'argent. Il a besoin de formation, et une réunion avec Jack Gajos (responsable de la Fernis) et Irissa Ouedraogo a jeté les bases de stages de formation de techniciens et de producteurs. Il a besoin aussi d'une « mémoire », et un projet de cinémathèque, sans doute à Dakar, est à l'étude. Il a besoin enfin de contacts avec des professionnels d'autres origines - il est question que Pierre Richard produise le prochain Ouedraogo, Claude Berri participe au prochain Cissé, *Waati* (le Temps).

M. Wallon disparaît à moitié derrière ses dossiers « Afrique ». Depuis son retour, il inonde ses collaborateurs de notes, des contacts sont en cours avec le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire et le Niger pour étudier la mise au point de réglementations favorables aux cinématogra-

phies du continent. Et une commission mixte franco-africaine doit se pencher sur l'épineuse et cruciale question de la distribution, pour l'instant dominée par une société dont la Caisse des dépôts vient de devenir l'actionnaire majoritaire.

Une véritable mobilisation, donc, qui est d'abord la victoire de ceux des cinéastes africains qui depuis des années travaillent à instaurer un dialogue avec les organismes français. Au premier chef le réalisateur burkinabé de *Wend Kuuni*, Gaston Kabore, président de la Fepaci (Fédération panafricaine des cinéastes, qui regroupe les réalisateurs). Au Festival de Cannes, invité à l'initiative personnelle du directeur du CNC, Kaboré sera présent. Un petit pas de plus pour « sortir de l'isolement », comme il le souhaitait au Fespaco.

J.-M.F.

(1) On aura une idée de l'ambiance, et des talents révélés par le douzième Fespaco, avec le documentaire réalisé par Martine Joando et Manuel Boursinhac que diffuse Canal Plus le 8 mai avant le premier long métrage de Ouedraogo, *Yam Daabo* (le Choix).

La caverne aux miracles d'Atria

DE Ouagadougou, de Bamako ou de Yaoundé, le plus court chemin des écrans pour un cinéaste africain passe le plus souvent par un grand appartement vétuste du quartier de la République à Paris. Là se tient l'association Atria. Sous la houlette maternelle et énergique d'Andrée Davanture, une poignée de permanents accomplissent, dans le tourbillon des visiteurs, la pénombre des salles de montage et l'entassement des dossiers, une sorte de miracle à répétition : faciliter la production des films africains.

Comme d'autres techniciens français, Andrée Davanture, monteuse de profession, avait eu l'occasion à la fin des années 60 de travailler sur des films aidés par la section technique du cinéma du ministère de la coopération. Sollicitée à l'époque pour sélectionner des films d'Afrique en vue d'un festival, elle s'enfermait pour

visionner « en boucle » des œuvres de cette origine. Naisance d'une vocation.

En 1980, le ministère de la coopération, ne pouvant plus faire face à la demande croissante des cinéastes africains, ferme sa section technique. Plusieurs films en cours de fabrication ou en projet (dont *Finje*, le Vent, de Souleymane Cissé) s'arrêtent net. Refusant ce qui ressemble à une condamnation à mort d'un mode d'expression en plein essor, Andrée Davanture et quelques confrères français créent avec des cinéastes africains l'association Atria. La gauche, arrivée au pouvoir entre-temps, lui apporte son soutien avec quelques subventions, via le Fonds d'intervention culturelle. La bonne nouvelle se répand au Sénégal au Congo.

Les raisons d'être d'Atria? D'abord un rôle d'accueil pour des aspirants réalisateurs qui débarquent souvent à

Paris sans un sou, sans un contact, sans une idée de la manière dont se finance un film. L'association sert de consultant, orientant les demandes, aidant à remplir les dossiers, élaborant les devis, mettant les cinéastes en rapport avec administrations, financiers et techniciens. Et assure encore des stages de formation, sert de relais pour les festivals du monde entier, et a mis sur pied un fonds de documentation. Elle se porte également garant pour la location à des prix préférentiels de matériels auprès de fournisseurs (ainsi la caméra Aston, avec laquelle a été réalisé *Laada*).

Pour ses multiples activités, l'association touchait en tout et pour tout 300 000 francs de subventions en 1990, une aumône. Mais elle s'est doublée d'une coopérative, Atriascop, qui intervient comme prestataire de services, payants, quoique bien meilleur marché que les tarifs cou-

rants. Atriascop a ainsi assuré la production exécutive de trois des quatre films de Cannes. La noria des professionnels venus d'Afrique, mais aussi du Maghreb ou d'Asie, qui transforme les locaux devenus exigus en ruche cosmopolite, assurent (tout juste) l'équilibre de ses comptes.

« La coopérative entre en action dès qu'il y a un budget », explique Andrée Davanture. Mais c'est l'association qui est garante du projet d'ensemble. Elle reste indispensable tant que l'Afrique ne peut assumer ce travail et que les producteurs privés reculent devant les risques. N'est-elle pas quelquefois lassée de ce labeur obscur et peu rémunérateur? « Nous vivons ici une expérience extraordinaire, chaque jour différente, où on apprend sans cesse, où on découvre film après film un regard neuf sur le monde, une façon nouvelle de faire du cinéma. »

J.-M.F.

**Cette année,
ceux qui ne viennent
que pour la plage,
n'échapperont pas
au festival.**

France inter

AU FESTIVAL DE CANNES DU 9 AU 20 MAI

CANNES 91

« LA LISTE NOIRE », D'IRWIN WINKLER :

De Niro prend parti

D'UNE exemplaire ponctualité, Robert De Niro entre en coup de vent dans la suite d'un palace californien, le cheveu long en bataille, l'air épuisé. Depuis *la Liste noire*, première réalisation du producteur Irwin Winkler il y a un an, il a tourné trois films. *Backdraft*, de Ron Howard, *Cape Fear*, de Martin Scorsese, et *Mistress*, de Barry Primus, dont il est producteur exécutif et où il s'est tenu, dit-il, « à une prestation de guest-star ». Il consacre son dernier jour de repos sur le tournage de *Mistress* aux comédiens venus auditionner pour *Mad Dog and Glory*, le prochain film de John McNaughton, réalisateur de *Henry : Portrait of a Serial Killer*.

« Étiez-vous familier de l'époque dont traite *la Liste noire* ? »

« J'avais entre huit et dix ans pendant le macarthysme. Personne dans mon entourage n'en a été directement affecté. Mais l'époque m'intéressait : si beaucoup de professions ont été touchées, la nôtre l'a été plus que toute autre. Le marché était clair : vous donnez des renseignements et vous pouvez continuer à travailler. Des renseignements, c'est-à-dire le nom des gens qui vous sont proches. Si vous les donnez, vous travaillerez, mais avec des gens qui vous méprisent, pour qui vous êtes désormais un indicateur, un rat, un salaud. »

« Avez-vous d'emblée accepté le scénario de Winkler ? »

« Il m'a plu dès la première lecture. Il ne contient pas de grandes envolées diaboliques, mais raconte une histoire très simple et très directe, qui permet de montrer comment la vie quotidienne se détruit. Moment par moment, détail après détail. Le téléphone qui ne sonne plus. Quelqu'un qui ne vous regarde plus tout à fait de la même manière... »

« Vous attendiez-vous à ce qu'Irwin Winkler devienne metteur en scène ? »

« Je connais Irwin depuis de nombreuses années mais ça faisait longtemps que je n'avais pas travaillé avec lui en tant que producteur. Sur *les Affranchis*, il n'était presque pas là. Il a du bon sens, écoute les gens autour de lui, il a travaillé avec beaucoup de cinéastes de qualité et ça a sûrement un peu déteint... »

« Il ne s'en cache pas. »

« Ce que je trouve très sympathique. S'il emprunte un plan à quelqu'un, il annonce la couleur. »

« Il y a des divergences de vues entre Irwin Winkler et Abraham Polonsky... »

« Je n'ai pas lu le scénario de Polonsky. Je sais que le projet initial avait pour héros un homme inscrit sur liste noire qui s'expatrie à Paris. Instinctivement, j'ai le sentiment qu'il fallait au contraire montrer comment la situation a été vécue à Los Angeles. L'exil à Paris ou en Europe - option choi-



Robert De Niro

se par le personnage que joue Martin Scorsese dans le film, - c'est une autre histoire, un autre scénario, un autre film. La suite de celui-ci.

« La position de Polonsky est intéressante puisqu'elle correspond à sa propre expérience. Mais le débat est ailleurs. On peut effectivement souhaiter que David Merrill, le réalisateur dont je joue le rôle, ait été plus politisé. Ce n'est pas un innocent. En faire un non-activiste prouve qu'il suffisait de très peu pour être mis en cause. Winkler a son propre point de vue : il n'est pas communiste, ne l'a jamais été, il n'a aucun engagement politique. Il a donc inventé un personnage aussi proche que possible de ce qu'il connaît et comprend. Même si finalement il a un peu adouci ce personnage. »

« Adouci ? »

« Au départ, Merrill avait été vaguement communiste puis avait quitté le parti. Ou alors il avait flirté avec le radicalisme... Si je me souviens bien, c'est juste avant de tourner les scènes du procès

qu'Irwin a voulu que Merrill ait simplement assisté à quelques réunions, dont il s'était fait exclure parce qu'il n'arrêtrait pas de discuter. »

« Ce virage ne bouleversait pas votre travail ? »

« Pas de manière déterminante. Pour moi, ça ne faisait pas grande différence. »

« Physiquement, vos modèles semblent avoir été l'acteur John Garfield et le metteur en scène John Huston. »

« Effectivement, nous avons beaucoup étudié leurs photos. Celles d'autres metteurs en scène de l'époque également. Ils étaient toujours habillés d'une manière un peu... guindée. »

« Les cheveux bouclés, c'est un choix personnel ? »

« Ça me paraissait juste par rapport à l'époque. »

« Compte tenu des stéréotypes d'Hollywood, ça peut laisser penser que Merrill est juif. »

« Si on pense à Garfield, si on pense à Elia Kazan, c'était le look de l'époque : l'intellectuel juif, l'intellectuel, qu'il soit juif ou non d'ailleurs... Merrill n'est pas forcément un intellectuel mais... Je ne sais que vous dire d'autre : le choix me paraissait juste. Je me serais fait la tête que j'avais dans *les Affranchis*, ça n'aurait pas collé... (Un temps.) Quoi que... (Il rit.) En fait, physiquement, je suis dans le film assez proche de ce que je suis dans la vie. »

« Vous suivez de très près le choix de vos partenaires et tenez à donner vous-même la réplique pendant les auditions. »

« J'ai toujours fait ça. J'aime ce processus. Il me familiarise avec le scénario et le personnage. Je prends des notes, je tente des trucs, c'est une sorte de répétition. Le but est de trouver celui qui entrera avec le plus de justesse dans la tapisserie que constitue le film. Il arrive parfois que l'on doive renoncer à un acteur excellent et en préférer un moyen mais qui se fonde mieux dans l'ensemble... Finalement, c'est le choix du metteur en scène, c'est son problème. »

« Mais passer une audition est pénible ; on est sous pression, on doit se vendre en quatre minutes, on ne joue pas la scène comme on la jouerait si on avait le rôle. On en ressort frustré de n'avoir pas donné autant qu'on aurait voulu ou qu'on aurait pu... »

« Dans *le Dernier Nabab* d'Elia Kazan, vous incarniez un patron de studio, et ici un réalisateur donc un employé... »

« Et j'ai un autre projet de film sur Hollywood, avec Scorsese. Je crois que là aussi je jouerai le metteur en scène. Ou bien l'acteur ? A moins que je sois le scénariste... Ou peut-être le producteur... ? »

Propos recueillis par HENRI BEHAR

SPIKE LEE, BILL DUKE ET JOHN SINGLETON PRÉSENTÉS

Série black en trois

« JUNGLE FEVER »

« *Jungle Fever* est beaucoup plus ambitieux que *Do the Right Thing*. Dix jours à peine avant l'ouverture du Festival de Cannes, Spike Lee, dans un auditorium new-yorkais, effectue d'ultimes retouches (une chanson de Stevie Wonder) au mixage de son dernier film, présenté en compétition. « *Do the Right Thing* parlait des races, *Jungle Fever* parle des races, des classes sociales et du sexe. »

Wesley Snipes, qui interprétait le rival triomphant de Denzel Washington dans *Mo' Better Blues*, le précédent film de Lee, incarne un jeune architecte new-yorkais habitant Striver's Row, quartier où réside la haute bourgeoisie noire. Travaillant dans un cabinet d'architectes blancs, il envisage de voir son ascension professionnelle bridée par un racisme camouflé, ce qui ne l'empêchera pas de devenir l'ami d'un secrétaire intermédiaire, une Italo-Américaine (Annabella Sciorra).

Spike Lee met deux mythes en présence : « Celui qui fait de la femme blanche le summum de la beauté et celui qui fait du Noir un superman sexuel. » (Ce qui n'empêche pas Lee d'ouvrir son film sur une scène érotique.) « *Les liaisons interraciales existent depuis que les Afro-Américains ont été arrachés à la Patrie Mère et exportés en Amérique* », rappelle le réalisateur. Si, jadis, la haute société voyait d'un mauvais œil une Blanche séduisant un Mandingue, il était courant, comme le rappelle dans le film le prêcheur incarné par Ossie Davis, que le maître engrosse ses esclaves noirs. « *Le sexe entre races est aussi américain que l'apple pie* », commente Spike Lee.

« *Jungle Fever* raconte un moment de la vie du personnage principal, Flipper. Ce n'est pas une condamna-

tion de principe des liaisons interraciales. Il existe des couples qui s'aiment quelles que soient leurs races ou leurs classes sociales, et c'est parfait. Je dis simplement que le ciment de ce couple-ci n'est pas l'amour mais les mythes sexuels dont je parlais. Ce n'est pas non plus un film sur la drogue, même si elle provoque des ravages inouïs dans la communauté noire (une séquence déchirante se déroule dans une crack-house grande comme la gare d'Orsay). »

Leur liaison force les deux amants à se confronter à leurs propres préjugés, sexuels et raciaux, et à leurs familles, à leurs amis, à leurs quartiers. Spike Lee juxtapose les deux communautés les plus opposées de l'agglomération new-yorkaise, Harlem et Bensonhurst, sur le mode du contrepoint musical : la scène où Wesley Snipes avoue au personnage que joue Spike Lee sa liaison avec une Blanche précède celle où Annabella Sciorra révèle à ses copines qu'elle a un amant noir. A un dîner italo-américain fait écho, de Harlem, un dialogue de femmes entre elles parlant de leurs hommes.

Dans les deux cas, Spike Lee, l'oreille suraiguë, rend les sauts (improvisations musicales à base d'onomatopées) avec une justesse stupéfiante. Le crédit, selon lui, en revient aux acteurs : « *Quand j'ai des comédiens capables de le faire, je pousse toujours à l'improvisation, à la figure libre. Ils sortent parfois des rythmes et des sonorités inattendues. Souvent je continue de faire tourner la caméra, même quand la scène écrite est terminée.* »

Début septembre, retrouvant l'acteur Denzel Washington, Spike Lee entreprendra enfin *Malcolm X*, sur un scénario de James Baldwin et Arnold Perli qu'il est en train de réécrire. Le tournage se déroulera à Harlem,

New-York, Boston, Detroit - et en Afrique « pour les scènes où Malcolm fait son pèlerinage à La Mecque ». »

Il y a trois semaines à peine, à la faveur des repérages, Spike Lee a découvert le continent qu'il appelle la Patrie Mère. « *La plus belle expérience de ma vie. J'exhorte tous les Noirs américains à y aller au moins une fois.* »

« RAGE IN HARLEM »

Crâne rasé, mesurant près de deux mètres, pesant plus de cent kilos, l'acteur Bill Duke impressionne. Qu'il ait affronté Arnold Schwarzenegger à deux reprises (*Predator*, *Commando*) ou Mel Gibson (*Comme un oiseau sur la branche*) ne facilite pas l'approche. Ses emplois de « terreur » font oublier qu'il a réalisé des feuilletons télé par dizaines (de *Miami Vice* à *Full Street Blues*), la version intégrale d'*Un raisin au soleil* et, toujours pour la télévision, un étonnant *The Killing Floor* sur la révolte, en 1919, des ouvriers dans les abattoirs de Chicago. Entouré de Danny Glover (1,93 m) et de Forest Whitaker (1,91 m), Bill Duke s'apprête à débarquer sur la Croisette où *Rage in Harlem* est en compétition.

Entre Cain et Abel et *Porgy and Bess*, *Rage in Harlem* est l'histoire de deux frères. L'un, Jackson (Forest Whitaker), est timide, religieux, bien élevé. L'autre, Goldy (à cause de sa dent en or), est un escroc démodé (Gregory Hines). Autour d'eux, entre le Musulman et Big Kathy le travesti (Zakes Mokae), la faune et la flore du Harlem de jadis.

Les aficionados auront reconnu le roman de Chester Himes publié en France sous le titre *la Reine des pommes* dans la Série Noire. « *Certaines notations, admissibles - si j'ose dire - à l'époque, seraient offen-*

santes pour la sensibilité de 1991, dit Bill Duke. Il fallait être sélectif. Innocent dans le roman - c'est lui, la « Reine des pommes » - Jackson passerait aujourd'hui pour un abruti total. C'est son innocence instinctive qu'il fallait retrouver... Au-delà de la violence et du sexe, un des thèmes du film rend justice à un cliché qui semble éculé : la foi. Jackson croit aux valeurs traditionnelles de la morale. Et, d'une certaine manière, le film dit que la rigueur morale, la foi en Dieu, la foi en quelque chose, ce n'est pas ridicule. »

Deux films ont été - péniblement - tirés de livres de Chester Himes, dans les années 70 : *le Casse de l'oncle Tom*, et *Come back, Charleston Blues* (d'après *Be Calm*). « *Adapté d'Himes est un défi presque insurmontable*, raconte Bill Duke. Il est incomparable dans le détail qui définit un personnage. Son écriture est compacte à l'extrême et joue toujours du double ton : vous êtes au bord de l'éclat de rire, il vous fiche un coup de poing dans le ventre, l'émotion menace de vous étreindre, il vous offre une échappée d'humour. Le tout en un paragraphe, non, en une phrase ! »

Il y a quelque chose de profondément « black » dans l'écriture de Himes, poursuit Duke : l'ironie du désespoir. « *Je relisais récemment sa biographie, Life of Absurdity. Voici un des plus grands romanciers de la littérature américaine, mais on le rapproche toujours de James Baldwin. Pourquoi, demandait-il, ne me compare-t-on jamais aux romanciers blancs, à Hemingway, ou James Joyce, ou Scott Fitzgerald, ou Chandler, ou Hammett ?* »

Aujourd'hui encore, Himes est méconnu du grand public américain « alors que les Français le vénèrent ! Mais vous avez toujours tenu cette littérature pour un art

صلى الله عليه وسلم

سنة الامل

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Tous les films nouveaux

Akira
de Katsuhiro Otomo.
Japonais (2 h 04).
Adapté des mangas, ces bandes dessinées japonaises ultra-violentes - et ultra-populaires - les aventures de bandes de jeunes gens dans une mégapole du troisième millénaire où le high-tech se mêle au médiéval.
VO : Cité Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 8 (45-62-20-40).
Class Action
de Michael Apted.
avec Gene Hackman, Mary Elizabeth Mastrantonio, Colin Firth, Joanna Merlin, Larry Fishburne.
Américain (1 h 50).
Variation épidémique sur le genre éprouvé, à Hollywood, du film judiciaire : un père et sa fille, tous deux avocats, s'affrontent dans le prétoire. Il croit aux droits de l'homme et à la défense des individus, elle incarne les rémunératrices valeurs « réalistes » de l'Amérique actuelle.
VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautes-Seines, 8 (45-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Pathé City, 18 (45-22-46-01).

La Fièvre d'aimer
de Luis Mandoki.
avec Susan Sarandon, James Spader, Jason Alexander, Kathy Bates, Ellen Barkin, Steven Hill.
Américain (1 h 45).
Ou comment le coup de foudre pour une serveuse de fast-food plus âgée que lui sortira un jeune homme abîmé dans la débauche morale depuis la mort de sa femme. Avec Susan Sarandon, toujours parfaite, Kathy Bates osée pour son rôle de diabolique dans *Misery* et James Spader la révélation de *Sex, mensonges et vidéo*.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautes-Seines, handicapés, 8 (45-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-52-82).
VF : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-04) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-86).
L'Homme Imaginé
de Patricia Bardon.
avec Jacques Spiesser, Marie Carré, Hélène Bacard, Paul Buisson, Yann Dede, Bénédictine Houpfain.
Français (1 h 25).
Dans la vie d'une jeune femme passe un homme, attachant, silencieux. Il l'aime, et disparaît. Patricia Bardon regarde et écoute les mille instants, les petites fibres de cette tranche de vie découpée selon les pointillés de la sensibilité.
VO : Les Trois-Lumières, 6 (48-33-97-77).

House Party
de Reginald Hudon.
avec les Kiki's, les Full Force, Robin Harris, Christopher Reid, Christopher Martin, Tisha Campbell.
Américain (1 h 40).
La folle nuit d'une bande d'adolescents qui profite de l'absence de leurs parents pour organiser une fête qui se

transformera en tumultueuses aventures, au rythme du rap.
VO : Cité Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38).
VF : Paramount Opéra, handicapés, 5 (47-42-56-31).

Pannuro
de Michele Placido.
avec Anthony Quinn, Pamela Villanueva, Gerardo Soledad, Jacqueline Williams, Franco Interlandini.
Italien (1 h 40).
La quête à travers l'Italie d'un jeune Africain à la recherche de son frère ouvrier agricole lui vaudra de découvrir un monde inconnu et loin d'être toujours accueillant.

VO : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Utopia, 5 (43-26-84-65) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

La Reine blanche
de Jean-Loup Hubert.
avec Catherine Deneuve, Richard Bohringer, Bernard Giraudeau, Jean Carmet.
Français (1 h 50).
Ils étaient deux copains d'enfance, chacun a réalisé la moitié de leur rêve : l'un a couru le monde, l'autre a épousé la belle Liliane (Catherine Deneuve). Le réalisateur du *Grand Chemin* et d'*Après la guerre* organise la rencontre des deux hommes, vingt ans après.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Res, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Hautes-Seines, 8 (45-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-08-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-10-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; U.G.C. Maillot, 17 (40-88-00-18) ; Pathé City, 18 (45-22-46-01).

Le Voyage du capitaine Fracasse
d'Enrico Scola.
avec Vincent Perez, Emmanuelle Béart, Massimo Troisi, Ornella Muti.
Franco-italien (2 h 15).
La vision à la fois fidèle et très personnelle d'Enrico Scola sur le roman de Théophile Gautier fait des aventures picaresques d'une troupe de saltimban-

ques emmenés par un jeune noble en chant d'amour au théâtre.
Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-21-59-53) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

Sélection Paris

An Angel at my Table
de Jane Campion.
avec Kerry Fox, Alexis Kooch, Karen Ferguson, Iris Churn, K.J. Wilson, Melina Bacelar.
Néo-zélandais (2 h 38).
Parallèle complicité entre une cinéaste et la femme écrivain dont elle a fait son sujet, ce n'est plus du talent, c'est de la magie : Jane Campion raconte Janet Frame, et c'est la vie qui est là, c'est simple comme bonjour et tragique comme un adieu, c'est du cinéma à hauteur du regard, de l'intelligence et du cœur.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-21-59-53) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-25-53-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; U.G.C. Normandie, 8 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).
VF : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Comme un torrent furieux, Miramar.

Aux yeux du monde
d'Eric Rochant.
avec Yvan Attal, Kristin Scott-Thomas, Marc Berman, Charlotte Gainsbourg.
Français (1 h 38).
Bruno va leur faire voir... faire voir à Juliette combien il l'aime, faire voir au chauffeur du bus scolaire qu'il a détourné qu'il est capable de prendre en main son destin et celui de ses otages, faire voir aux yeux du monde qu'il existe. Rochant en tout cas fait voir qu'il est un cinéaste de race, capable de tenir un suspense sans autre recours que la justesse du regard et la sincérité de l'émotion.

U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-35-30-40).
Eating
de Henry Jaglom.
avec Nelly Alder, Frances Gergen, Mary Crosby, Mariana Giovi, Marina Gregory, Daphne Kastner.
Américain (1 h 50).
A l'occasion d'une grande fête dans une villa californienne, Jaglom provoque les confidences de la quarantaine de femmes invitées, à propos de leur rapport malade à la nourriture. Et réussit à passionner et à faire rire autour de leurs angoisses et de leurs phobies, sans indécence aucune.

VO : 14 Juillet Odéon, 6 (43-21-59-53).
Merci la vie
de Bertrand Blier.
avec Charlotte Gainsbourg, Amos Glinberg, Gérard Depardieu, Michel Blanc, Jean Carmet, Catherine Jacob.
Français (1 h 57).
Une histoire d'amour à tombeau ouvert ? Ou peut-être deux Alice en miroir au-delà de l'histoire, la grande parce qu'elle tue beaucoup de monde à la fois dans ses guerres, et les petites histoires, de famille, de sexe, de rapacité et d'écœur - qui font aussi du désert. C'est le mariage joyeux et funèbre de maître Blier, entrez entrez !

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-52-82) ; U.G.C. Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

Le Silence des agneaux
de Jonathan Demme.
avec Jodie Foster, Anthony Hopkins, Scott Glenn.
Américain (1 h 58).
Le plus difficile au cinéma n'est pas de faire peur aux spectateurs. Mais de déclencher une angoisse plus sourde et plus tenace que les simples effets de l'hémoglobine et du « boum ! » par surprise dans le noir. Et surtout que les dits spectateurs ne soient ni honteux ni furieux d'avoir eu peur mais reconnaissent à la sortie le brio de la manipulation : pari gagné sur toute la ligne par Jonathan Demme, qui parvient même à faire aimer son « méchant », pourtant un des pires jamais filmés.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-21-59-53) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-25-53-83) ; U.G.C. Normandie, 8 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).
VF : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Comme un torrent furieux, Miramar.

Souvenirs de la maison jaune
de Joan César Monteiro.
avec Joan César Monteiro, Sabina Saechi, Manuela de Freitas, Teresa Catedo, Luis Miguel Cintra.
Portugais (2 h).
Monteiro est un cinéaste fou qui filme un comédien fou qui est Monteiro : de la cave au grenier de sa maison jaune, du plus loufoque au plus noir de ses souvenirs, l'irracontable voyage immobile d'un expert en mélancolie qui n'oublie pas d'en rire.

VO : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).
Le Syndrome asthénique
de Kim Murnova.
avec Olga Antonova, Sergueï Popov, Soviétique, noir et blanc et couleurs (2 h 30).
Comme un torrent furieux, Miramar.

LIVRES DE CINÉMA

La lumière et la coupure

De l'Aurore de Murnau à *Boy meets girl* de Carax, Fabrice Revalet d'Allornnes analyse dans la *Lumière au cinéma* l'éclairage des films, à la fois comme procédé de style et comme trace de l'univers des metteurs en scène.

Aussitôt quittée la rue pour le studio (symboliquement : aussitôt passé de Lumière à Méliès), la lumière n'a plus été donnée au cinéma, mais construite, fabriquée. Même quand l'appareillage manquait, des systèmes de rideaux découpaient les véritables des premiers plateaux de tournage. Et presque aussitôt, la lumière a été utilisée non comme simple force mécanique indispensable pour impressionner la pellicule, mais comme élément signifiant. Revalet d'Allornnes passe donc en revue les multiples manières dont les éclairages furent travaillés, depuis les contrastes radicaux de l'expressionnisme, mais aussi de Welles ou du film noir, jusqu'aux « aquarelles » de gris du réalisme poétique français.

A ces multiples formes du classicisme, le livre oppose les films « modernes » - qui ne sont pas forcément les plus récents, toute l'esthétique issue de la publicité et du clip prolongeant le chemin des lumières très construites, parfois jusqu'au baroque. Mais depuis le néo-réalisme italien et Robert Bresson jusqu'aux héritiers de la nouvelle vague, un cinéma qui se donne les apparences du naturel, du sur-le-vif ne se prive évidemment pas des vertus éloquentes ou significatives de la lumière : il les utilise selon d'autres clés, en cherchant d'autres effets,

insidieux ou spectaculaires, sur les spectateurs.

Avec une grande acuité, et s'appuyant sur des recherches très fouillées à propos de nombreux films (*l'Atlantide*, *Qui des Brumes*, *Citizen Kane*, *Pickpocket*, *Personnages...*), la *Lumière au cinéma* ouvre de multiples pistes de compréhension du langage cinématographique, malgré son goût prononcé pour le jargon sémiologique abstrait. L'ouvrage se clôt sur les relations entre metteurs en scène et chefs-opérateurs, en soulignant la réalité, et les limites, des apports de « l'homme de la lumière » vis-à-vis de « l'auteur ».

Dans un autre ouvrage de la même collection « Essais » publiée par les Cahiers du cinéma, le *Montage au cinéma*, Dominique Villain étudie avec la même méticulosité un autre aspect essentiel de la création des films.

Il y a plusieurs plans dans *l'Arrivée d'un train en gare de La Ciotat*, et ils sont collés ensemble. Technique, c'est déjà du montage. Mais esthétiquement, c'est bien David Griffith l'inventeur du montage comme langue particulière des films. On pourrait écrire l'histoire du cinéma en opposant ceux qui privilégient la continuité et ceux pour qui l'essentiel est le rythme et les rapprochements réalisés sur la moviola. Dominique Villain ne se contente pas d'une opposition aussi simpliste, mais, sous les auspices d'Eisenstein, de Welles et de Godard, et avec la contribution de nombreux praticiens, s'attache à élucider les diverses formes d'expression à l'œuvre dans

déchaîne ses catanactes d'images pour saisir dans toute sa folie, sa beauté et sa misère un quotidien que ses personnages ne savent plus affronter autrement que par un sommeil interprétable, ou une rage radicale.

VO : Pathéon, handicapés, 5 (43-54-15-04).

Séance spéciale

Un cœur pur à l'Opéra Garnier

Il ne s'agit d'aucun administrateur passé, présent ou à venir, mais bien de *Pakeezah*, somptueux mélo indien chanté, dansé, coloré comme un rêve. Dans les palais et les alcôves, le tragique destin des courtisanes et le triomphe de l'amour sur les conventions religieuses et sociales font, filmés par Kamal Amrohi et interprétés par la divine Meena Kumari, un délice qui sait aussi être spectaculaire. Quel meilleur écran que le Palais Garnier, où la Cinémathèque de la danse organise ses projections (uniques) du dimanche soir ?

Pakeezah cœur pur, le 12 mai à 19 h 30 à l'Opéra Garnier. Entrée : 60 francs.

Festivals

Paris en quartiers

Des mille manières d'utiliser le fonds de la Vidéotheque de Paris, la plus utilisée est d'aller rechercher les images, anciennes ou récentes, de son quartier. Au lieu de visite sauvage, c'est une visite guidée qui est cette fois proposée avec chaque jour une sélection de documents consacrés à un arrondissement différent. Quelques cinéastes documentaristes au total, réalisés pour le cinéma ou la télévision, depuis le début du siècle jusqu'à la construction du charmant Opéra-Bastille. Vingt balades, chaque fois en compagnie d'un « témoin » connaisseur du quartier, qu'il y ait été bistrotier ou journaliste, qu'il y ait été luthier, éducateur ou gagnier d'art. Mais qu'est-ce donc qu'une gagnière d'art ? Il va falloir aller se faire expliquer ça sur place.

Du 8 mai au 9 juillet à la Vidéotheque de Paris. Tél. : 40-28-34-30.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Prodons.

Box-office Paris

Quand on ne va plus à la manif, on va au cinéma. Le 1^{er} mai aura été jour fâste pour les salles parisiennes, avec 175 000 spectateurs. Tempo rock pour la majorité, avec un bon démarrage des *Doors*, qui frôle les 100 000 entrées grâce à la « semaine de huit jours » : le film était sorti dès le mardi. Même astuce pour son suivant parmi les nouveautés, *Predator 2*, mais avec un moindre succès à 55 000 amateurs d'émotions fortes.

Mais le grand champion demeure *Dans avec les loups*, qui a profité de cette période pour franchir le seuil convoité du million d'entrées à Paris. Et la sarabande de Kevin Costner ne s'essouffie pas, puisqu'il attire encore près de

65 000 spectateurs en onzième semaine. Ce qui le classe en troisième position cette semaine, derrière la saga de Jim Morrison et l'autre réussite de la saison, le *Silence des agneaux*, encore à près de 80 000 en quatrième semaine.

Face à cette irrésistible domination américaine, on ne trouve guère que *Délicatessen* comme vaillant outsider : ses 135 000 entrées en trois semaines (avec une fréquentation en hausse) font un score modeste, mais tout de même une bonne surprise. Tandis que *Pour Sacha* s'achemine cahinca vers les 200 000 en quatre semaines, place maintenant aux fêtes cannois, et à l'arrivée sur les écrans des premiers titres vedettes de la Croisette.

50

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

Le Monde • Jeudi 9 mai 1991 • III

ATRE

ciacies
neaux

Tiâtre coté

Paris

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

La Réunion de la

Clara
Je ne me souviens
plus de rien

d'Arthur Miller,
mise en scène
de Marcel Cuvelier,
avec Marcel Cuvelier, Marie Cuvelier,
François Dyrck et Thérèse Quentin.

Une femme, un homme, deux soli-
tudes, l'alcool. L'émotion d'un talent
mûr.

Tourtour, 20, rue Quincampoix, 4. Du
mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 46-87-
82-48. De 60 F à 90 F.

Coups de foudre

de Michel Dautsch,
mise en scène
de Jean-Louis Houdart,
avec Paul Allo, Louis Art, Martine Ber-
trand, Véronique Bézureau, Jean-Pierre
Bodin, Arlette Chosson.

Notre monde entraîné dans l'ouragan
d'un humour féroce. Les utopies sont
toujours vivantes.

Théâtre, 41, av. des Gréalliers, 92000
Gennevilliers. Du mardi au samedi à
20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures.
Tél. : 47-43-26-30. De 60 F à 110 F.

La Fausse Suivante
ou le Fourbe puni

de Molière,
mise en scène
de Jacques Lassalle,
avec Geneviève Casile, Alain Pralon,
Gérard Giroudon, Richard Fontana, Muriel
Mayette et Jean-François Rémi.

Pour sa première mise en scène en tant
qu'administrateur, Jacques Lassalle a
choisi la pièce la plus cynique de Molière,
l'une des plus fortes en tout cas
et dont les comédiens font entendre les
moindres subtilités.

Comédie-Française, place du Théâtre-
Français, 1^{er}. Les jeudi et samedi à
20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à
185 F.

Les Mémoires d'un fou

de Gustave Flaubert,
mise en scène
de Philippe Noël,
avec Jean-Daniel Barbin.

Un comédien magnifique fait revivre
un Flaubert qui n'était pas encore
Emma Bovary, mais qui était déjà
amoureux et avait déjà du talent.

Montparnasse (Petit), 31, rue de la Galté,
14. Du mardi au samedi à 21 heures, le
samedi à 18 heures. Tél. : 43-22-77-74.
70 F et 120 F.

La Nuit de l'iguane

de Tennessee Williams,
mise en scène
de Régis Jauchet,
avec Éléonore Dautun, Catherine Sal-
vati, Catherine Ferran, Catherine Sauval,
Claude Locht, Pierre Vial, Jean-Baptiste
Malarete, Sacha Andros, Alessio Caruso,
Gilles Caspary, Yann Durr, Christine
Sandra, Peter Serrier et Jürgen Zwargel.

Un prêtre défoncé converti en guide
touristique au Mexique en 1940. L'ambi-
ance lourde, le monde étouffé,
dégénéré et fascinant de Tennessee Wil-
liams par les comédiens-français.

Théâtre, 1, rue Simon-Denis, 94000
Ivry. Du mardi au samedi à 20 h 30.
Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-
70-21-55. 80 F et 90 F.

La Passion
selon Georges Bataille

mise en scène
de Pierre-Antoine Villemain,
avec Gisèle Renard et Yves Robert Vial.

La célébration perverse de Georges
Bataille, son érotisme torseux, à tra-
vers deux textes : *Madame Édouard* et
L'Expérience intérieure.

Atlantide, 10, place Charles-Dullin
(impasse à gauche), 18. Du mercredi au
samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à
17 heures. Tél. : 46-06-11-90. Durée :
12 heures. Dernière représentation le 12 mai.

Reims

Le Laboureur de Bohême

de Johannes von Sasz,
mise en scène
de Christian Schibler,
avec Jean-Marc Bory, Serge Maggiani et
Laurent Potiron.

Dialogue en forme de duel entre
l'homme de la terre et l'ange de la

mort. Un texte superbe magnifiquement
interprété.

Comédie de Reims, 3, chaussée Boc-
quafne, 51000 Reims. Le mardi à
20 h 30. Tél. : 26-40-45-45. 90 F.

Villeurbanne

Mesure pour mesure

de William Shakespeare,
mise en scène
de Peter Zadek,
avec Isabelle Huppert, François Marthou-
ret, Zazie de Paris, Roland Amstutz, Pas-
cal Bongard, Philippe Clévenot, Jean-
Pierre Joris, André Marcon.

Une grande pièce baroque de Shake-
peare, une grande mise en scène éche-
lée et insolente de Peter Zadek et
une distribution superbe avec en tête
Isabelle Huppert : la vraie révélation.

Théâtre national populaire, 8, place
Lazare-Goujon, 69000 Villeurbanne. Les
lundi et mardi à 20 h 30. Tél. : 78-03-
30-50. Durée : 3 h 30. 140 F.

Montpellier

Le Songe d'une nuit d'été

de William Shakespeare,
mise en scène
de Michel Dautsch.

Le cirque, le théâtre sous toutes ses
formes, dans tous les états de magie et
de gaieté : c'est la vision de Michel
Dautsch.

Théâtre des Treize-Vents opéra municipal,
bd Victor-Hugo, 34000 Montpellier.
Le mardi à 20 h 45. Tél. : 67-62-72-91.
De 85 F à 95 F.

Marseille

Le Tartuffe

de Molière,
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Lucie Maillé, Marcel Maréchal, Bé-
atrice Agenin, Arnaud Bedout, Marie
Adam.

Après Aristophane, Molière. Après
l'École des femmes et *Dom Juan*, Mar-
cel Maréchal s'intéresse à ce « traître »
et à l'homme qu'il a trompé, Orgon,
« amoureux permanent » comme le
sont Arnolphe et Sganarelle.

La Cité, 30, quai de Rive-Neuve, 13000
Marseille. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 91-
54-70-54. 80 F et 120 F.

La sélection « Théâtre »
a été établie par
Colette Godard

De Corot
aux impressionnistes,
donations Moreau-Nélaton

Etienne Moreau-Nélaton fut, tout à la
fois, peintre, graveur, céramiste, histo-
rien d'art, et grand collectionneur
comme son grand-père, Adolphe
Moreau. De celui-ci il avait hérité
d'une très importante collection de
peintures romantiques et de l'école de
Barbizon, qu'il enrichit notamment de
chefs-d'œuvre impressionnistes, et
donna au Louvre.

Grand Palais, av. W.-Churchill, pt. Cle-
menceau, av. Gal-Eisenhower, Paris-8.
Tél. : 42-03-23-13. Tous les jours sauf
mardi de 10 heures à 20 heures, mer-
credi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 22 juil-
let 1991. 37 F.

Dessins
néo-impressionnistes

Tandis qu'au Grand Palais, on peut
découvrir l'immensité des dessins de
Seurat, le Musée d'Orsay se propose de
présenter ceux de ses amis : Ernest
Laurent, Angrand, Cross, Lemmon,
Luca, Pissarro, Van Rysselberghe. Et
Sisac, bien sûr.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France,
Paris-7. Tél. : 40-46-16-16. Mercredi
vendredi, samedi, mardi de 10 heures à
18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45,
dimanche de 9 heures à 18 heures.
Fermé le lundi. Jusqu'au 7 juillet 1991.
27 F (billets d'accès au musée).

Piero Manzoni

Cent cinquante pièces, soit beaucoup
plus qu'on n'en a jamais vu rassem-
blées à Paris, pour tenter de cerner un
artiste fort singulier opérant en Italie à
la fin des années 50. Que l'on ne s'at-
tende pas à voir dans l'enfilade des cou-
rants d'avant-garde. Mais on l'a rap-
proché souvent d'Yves Klein, mettant
en parallèle leurs monochromes (blancs
chez Manzoni), ou leur fulgurant car-
rière interrompue par une mort préma-
turée.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris,
12, av. de New-York, Paris-18. Tél. : 47-
23-81-27. Tous les jours sauf lundi de
10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à
20 h 30. Le musée sera fermé les 8, 9,
19 et 20 mai. Jusqu'au 26 mai 1991.
30 F (possibilité de billet groupé : 35 F).

Pino Pascali,
Ettore Spalletti

Deux Italiens peu connus en France.
L'un, Pino Pascali, représenté par une
vingtaine de grandes pièces de la fin
des années 60, est une figure d'Arte
Povera. L'autre, Ettore Spalletti, qui
est plus jeune, poursuit en solitaire une
œuvre abstraite propice à la médita-
tion.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris,
11, rue du Président Wilson, Paris-18.
Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf
lundi et jours fériés de 10 heures à
17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Le
musée sera fermé les 8, 9 et 20 mai. Jus-
qu'au 30 juin 1991. 20 F (possibilité de
billet groupé : 35 F).

Repentirs

Quand l'artiste, de Léonard à Matisse,
amène à corriger pour parfaire un
geste, le mouvement d'un bras, d'une
jambe, a balancé entre plusieurs possi-
bilités, et ne s'est pas résolu à effacer
tous les signes du doute de ses pre-
mières idées. Une exposition, qui nous
situe au plus près du travail en cours.

Musée du Louvre, hall Napoléon. Entrée
par la pyramide, Paris-1^{er}. Tél. : 40-20-
51-51. Tous les jours sauf mardi
10 heures à 19 heures. Fermé les
dimanches à 21 h 15. Visites-confé. les lundi
à 19 heures, jeudi à 21 h 15. Tél. : 40-20-
51-51. Jusqu'au 17 juin 1991.
30 F (prix d'entrée du musée).

Seurat (1859-1891)

Une grande rétrospective attendue. Elle
coïncide avec le centenaire de la mort
du peintre, qu'il est bon de revisiter.
Ne faut-il pas, en effet, nuancer quel-
que peu l'image de la froideur toute
scientifique que les modernistes ont
collée à l'auteur d'*Un dimanche d'été à
la Grande Jatte* ? L'exposition, qui réu-
nit près d'une centaine de peintures et
autant de dessins, après Paris, sera
accueillie par le Metropolitan Museum
of Art de New-York.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-
Churchill, pt. Clemenceau, av. Gal-Eisen-
hower, Paris-8. Tél. : 42-89-23-13. Tous
les jours sauf mardi, 10 heures à
20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures
(fermeture des caisses à 19 h 15 mar-
credi à 21 h 15). Jusqu'au 12 août 1991.
37 F, sam. 24 F.

Claude Viallat : dessins

Le peintre dessine. Depuis toujours.
Qu'il des bureaux de Corbié - Viallat
vit à Nîmes, - des interprétations de
tableaux classiques, comme la *Tempête*
de Giorgione, et ce qu'on attend plutôt
de la part de l'usage des figures prin-
cipales du groupe Supports/Surfaces, des
séries de nus et d'épisures.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art
graphique MINAM, place Georges-Pompi-
dou, Paris-4. Tél. : 42-77-12-33. Jeudi,
vendredi de 12 heures à 22 heures.



Dessins néo-impressionnistes au Louvre :
Ma mère, de Charles Angrand.

samedi de 10 heures à 22 heures. Jus-
qu'au 3 juin 1991.

Adolf Wölfl

Probablement le plus splendide des
représentants de l'art brut, dont on
peut voir habituellement les œuvres à
Berne et à Lausanne. Des œuvres char-
gées, complexes comme des mandales,
où il va de soi que brut ne veut pas
dire grossier.

Centre culturel suisse, 32-38, rue des
Furans-Bourgeois, Paris-3. Tél. : 42-71-
44-50. Tous les jours sauf lundi et mardi
de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au
26 mai 1991.

Mimmo Rotella

Il commença par photographier, à
Rome, toutes sortes de déchets et rési-
dus de la vie urbaine, dont les murs
couverts d'affiches lacérées. Puis ces
affiches lacérées, il les a décollées et les
a faites siennes, en particulier celles de
cinéma, au temps du Nouveau Réali-
sme. Une rétrospective.

Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny,
Paris-3. Tél. : 48-87-80-67. Tous les
jours sauf lundi de 11 heures à
19 heures, dimanche de 14 h 30 à
18 h 30. Jusqu'au 26 mai 1991.

George Rousse

Invité en Israël durant l'été 1990, cet
archéologue insatiable renoue avec sa
propre histoire et poursuit, en un rituel
inné et secret, sa mise en scène de la
lumière blanche, incandescente, par la
représentation d'espaces abandonnés
ou délabrés situés au bord de la mer
Morte, en plein désert ou à Jérusalem.

Galerie Farideh-Cadot, 77, rue des Archi-
vies, Paris-4. Tél. : 42-78-08-38. Tous
les jours sauf dimanche et lundi de
10 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 mai
1991.

Régions

Caen

Images de la destinée

On connaît la grande spécialité du
Musée des beaux-arts de Caen : l'étude
iconologique, en particulier du dix-
septième siècle. Et celui-ci de proposer,
dans la foule de la grande exposition
des *Vanités*, une centaine d'*Images de la
Destinée*, choisies dans les gravures
de la collection Manet, auxquelles
s'ajoutent quelques feuilles exception-
nelles prêtées par la BN.

Musée des beaux-arts, Le Château,
14000. Tél. : 31-88-28-83. Tous les
jours sauf mardi de 10 heures à
12 heures et de 13 h 30 à 18 heures.
Jusqu'au 10 juin 1991.

Grenoble

Marco Bagnoli,
Remo Salvadori

Deux Italiens d'aujourd'hui qui, cha-
cun à sa façon, tentent de la mesure de
l'homme et de sa relation au monde.
Bagnoli et Salvadori, qui inaugurent un
programme de collaboration du Maga-
sin de Grenoble avec le Castello di
Rivoli (Turin), ne sont pas toscans
pour rien.

Centre national d'art contemporain,
155, cours Berliet, 38000. Tél. : 76-21-
95-84. Tous les jours sauf lundi de
12 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 juil-
let 1991.

François Morellet

L'exposition propose un choix de
tableaux blancs des années 80, mais
surtout la première rétrospective de
l'œuvre graphique, fatalement impor-
tante chez l'artiste. Morellet, en effet,
depuis quarante ans et plus, se sert du
calcul et de la géométrie plane et dans
l'espace, pour construire ses abstrac-
tions, dont la rigueur n'est pas tout à
fait absolue.

Musée de Grenoble, place de Verdun,
38000. Tél. : 76-54-09-82. Tous les
jours sauf mardi de 10 heures à
12 heures et de 14 heures à 18 heures.
Jusqu'au 10 juin 1991.

Locminé

Emmanuel Sautier

Dans les sculptures transparentes
d'Emmanuel Sautier, les formes d'ob-
jets de laboratoire, colonnes et tubes de
verre, éprouvettes et alambic, ne sont
pas là pour produire des images scienti-
fiques. Organisées en équilibre instable,
apparemment toutes prêtes à basculer,
ces œuvres sont autant de signes fra-
giles d'une présence humaine entrapée,
révée, illusoire.

Domaine de Kerguelennec, Bignan,
56500. Tél. : 97-80-57-78. Tous les

jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au
23 juin 1991.

Marseille

Arshile Gorky

Les expositions consacrées à ce pion-
nier de l'expressionnisme américain,
ami de De Kooning et proche des sur-
réalistes, sont trop rares en France
pour que l'on hésite à se rendre à Mar-
seille. Une sélection abondante d'œu-
res sur papier y retrace son histoire
jusqu'à l'explosion abstraite finale.

Centre de la Vieillesse, 2, rue de la
Charité, 13002. Tél. : 91-55-28-38. Tous
les jours de 10 heures à 17 heures,
samedi, dimanche de 12 heures à
19 heures. Jusqu'au 2 juin 1991.

Nice

Rétrospective Michel Verjux

« 7 ans de réflexion » : tel est le titre de
cette exposition de Michel Verjux. Un
bon titre, non parce que l'artiste n'uti-
lise pratiquement que la lumière de
projecteurs braqués sur des murs, mais
parce que ses éclairages d'espaces sont
mûrement réfléchis.

Villa Arson, 20, avenue Stephen-Ligard,
06100. Tél. : 93-84-40-04. Tous les
jours sauf lundi et mardi de 10 heures à
16 heures. Jusqu'au 26 mai 1991.

Nîmes

Enzo Cucchi

De la petite image instinctive par où
passent ses tourments intérieurs aux
grandes compositions monumentales
peuplées d'icônes et de signes, cent huit
dessins d'un Italien de la Transavan-
garde, sans doute le meilleur de ce cou-
rant qui fit fureur au début des années
80.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foule,
30032. Tél. : 66-76-73-47. Tous les
jours de 10 heures à 14 h 30 et de
14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 juin
1991.

Rochechouart

Bernard Frize

Une rétrospective, en soixante-dix
tableaux de 1976 à 1990. Elle offre
pour la première fois une vue d'ensem-
ble de l'œuvre apparemment inconsé-
quente de l'artiste, qui est, à vrai dire,
un surprenant commentateur de la
peinture, et de la possibilité même de
peindre aujourd'hui.

Musée départemental, Château, 87800.
Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours sauf
lundi et mardi de 14 heures à 18 heures.
Jusqu'au 9 juin 1991.

Saint-Etienne

Supports/Surfaces

C'est fait : Viallat, Cane, Devade,
Bioulay, Soyuz, Dola et les autres, les
révolutionnaires de Supports/Surfaces
sont entrés dans l'histoire et au musée.
Au nom de l'abstraction américaine, de
leurs souvenirs de Matisse et de
Malevitch, de la psychanalyse et du
marxisme, ils prétendaient réduire la
peinture à ses caractères matériels.
C'était il y a vingt ans.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne,
Le Tarnac, 42000. Tél. : 77-93-59-59.
Tous les jours sauf mardi de 10 heures à
19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures.
Jusqu'au 31 mai 1991.

Strasbourg

Jean-Pierre Oberlin

Un pasteur humaniste des environs de
Strasbourg au temps de Rousseau et de
l'Encyclopédie. Fort actif, curieux de
tout, soucieux de progrès économique
et social, il inventa le « poêle à tri-
coter » pour occuper et éduquer les
jeunes filles, se plut à découper des
portraits en silhouettes afin d'étudier la
relation entre les traits d'un individu et
son caractère, herbier, s'intéressa à la
structure des plantes, à l'anatomie
humaine comme au mouvement des
planètes, collectionna avec passion les
merveilles naturelles du monde, dont il
voulait mettre l'ordre divin en évi-
dence.

Musée d'art moderne, ancienne bouche-
rie, 5, place du Château, 67000. Tél. :
88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi
de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au
12 mai 1991.

Villeneuve-d'Ascq

Jean-Louis Faure,
Jean-Michel Sanejouand

L'un, Jean-Michel Sanejouand, est
peintre, mais on peut aussi le qualifier,
à l'occasion, de calligraphe. L'autre,
Jean-Louis Faure, réalise depuis fort
longtemps d'étranges sculptures-objets
qui échappent à la narration, bien
qu'elles procèdent de récits historiques
ou mythologiques. Leur rencontre,
orchestrée par Michel Enrici, est placée
sous le signe de la singularité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Monde,
59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les
jours sauf mardi de 10 heures à
19 heures. Jusqu'au 29 juillet 1991.

La sélection « Arts »
a été établie par
Geneviève Breuer
et Frédéric Edelmann.
Sélection « Photo » :
Patrick Rogier.

DU 13 AU 24 MAI

TGP enfantillages

6 SPECTACLES
POUR LES PETITS ET LES GRANDS

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Les archives du Festival de Prades

Mozart : Concerto n° 9 « Jeune homme » : Clara Haskil, Mieczysław Horowitz (piano), Victoria de Los Angeles (mezzo-soprano), Orchestre du Festival de Prades, orchestre Collegium Musicum de Londres, Pablo Casals (direction).

Rectifions un erreur de la pochette : l'air de concert de Mozart chanté par Victoria de Los Angeles n'a pas été capté en 1950, mais en 1959. Cette coquille est de peu d'importance au regard de la qualité exceptionnelle de l'interprétation de la chanteuse espagnole. La pureté angélique de sa voix s'accompagne d'une présence dramatique, d'une intonation dont la perfection se marie idéalement avec l'articulation tranchante, la légèreté du jeu d'Horowitz et l'allégresse de la direction de Casals.

Cette vivacité, cette absence de pose se retrouvent dans l'interprétation du Concerto « Jeune homme ». Clara Haskil aimait cette œuvre plus qu'une autre. Ce qui était vrai en 1953, date de cet enregistrement, l'est toujours. Aucun pianiste n'a jamais joué Mozart avec ce naturel, cette virtuosité niée teintée de mélancolie. Aucun pianiste n'a jamais donné à l'immortelle beauté des allures de timbres mozartiens un goût si amer. Aucun pianiste n'a jamais réconcilié ces inconciliables : le chant et l'articulation précise de chaque note, la rigueur et la liberté. D'apparence sereine, le jeu de Clara Haskil cachait une inquiétude, des tourments, une violence (le finale) qui sont au cœur du langage mozartien.

Un reproche tout de même. Cette édition ne rend pas tout à fait justice à la qualité sonore de la bande d'origine.

1 CD Lyria, distribué par Votre Music.

Saint-Saëns

Samson et Dalila (1) José Carreras (Samson), Agnès Baltsa (Dalila), Chœur et Orchestre de la Radio bavaroise, Sir Colin Davis (direction).

Dukas

Ariane et Barbe-Bleue (2) Katherine Ciesinski (Ariane), Maria Paimova (la Noceuse), Gabriel Bacquier (Barbe-Bleue), Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, Armin Jordan (direction).

D'un côté, Samson et Dalila, un opéra archi-connu, enregistré au moins quatre fois en studio, de l'autre, une rareté enregistrée pour la première fois. Quelle destinée peut bien réunir ces deux œuvres ?

L'opéra de Saint-Saëns exige deux chanteurs en possession de moyens vocaux exceptionnels. Le rôle de Samson ne peut être surmonté que par un ténor héroïque, capable, tout problème de style et de couleur de voix mis à part, de chanter Tristan ou Otello.

Jon Vickers a été un grand Samson, un grand Tristan, un Otello inoubliable. Ce rôle est trop lourd pour José Carreras, qui a peut-être été crédible à la scène mais qui, dans cet enregistrement, ne convaincra personne, même pas ses admirateurs. Dalila doit être chantée par un mezzo dont le grave descend très bas, ou un contralto ayant des aigus. Si Agnès Baltsa a presque les notes du rôle, son timbre change à chaque registre. Ses graves sont poitrinés à l'excès, ses aigus sont durs. Comment Dalila aura-t-elle pu enjôler Samson avec une telle voix de rogomme ? Elle est en revanche une excellente Samson dans le quasi-parlando « Vierge de Cavallera Rusticana de Mascagni.

Les responsables artistiques de la maison de disques hollandaise ont pourtant choisi ces interprètes de préférence à d'autres pour chanter cet opéra. Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que cet enregistrement soit mauvais, plus mauvais encore que celui de Daniel Barenboim, ruiné par la Dalila d'Elena Obraztsova.

Le problème posé par l'enregistrement d'Ariane et Barbe-Bleue est autre. Cet opéra problématique (donné la semaine dernière au Châtelet, le Monde du 25 avril) a besoin d'être défendu. L'équipe réunie par Erato, la technique d'enregistrement utilisée vont à l'encontre de cette exigence. La diction des chanteuses n'est pas excellente, les timbres des deux protagonistes trop semblables pour qu'on les différencie bien, l'orchestre trop lourd, confiné dans une acoustique morte, pour que les meilleures volontés ne l'oublient pas au fond de leur discothèque, la première écoute finie.

Pour être juste, Erato a manqué de chance. L'éditeur français avait présenté Jesse Norman pour le rôle-titre. La chanteuse américaine ayant annulé au dernier moment sa participation à l'enregistrement, elle a dû être remplacée par l'intrépide Katherine Ciesinski. N'aurait-il pas fallu ajourner alors l'enregistrement, de façon que l'œuvre de Dukas soit exhumée dans de meilleures conditions ?

Dix ans après sa première publication, cette Ariane n'est qu'un pâle document. Dans dix ans, ce Samson et Dalila sera publié. Dommage. Colin Davis dirige bien.

(1) 2 CD Philips.

(2) 2 CD économiens Erato « Libretto ».

A. L.

Jazz

Anita O'Day

Sings The Winners

Sous la pluie, à Comblain-la-Tour, avec des gants jusqu'aux coudes et un vaste chapeau d'été, elle se fait jeter (1966). A Paris, au grand scandale de Mingus dont elle assurait la première partie, elle se fait jeter. Les sifflets de l'époque sont les donateurs de leçons d'aujourd'hui (reconversion). C'était un drame de voir Anita O'Day en Europe parce qu'elle était trop vite identifiée : trop blanche, trop « sophisticated lady », trop femme, trop « chanteuse de jazz ». Le public, il est marquant, avait son idée. Pour se défendre à elle, on n'a rien. On ne défend pas Anita O'Day : on l'écoute. On écoute Four Brothers et l'on s'incline. On se demande comment il est possible d'entendre si peu quel- qu'un qui chante si bien. On se demande comment il est possible de détester à ce point l'idée même du jazz qu'on aime. Car c'est de cela qu'il s'agit, d'une forme légère de folie.



Clara Haskil et Arthur Grumiaux en 1960 dans les coulisses du Théâtre des Champs-Élysées.

douce : la haine de soi dans les soirs d'Anita. On réécoute Four Brothers. 1 CD, Verve, 897 939-2, Polygram.

Gonzalo Rubalcaba

Discovery

De passage à Cuba, Charlie Haden découvre un phénomène : Gonzalo Rubalcaba, vingt-trois ans, pianiste. Ils jouent, ils se plaisent. La vie les sépare. Les États-Unis ne font pas trop de fleurs aux musiciens cubains. Les musiciens américains sont assez occupés à se défendre eux-mêmes. L'histoire de Haden et Rubalcaba est suspendue. En 1989, le Festival de Montréal, Canada, les invite avec Paul Motian. Succès sans lendemain. Le 15 juillet 1990, Claude Nobis les inscrit comme invités surprise, dévoilés au moment d'entrer sur scène, de son Festival de Montréal. Well you needn't : le public de Montréal se tait. Quand le public de Montréal se tait, c'est que la musique est là. La musique est là.

1 CD, Blue Note, 7 95478 2.

F. M.

Rock

21 groupes français (1)

Contresens

L'Usine éphémère (2)

1 046 jours

Deux compilations, l'une à raison sociale charitable, l'autre en mémoire à une aventure parisienne. En deux CD, trente-quatre groupes ou artistes qui font du rock en France, de quoi se distraire à dégrader des tendances, à prendre des paris et – surtout – à s'étonner, à se faire plaisir.

Contresens, d'abord, compilé afin de

venir en aide à une fondation pour le développement sanitaire et social dans les pays de l'Europe de l'Est. C'est écrit en tout petit sur la pochette, pour bien montrer qu'il s'agit d'abord d'un disque. Plutôt réussi d'ailleurs. Emmanuel Tellier, le compilateur, collabore aux Inrockuptibles, ce qui se devine les yeux fermés. Parmi les vingt et un groupes et artistes retenus, la majorité est du ressort de cette mélancolie électrique, héritée des Smiths – et, plus loin encore, du Velvet Underground – que l'on a fini par associer à la revue. Autour de quelques vedettes (Jean-Louis Murat, Etienne Daho) et semi-célébrités (Gamine et Passion Fodder, ce dernier donnant une version sadique du You Keep Me Hanging On des Supremes), on retiendra quelques promesses : Dominique Dalcan, entre pop sucrée-salée et Ambient House ou Via Romance, romanesque excentrique. Loin de l'alternatif, de ses bites de ses pogos, c'est le versant civilisé du rock français, encore souvent soumis à ses modèles britanniques, un peu monochrome. C'est aussi le rock égaré, celui qui vient de loin, de Gainsbourg ou de Dutoit, celui qu'il faut regarder grand.

1 046 jours réunit treize des artistes qui se sont produits à l'Usine éphémère. Pendant presque trois ans, jusqu'au début de 1990, cette usine de produits chimiques, entre désaffection et démolition, a abrité concerts et ateliers d'artistes. Du funk de Human Spirit aux délires violents de Cosmic Wurst, on trouvera là un mélange hétérogène, inégal, pas toujours très bien produit, mais aussi, et surtout, imprévisible, vivace, rebelle.

(1) FNAC Music 2001.

(2) 847 919-2.

Roadrunners

Blazez Rendez-vous

Les Roadrunners ont choisi leur mascotte (le Bip Bip des dessins animés, celui qui rend fou le coyote) parce que,

comme eux, il trace sa route à toute allure, au mépris des dangers, sans autre but que la vitesse et la grierie de la course. La course de ces Roadrunners-là se fait à quatre temps et se nourrit de toute une histoire, celle du rythme à blues tel qu'il circule d'un bord à l'autre de l'Atlantique depuis la fin des années 50.

Par fidélité à leurs modèles, à leurs sources d'inspiration, les Roadrunners, qui viennent du Havre, chantent en anglais et jouent une musique datée, comme est daté un bordel de 1975. Parce que Frandol (auteur, chanteur et guitariste) maîtrise le langage de ses aînés, parce que le groupe, à force de jouer sur toutes les scènes de France, a acquis le genre de cohésion qui permet toutes les audaces sans jamais s'écarter du classicisme, les Roadrunners sont à même de donner des disques comme Bizarre Rendez-vous, que l'on dirait réalisés sans effort, sans souffrance, avec un brio tranquille.

Mélodies instantanées, guitares coupantes et rythmiques infatigables, tout ce qui fait la grandeur du rock depuis trente ans, vous le trouverez chez les Roadrunners.

Boucherie Productions 848 571-2, distribué par Island.

Nils Lofgren

Silver Lining

Nils Lofgren est connu. D'abord parce qu'il a accompagné Neil Young et Bruce Springsteen. Ensuite parce qu'il se produisant sur scène avec un trampoline sur lequel il bondissait tout en jouant de la guitare. A ce résumé très sommaire d'une carrière, on aura de réitéré que la réputation de l'accompagnateur Lofgren dépasse de loin celle de l'artiste solo.

Silver Lining devrait rétablir la balance. D'une modestie de bon aloi, le disque aligne une dizaine de titres, certains bien tournés (Valentine, chanté avec Bruce Springsteen, Trouble's Back, variation sur le thème éternel du ver de terre amoureux d'une jeune fille

de bonne famille), d'autres médiocres (Little Bit O' Time), arrangés simplement, chantés sans trop d'effort (de toute façon, Nils Lofgren n'y arriverait pas) et décoré de solos de guitare juste assez longs pour qu'on admire, juste assez courts pour qu'on ne s'ennuie pas. Rien d'étonnant, rien de décevant, un bon disque dont on peut facilement, selon l'humeur du moment, s'écarter. Rykodisc ESSCO 145, distribué par Music.

T. S.

Musique du monde

Miucha

Miucha

Comment se débarrasser d'une étiquette ? Celle de la bossa-nova en l'occurrence, appelée comme une marque de fabrique sur Miucha, qui en fut, de fait, une égérie et une intime complice pendant presque vingt ans. Pour en finir de suite avec les histoires de famille, disons qu'Hélène Buarque de Holanda, dite Miucha, est la sœur aînée de Chico, qu'elle fut la femme de João Gilberto et l'amie de Vinícius de Moraes et de Tom Jobim. Jusqu'en 1980, c'est d'ailleurs en leur compagnie à tous qu'elle développera son travail musical. Premier disque en 1973, un Getz/Gilberto du meilleur cru (Best of Two Worlds, CBS), où elle laisse Astrud, première épouse Gilberto, loin derrière sur le chapitre de la voix, mais malheureusement dix ans trop tard. S'en suit une série d'albums avec Tom Jobim, (un très joli duo, bossa-nova ombre et tendre à découvrir dans un best of Miucha e Tom, RCA distribué par DAM), des concerts à travers le monde, dont un, mémorable, en 1978, soirée de clôture d'une semaine de charme à l'Olympia, et où se retrouvent sur la scène Vinícius, Toquinho, Tom Jobim, Miucha et Baden Powell. Qui dit mieux ?

Miucha est un disque conquis de haute lutte. Il fallait à cette interprète à la voix suave et à la chaleur communicative se dégager du double carcan de la famille et de la bossa-nova. Dur parti. Miucha s'en fut piocher chez des auteurs et des compositeurs d'une autre veine, plus modernes, plus sophistiqués et plus curés à la fois. A côté des cinq titres signés Paulo César Pinheiro, un talent original au carrefour de toutes les influences du Brésil d'aujourd'hui, tout en mélodies, Miucha a saupoudré de Jards Macalé, Caetano Veloso (Saudade), une pincée de Vinícius (Vaias das Músicas) et un thème de Duke Ellington (Solitude) pour donner le climat grave, comme la voix, léger, comme le personnage. Un registre gagnant, car bien démarqué du reste de la production brésilienne.

Pour son premier et très chaleureux concert parisien le 4 mai dernier au New Morning, signe définitif du lancement de l'album en France, Miucha avait étendu son répertoire au frevo nordestin, aux valse et aux marches qui rythment les carnivals populaires, mais n'y avait pas incliné le Buenos Dias America du Cubain Pablo Milanes qui avait failli coûter la vie à cet album si longtemps attendu et nourri. Pour l'enregistrer avec Pablo, la maison de disque avait imaginé de déplacer plus de vingt-cinq musiciens à La Havane, grillant d'un coup les prévisions budgétaires. L'album, sorti à Rio en 1989, en prit du retard, mais aussi de la patine.

1 CD Patma PAX756 distribué par V. M.

N. M.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS		RIVE DROITE	
L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er} 42-36-74-24	DE NUIT COMME DE JOUR : Chateaux, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage.		
AU PETIT RICHE 47-70-68-69/47-70-66-50 15, rue Le Pelletier, 9 ^e	MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE FORFAIT THEATRE, 300 F à 450 F. Service assuré jusqu'à 0 h 15. Décor 1880. Salons particuliers. Parking Drouot.		
LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e	Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.		
RIVE GAUCHE			
NOS ANCIENS LES GAULOIS 46-33-66-07 et 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e	Unique au monde. Cadre luxueux. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.		
YUGARAJ Air climatisé 14, rue Dauphine, 6 ^e	SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les Indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).		
RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-09-75 79, rue Saint-Denis, 7 ^e	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. See jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dîné, see continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.		
SOUPERS APRÈS MINUIT			
LES GRANDES MARCHES			
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE			
La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSON DU JOUR. Fines traditions. Vins à découvrir.			
Décor « Brasseur de l'axe »			
T.L. de 11 h 30 à 2 heures du matin.			
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.			

AGUJETAS ENREGISTRE A PARIS

Cante Flamenco

C'EST parti en trombe. La feria de Séville bat son plein. Profondeur, légèreté et allégresse. Nuit et jour : danse, chants, taureaux et rires. Le ministère de la culture français se glisse dans la fête. C'est la première fois. La feria de Séville est évidente et impénétrable. Des chanteurs tel Agujetas y apparaissent au milieu de la nuit comme venus de la lune. Ils chantent à déchirer l'âme. Et sinon, non !

Au milieu des milliers de tentes somptueusement décorées, où la ville se reçoit et se regarde, où l'on s'invite et l'on danse, où l'on mange et l'on boit (le fino de Jerez), le ministère de la culture a planté sa petite caseta, sa petite case de 62 m². Les associations, les groupes d'amis, les familles, les institutions, les sociétés, les villages, les clubs, les particuliers, les établissements ont leur caseta. Elles forment les rues d'une immense ville dans la ville. La folie dure six nuits et six jours.

Chaque caseta a son nom. Celle du ministère de la culture français s'appelle La Francesita. C'est ingénieux. C'est bien trouvé. On aurait pu dire aussi : La Tontonita ou La Mimi-Pinsonita. La Francesita, c'est plus franc. Agujetas est capable de venir chanter à La Francesita. C'est un chanteur brut, solide, rocailleux, un vrai, un forgeron. Il

a quarante ans ou soixante ou deux mille. Nul ne sait. Il est un des cantaores capables d'exprimer aujourd'hui le cante puro.

Enregistré à Paris, ce disque est une merveille. Les paroles (les letras) sont reproduites et traduites en livret. Le son est beau. L'esprit y est. La voix tord de douleur ou de drôlerie d'étranges couplets (les coplas) venus d'on ne sait quelle raison : « Je n'aime pas les blondes/Car elles ne savent pas embrasser/J'aime les brunes/Parce que de leurs bouches sortent des baisers/Où ôtent les peines. » Ce qui n'est pas vraiment attesté scientifiquement. C'est le cri d'Agujetas.

Il chante des bulerias, des alegrías, des fandango, deux soles, les tragiques seguiriyas, une romance, trois martinets montés de la nuit des temps, et une tona archaïque – a cappella, bien entendu, celle-ci. Periquin (Nino Jero, né dans le barrio gitan de Santiago à Jerez, comme Agujetas) l'accompagne à la guitare avec exactitude. On entend dans le lointain les voix qu'il faut pour que le chant se produise. Peut-on chanter loin de Jerez ? Il y a toujours ce doute. Agujetas le lève en poète, en musicien : « Je chante mieux quand je suis loin de chez moi parce que je ne sours davantage. » C'est vrai.

FRANCIS MARMANDE

* 1 CD Ocora C 560012.

صلى الله عليه وسلم

صلى الله عليه وسلم

CANNES 91

HOLLYWOOD FACE AU MACCARTHYSME

Divorce à l'américaine

IRWIN WINKLER, de *Raging Bull* à *Autour de minuit*, est un producteur bardé de références et de récompenses, et son Oscar du meilleur film pour *Rocky* trône dans son bureau de Beverly Hills. « Je suis souvent venu à Cannes, mais, en Europe, le producteur n'intéresse ni la presse, ni le public, ni même le Festival, dit-il. Cette fois, je suis « le » metteur en scène. » Sa première réalisation, *la Liste noire* (*Guilty by Suspicion*), présentée en compétition traite du maccarthysme et de la « chasse aux sorcières » à Hollywood au début des années 50. Si livres et articles abondent sur le sujet, hormis le *Prête-nom* de Martin Ritt, Hollywood a toujours renâclé à traiter de cette époque, que les universités cantonnent au département Histoire.

Faussement accusé d'avoir été communiste, un cinéaste en renom, David Merrill (Robert De Niro), s'entend conseiller par Darryl F. Zanuck, patron de la Fox, de voir un avocat spécialisé dans le « blanchissement » des gens de cinéma auprès de la Commission parlementaire des activités antiaméricaines (CHUAC). Une fois « purgé », il pourra entreprendre son nouveau

lui-même piqué au Point de non-retour de John Boorman). Le western en tournage où De Niro tente de retrouver du travail ? *Le Train sifflera trois fois* — un film écrit par Carl Foreman, qui dut ensuite s'exiler en Angleterre sous la pression maccarthyste. « J'ai tourné dans la rue même où le Train a été réalisé, elle est conservée intacte au studio de Burbank. J'ai d'ailleurs donné à l'acteur le nom de Jerry Cooper », note Winkler.

Quant au personnage joué par Martin Scorsese, il s'appelle Joe Lesser, et est en train de travailler sur le *Garçon aux cheveux verts* de Joseph Losey quand il annonce son intention de fuir les États-Unis — ce qui fit réellement Losey. « Je trouvais très important que cette histoire soit ancrée dans la réalité. J'ai voulu tourner le plus possible sur les lieux authentiques. La Fox a refusé que je filme ses locaux : je disais le studio, en déviant sa participation à la liste noire. Je me suis adressé directement à Barry Diller, président de la Fox. Après avoir lu le scénario, il m'a répondu : « Personne ne saura la manière dont nous fonctionnons, et nos erreurs, et nos fautes, si on ne fait pas ce genre de film. Tu peux avoir tout ce que tu veux. »

ABRAMHAM (LINCOLN POLONSKY) est réalisateur et scénariste. Il a été inscrit sur la liste noire du maccarthysme et relate son expérience dans un livre, *la Saison de la peur* (1956). Auteur du premier scénario de *la Liste noire*, il a retiré son nom du générique.

Le film est pourtant né de sa rencontre avec Irwin Winkler et Bertrand Tavernier dans un restaurant de Los Angeles. Tavernier rêvait d'un film que Polonsky écrirait, Winkler produirait et lui-même réaliserait. Le thème : l'existence en Europe d'un cinéaste obligé de s'exiler du fait de la « chasse aux sorcières ». Commencée aux États-Unis, l'histoire devait se poursuivre en France, et explorer au passage les rapports avec la gauche française.

Dès la mise en route du projet, Polonsky insiste sur deux points : le cinéaste doit être communiste — ou l'avoir été. « En tout cas quelqu'un qui a fait partie des mouvements radicaux. » Et il doit être marié et heureux en ménage avec une femme de caractère qui aurait un métier. « Pas de schéma typiquement holly-

moment-là, dit Polonsky, mais je pensais que nous tenions un sujet très fort. »

Lui parvient alors, par son agent, un scénario écrit — et signé — par Winkler. Merrill a désormais divorcé, sa femme l'a quitté : il travaillait trop. « Dans ces cas-là, à Hollywood, une femme prend un amant, s'exclame Polonsky. Elle quitte son mari quand il ne travaille pas assez ! » Plus grave : Merrill n'est plus communiste, ni ancien militant, ni même sympathisant ; il a simplement, jadis, assisté à quelques réunions. « L'innocent pris dans l'engrenage, le sujet a déjà été beaucoup traité : par CBS avec le film sur John Henry Faulk, par Martin Ritt dans le *Prête-nom*, par Sydney Pollack dans *Nos plus belles années*. Or il fallait dire la vérité sur ce qui s'est passé ici, et ce que cela signifie à l'échelon individuel et social. Sinon, c'est vouloir raconter la guerre de Sécession en faisant l'impasse sur les abolitionnistes ! »

« On était en pleine guerre froide, les interrogatoires McCarthy entraînaient dans le cadre d'une politique de propagande visant à obtenir le soutien du public. Les personnalités convoquées n'étaient pas des badauds du mouvement radical — la Commission n'aurait eu aucun intérêt à

« CHASSE AUX SORCIÈRES » : EN 1947, LA COMMISSION DES ACTIVITÉS ANTIAMÉRICAINES PRÉSIDÉE PAR J. PARNELL THOMAS S'ATTAQUE AUX « LIBÉRAUX », SOUPÇONNÉS D'ÊTRE OU D'AVOIR ÉTÉ MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE AMÉRICAIN (DÉCLARÉ ILLÉGAL). CEUX QUI REFUSENT DE DONNER DES NOMS SONT INTERDITS DE TOUT EMPLOI. DIX D'ENTRE EUX FONT DE LA PRISON. EN 1952, SOUS L'IMPULSION DU SÉNATEUR JOSEPH MCCARTHY, DES CENTAINES DE PERSONNALITÉS DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION SONT « INVITÉES » À TÉMOIGNER. BEAUCOUP ACCEPTENT. CERTAINS S'EXILENT. D'AUTRES CONTINUENT À TRAVAILLER — SOUS UN PSEUDONYME (CERTAINS REMPORTENT MÊME DES OSCARS AVEC LEUR NOM D'EMPRUNT).

film. Convoqué devant la commission, David Merrill trahira-t-il ses amis ?

Winkler a voulu que son héros ne soit pas communiste : « Je trouvais plus intéressant de montrer un apolitique, dévoré par son activité professionnelle et par le succès. Tandis que les signes extérieurs du succès disparaissent, les valeurs de l'amitié et de la famille reprennent le dessus. Il recouvre sa moralité. Je me suis regardé dans une glace et me suis demandé : si je me voyais sommé de choisir entre tout perdre et dénoncer mon meilleur ami, qu'est-ce que je ferais ? »

Vétéran de la production mais réalisateur débutant, Winkler truffe son film d'homages et de références. Le plan de Dianne Reeves chantant *Easy Come, Easy Go* ? Tiré en droite ligne d'*On achève bien les chevaux*, de Sydney Pollack : « Même chanson, même ombre sur le piano ». Le revolver au premier plan, avec la caméra qui remonte, lorsque Merrill est confronté, dans un motel minable, avec l'avocat et l'enquêteur de la Commission ? Emprunté à *Mean Streets* (« mais Scorsese l'avait

Pour incarner le représentant de la Commission, Winkler fait appel à l'acteur Sam Wanamaker, lui-même victime du maccarthysme. « En 1970, Dalton Trumbo, l'un des dix, recevant le Prix de la guilde des scénaristes, prononça son fameux discours : « Ne cherchez pas ici des héros ou des méchants, nous sommes tous des victimes. » Mais Trumbo a beau dire, la plupart de ceux qui furent mis sur la liste noire n'ont pas pardonné. Il y a quelques années, dans le cadre d'un festival de cinéma à Barcelone, était organisé un débat auquel participait Edward Dmytryk. Walter Bernstein, Jules Dassin et quelques autres ont refusé de s'asseoir sur le même podium. On est très vite passé aux insultes, ils sont sortis : ils ne supportaient pas d'être dans la même pièce que Dmytryk (1). »

H. B.

(1) Un des « dix de Hollywood » emprisonnés en 1947, le futur réalisateur d'*Orion* sur le *Caine* abjura le communisme à sa sortie de prison et donna des noms à la commission McCarthy.

woodien, où le drame naît de la tension entre mari et femme. » Polonsky écrit un premier scénario, qui s'ouvre sur ce qui est aujourd'hui la scène finale : la déposition de David Merrill le cinéaste devant la Commission. Pour Tavernier et Winkler, la scène est trop forte, elle devrait se situer à la fin. Polonsky fait alors remarquer qu'il ne s'agit plus d'un film sur un survivant de la liste noire, mais d'un film sur Hollywood. Dans une deuxième version, le scénario traite des convictions politiques et de leurs conséquences, de la manière dont les gens invoquent le cinquième amendement de la Constitution américaine (le droit de ne pas donner de réponse qui pourrait vous incriminer) pour protéger les valeurs du premier amendement (liberté de parole).

Pendant que Winkler produit *Music Box* de Costa-Gavras, Polonsky entreprend la rédaction du scénario définitif, que Winkler décide de réaliser lui-même. Tavernier choisissant de se consacrer à d'autres sujets. « J'aurais sans doute dû quitter le projet à ce

s'attaquer à eux. De plus, la liste noire n'était ni une nouveauté, ni réservée aux artistes : on faisait aussi signer des serments de loyauté aux médecins et aux leaders syndicaux... »

« Mais personne n'a raconté, sous forme de fiction dramatique, ce qu'étaient les tractions en coulisses ce qui peut arriver à des partenaires politiques qui tout à coup ne peuvent plus avoir confiance l'un dans l'autre. Pourquoi certains, après des années d'engagement à gauche, deviennent conservateurs en moins de vingt-quatre heures ? Par simple peur de perdre leur boulot ? Ils ne croyaient pas vraiment à ce qu'ils soutenaient avant ? Là me paraissent être les véritables questions. »

« Ce que je reproche à Winkler, c'est d'avoir écrit son scénario sans me prévenir. A aucun moment, il ne m'avait demandé de changer l'arrière-plan politique du personnage. On en aurait parlé. Je n'aurais pas été d'accord, je me serais retiré, on serait resté copains. Il avait payé mon travail, il pouvait changer son fusil d'épaule. Cela dit, ce n'est pas une affaire d'Etat. »

H. B.

EN SÉLECTION OFFICIELLE

rounds

à part entière. Comme vous l'avez fait pour le jazz », qui, dit-il, n'aura jamais aux États-Unis la même légitimité que la musique classique.

« BOYZ N THE HOOD »

Robert De Niro a été alerté par la rumeur publique, Spike Lee était déjà au courant, Abraham Polonsky y est pour quelque chose, Jack Nicholson n'y est pas pour rien. Chance et persévérance, ou les contes de fées n'arrivent qu'à ceux qui font tout pour ça, ainsi peut-on résumer l'itinéraire de John Singleton, vingt-trois ans, jeune Noir de South Central, Los Angeles, et cinéaste, dont le premier long métrage, *Boyz n the hood*, est présenté le 13 mai à « Un certain regard ».

Dès l'adolescence, Singleton se rêve metteur en scène. Son modèle ? Spike Lee, bien sûr. A sa sortie du lycée, il convainc le directeur de l'école de cinéma de l'université de Sud Californie (USC) de l'accepter dans le département « scénario », où il aura comme professeur... Abraham Polonsky. « Tout le monde à USC essayait d'écrire Maman, j'ai raté l'avion. Moi, j'avais envie de raconter ma réalité. J'ai passé des heures, des jours, des mois à essayer de dire les choses de manière physique, non verbale. » Exploit unique, Singleton remportera deux années de suite la bourse Jack Nicholson — 16 000 dollars — décernée chaque année au meilleur scénario d'étudiant. *Boyz n the hood* est le deuxième de ses scripts.

Singleton décroche un stage à la Columbia grâce à un ami qui fait circuler les deux scénarios. Un membre de la prestigieuse agence CAA a vent des deux œuvres, passe contrat avec Singleton, et le texte de *Boyz* atterrit sur le bureau de Frank Price, président de Columbia, qui convoque le jeune auteur : « Vous voulez le mettre en

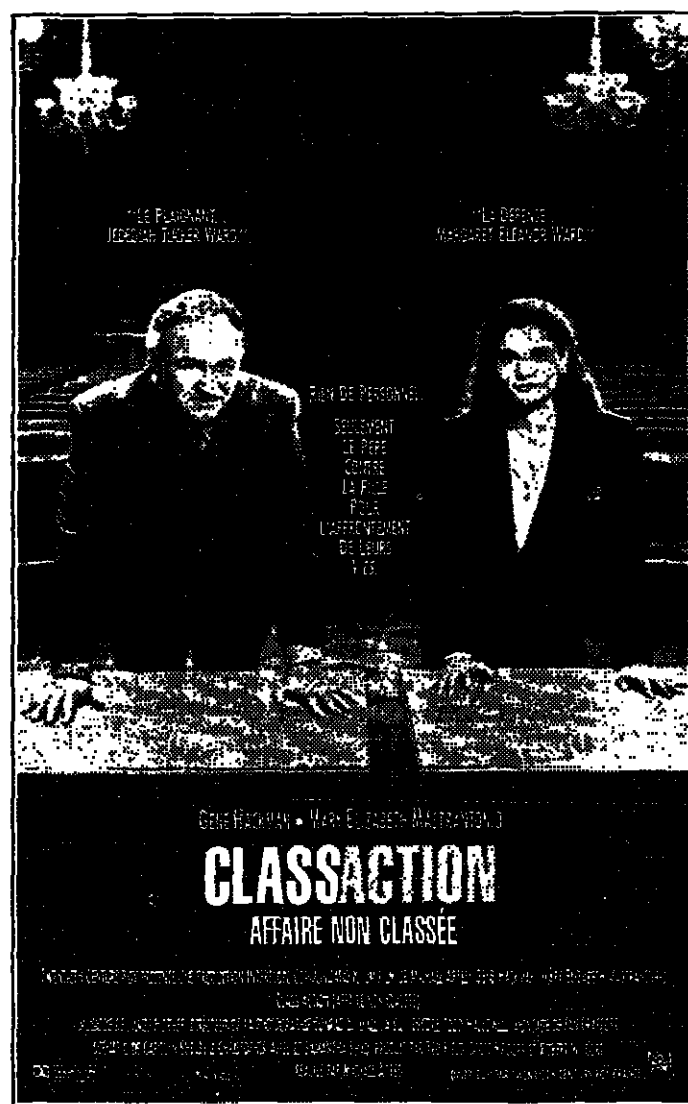
scène ? » « Personne ne pourrait raconter comme moi la vie quotidienne de mon quartier, répond Singleton. Il y a à South Central une atmosphère qu'on ne trouve nulle part ailleurs sinon, peut-être, à Johannesburg. Tous les soirs, des hélicoptères de police survolent le quartier, tous les soirs, les voitures de flics rôdent — un Blanc, un Noir, toujours. » L'aplomb paye : *Boyz* sera produit par Columbia pour un budget (chiffre officiel) de 6 millions de dollars.

Comme la plupart des personnages de *Boyz*, Singleton est né de parents non mariés. « Mais ils s'entendaient bien, ils vivaient pas très loin l'un de l'autre, j'ai quand même eu une sorte de vie de famille. Mon père m'emmenait souvent au cinéma. Comme il était fan de films japonais, à côté des films de karaté, nous avons découvert les Kurosawa avec Toshiro Mifune. »

Si la majeure partie des acteurs de *Boyz* ne sont pas des professionnels « mais des gamins du quartier ramassés dans la rue », et si le rapper Ice Cube y fait une apparition attendue, les parents du héros sont incarnés par deux acteurs confirmés. Larry Fishburne, découvert dans *Apocalypse Now*, récemment partenaire de Christopher Walken dans *le Roi de New York*, interprète le père : Singleton l'a rencontré sur le plateau d'une émission de télévision produite par Pee Wee Hermann, où le futur cinéaste fut office d'assistant de production (euphémisme hollywoodien pour stagiaire-à-tout-faire). Quant à Tyra Ferrel (Mrs. Baller) elle joue aussi dans *Jungle Fever* de Spike Lee, où elle incarne la seule Noire demeurant encore à Bensonhurst. « C'est une formidable comédienne, s'écrit Singleton, mon prochain film, c'est pour elle que je suis en train de l'écrire. »

H. B.

AUJOURD'HUI



CANNES 91

« RHAPSODIE EN AOÛT », D'AKIRA KUROSAWA

Un œil géant sur Nagasaki

Le nouveau Kurosawa n'est pas une fresque du style *Kagemusha* ou *Ran*, tant s'en faut, ni même un joli bouquet de rêves. *Rhapsodie en août* est un film intimiste et quelque peu sentimental, plus proche de certaines de ses œuvres des années 50. Un aimable portrait de grand-mère qui raconte l'horrible histoire de la bombe atomique à ses petits-enfants pendant les vacances d'été.

Le thème de l'angoisse atomique parcourt tout le cinéma japonais depuis l'explosion fatidique du 9 août 1945, des *Enfants d'Hiroshima*, de Kaneto Shindo (1952), à *Pluie noire*, de Shôhei Imamura (1989) — tous deux d'ailleurs présentés à Cannes. « La bombe a tellement marqué le Japon moderne qu'on ne peut pas l'oublier, surtout lorsqu'on a vécu au moment d'une pareille catastrophe », explique Akira Kurosawa. Et il y a encore, aujourd'hui, des gens qui meurent des retombées radioactives... Alors que certains, même au Japon, cherchent à la faire oublier pour des raisons troubles, et par d'étranges égards envers les Américains, il faut donc encore des livres ou des films qui rappellent cette tragédie. Je crois qu'on doit garder la mémoire de tout cela, et le film d'Imamura y a aussi contribué.

Dans *Rhapsodie en août*, une très belle scène montre un groupe de survivants, la plupart aveugles, venus se recueillir au pied d'un monument à la mémoire des victimes de l'explosion de Nagasaki. Une scène que Kurosawa n'a pas inventée : « Il y a sans arrêt des groupes qui viennent sur le site de l'explosion, le plus souvent avec des pancartes contre la guerre. Mais il y a également ceux qui ont vécu cela et qui se taisent. C'est encore plus impressionnant... Ils se taisent sans doute parce que le souvenir de la bombe est trop horrible.

« A l'époque, certains ont fui, et savent qu'ils sont encore vivants parce qu'ils ont laissé mourir d'autres victimes, ceux qui ont péri brûlés vifs. Ils se souviennent des gestes très concrets de ceux qui les agrippaient par la jambe, réclamant : « De l'eau, de l'eau ! », qui étaient déjà aveugles. Une situation aujourd'hui encore impossible à expliquer pour ceux qui composent ces « groupes du souvenir ». Cela concerne ce sentiment indicible, qui me semble très important, de la souffrance qui persiste. Et pourtant l'humanité continue de faire la guerre... »

Dans son film, Kurosawa évoque la guerre de façon très abstraite, ce qui a d'ailleurs provoqué quelques vives réactions chez des journalistes étrangers (surtout américains) lui reprochant de ne pas avoir rappelé Pearl-Harbor. Ainsi l'explosion nucléaire est-elle seulement symbolisée par un œil géant, clignotant au-dessus des montagnes.

Chez Kurosawa, le thème de l'angoisse atomique n'est pas nouveau : on se rappelle un épisode de *Rêves*, mais surtout le personnage de l'industriel de *Chronique d'un être vivant* (ou *Vivre dans la peur*, 1955, présenté, lui aussi, à Cannes), incarné par un Toshiro Mifune vieillissant. Obsédé par la menace nucléaire, il cherchait à s'expatrier avec sa famille au Brésil. « A l'époque, j'avais le projet très clair de dénoncer l'arme atomique. Bien sûr, j'y suis toujours opposé, mais cette fois je n'ai pas eu l'intention de formuler un message moral. Et sans doute la qualité du film réside dans le fait que le thème s'est imposé naturellement au cours de l'écriture du scénario. On ne peut donc pas considérer *Rhapsodie en août* comme un développement de *Chronique d'un être vivant*. »

Le film ressemble à « une composition musicale », selon le cinéaste. L'idée lui en a été inspirée par un



Au centre du film, la figure de Kané, la grand-mère (Sachiko Murase)

court roman de Kiyoko Murata intitulé *Nabe no naka* (Dans la marmite), pour lequel elle a obtenu le très convoité Prix Akutagawa en 1987. « Avant de tourner *Rêves*, j'ai lu ce livre qui, d'ailleurs, parle très peu de la bombe atomique. Au début, je ne pensais pas du tout réaliser un film « sur » la Bombe. Mais en écrivant le scénario, c'est parti dans cette direction, presque à mon insu.

« De prime abord, j'ai été intéressé par les relations entre la grand-mère et ses petits-enfants, durant cet été où les parents sont absents. Au début, les adolescents ne comprennent pas les réactions de la vieille dame, puisqu'ils ignorent presque tout de la bombe de Nagasaki.

« Le thème de l'œil symbolisant l'explosion n'était pas dans le roman non plus. Il y avait un enfant un peu idiot qui dessinait toutes les parties du corps, et j'ai gardé l'idée de l'œil. Il y a aussi le regard du serpent dans la cascade, qui peut représenter la même idée. Cette image provient peut-être du fait que, pendant les bombardements, on lançait dans le ciel des fusées éclairantes très puissantes, que des enfants pouvaient prendre pour un œil gigantesque qui les regardait.

« J'ai ajouté des personnages, en particulier celui de Clark (Richard Gere), qui vient rendre visite à cette famille lointaine et inconnue. J'ai pensé à ce qui se passerait si cet Américain-Japonais venait de Hawaï, à quel type de rapports cela mènerait, à la confrontation intéressante entre des êtres si différents. »

Au centre du film se trouve donc la figure de Kané, la grand-mère, incarnée par l'étonnante Sachiko Murase (quatre-vingt-six ans), déjà remarquée dans *Promesse*, de Yoshida (Cannes, 1986). « Peu d'actrices japonaises vieillissent bien, dit Kurosawa. Elles deviennent en général « effrayantes », et je ne voyais qu'elle pour interpréter cette charmante mémé (obasan). Je la connais depuis très longtemps, je l'ai vue travailler

quand j'étais assistant à la Toho avant la guerre. » Pourtant, pour le public occidental, c'est la présence de Richard Gere, dans la robe de Clark, qui paraît la plus surprenante. Après Martin Scorsese dans *Rêves*, Kurosawa prendrait-il goût aux stars hollywoodiennes ? « Non, le choix de Richard Gere provient plutôt d'une coïncidence. Je l'avais déjà vu à Hollywood, mais je l'ai rencontré à nouveau à l'occasion d'une réception à Tokyo, l'an dernier, pour mes quatre-vingts ans. J'ai trouvé que, physiquement, il convenait très bien au personnage de Clark, le neveu de Kané.

« Pour le rôle, je lui ai demandé d'apprendre un peu de japonais, ce qu'il a fait très sérieusement, et même avec passion, en suivant des cours à la Japan Society. Pendant le tournage (en été 1990), il ne s'exprimait donc pas en simple japonais phonétique, il comprenait ce qu'il disait. Et il gardait tout de même le côté « étranger malhabile » qui convenait à son personnage.

« Richard Gere a voulu que Clark ait plus de rapports avec les enfants de l'histoire et avec la famille japonaise, par exemple dans la scène des prières, parmi tous les gens du village, ou celle de l'harmonium. J'ai donc modifié certaines séquences en fonction de ses désirs.

Le film se termine par la course de la grand-mère sous une pluie battante, poursuivie par les enfants, en ralenti et en montage alterné. « Je voulais communiquer ce qu'éprouvent les enfants, qui comprennent à ce moment que leur grand-mère veut rejoindre son mari sur le lieu d'impact de la bombe, à Nagasaki. Ils s'identifient presque à la grand-mère, comme dans la scène de la rose rouge qui symbolise l'émotion de la vieille femme : ce sont ces sentiments très forts de communion par-dessus les générations et les tragédies historiques que j'ai voulu transmettre. »

Propos recueillis par
MAX TESSIER
(Traduction de Patrick de Vos)

Un vétéran, un excentrique et un survivant. Avec seulement trois cinéastes, l'Asie est terriblement sous-représentée, compte tenu de ses immenses populations et de ses traditions cinématographiques. La réjouissante et prestigieuse présence de Kurosawa, la curiosité pour son compatriote l'original Suzuki, l'obstination de Chen Kaige malgré la chappe oppressante retombée sur la Chine, n'empêchent pas de se demander où sont passées les « nouvelles vagues » annoncées à Taïwan, à Hongkong, en Corée ? Et qu'advient-il de l'Inde ? Le plus inquiétant est que le doute pèse moins sur les sélectionneurs que sur la vitalité de ces régions dont on attendait beaucoup.



Le Fil de la vie, de Chen Kaige.

Musique chinoise, peinture japonaise

CHEN KAIGE, l'auteur inspiré de *la Grande Parade*, *la Terre jaune* et *le Roi des enfants* (Cannes 1988), livre avec *le Fil de la vie* une métaphore ambitieuse sur l'histoire de la Chine, le passage du pouvoir et des secrets de l'art. A travers le récit symbolique d'un jeune musicien aveugle qui hérite du savoir de son vieux maître sur son lit de mort, Chen tisse les fils d'une parabole sur la jeunesse, l'espoir, l'amour et la mort. De « grands thèmes », certes, mais magnifiés par le traitement visuel.

Après les splendeurs arides de *la Terre jaune*, il inscrit à nouveau ses personnages dans les paysages désertiques du Shanxi, transfigurés par le talent de l'opérateur Gu Changwei, tremblants de poussière et de lumière. Chen Kaige a choisi pour incarner le vieux sage aveugle un acteur étonnant, Liu Zhongyuan (soixante-huit ans), qui porte sur son visage parcheminé toute l'histoire du peuple chinois.

Le Fil de la vie confirme la vitalité des survivants de la « cinquième génération » de cinéastes chinois, Chen Kaige et Zhang Yimou (l'auteur de *Ju-Dou*) en tête, qui vivent en exil mais continuent de travailler en Chine, avec des capitaux essentiellement étrangers : le film a pu exister grâce à une étrange coproduc-

tion entre la Chine, l'Allemagne, l'Angleterre, les Pays-Bas, le Japon et l'Espagne... Les Chinois ont surtout prêté leurs paysages inouïs, et leur talent. C'est déjà beaucoup, et il faudra compter avec ce film dans une compétition dominée par les Européens et les Américains.

Le film japonais *Yûmeji* est, lui, hors compétition, dans la sélection Un certain regard — définition à laquelle il correspond admirablement. Réalisé par le sexagénaire Seijun Suzuki (auteur de *la Barrière de chair*, sorti l'an dernier, et cinéaste-culte au Japon), il est consacré au peintre Yûmeji Takehisa, qui exerça ses talents particuliers à l'époque Taishô (les années 20). Moins biographique qu'évocation raffinée de son art et de ses relations avec ses femmes-modèles et ses amis (dont le mystérieux mécène incarné par la star du kabuki, Tamasaburo), dans une ère de liberté morale et artistique. Imagerie poétique somptueuse et baroque et réflexion insolite et pleine d'humour sur la création, l'érotisme et la mort se combinent pour confirmer que Suzuki, faune juvénile du cinéma japonais actuel, est un véritable auteur à découvrir en France (on vient de lui rendre hommage à Rotterdam).

M. T.

agasaki

PROGRAMME



COMPÉTITION

COMPÉTITION

OUVERTURE : *Homicide*, de David Mamet : le 9, à 19 h 30 et 23 h 30. Sortie le 9.

L'Assassin du tsar, de Karen Chakhnazarov : le 10, à 8 h 30, 14 heures et 19 h 30.

Lune froide, de Patrick Bouchette : le 10, à 11 h 15, 16 h 45 et 22 h 30. Sortie le 22.

Le Porteur de serviette, de Daniele Luchetti : le 11, à 8 h 30, 14 h 15 et 20 heures. Sortie le 15.

Malina, de Werner Schreuter : le 11, à 11 h 15 et 22 h 30.

Jacquot de Nantes, d'Agnes Varda (hors compétition) : le 11, à 16 h 45. Sortie le 15.

Rhapsodie en août, d'Alkira Kurosawa (hors compétition) : le 12, à 8 h 30, 14 heures et 19 h 30. Sortie le 15.

Europe, de Lars Von Trier : le 12, à 11 h 15, 16 h 45 et 22 h 30.

La Chair, de Marco Ferreri : le 13, à 8 h 30, 14 heures et 18 h 30.

Hors la vie, de Marcoun Bagdadi : le 13, à 11 h 15 et 21 heures. Sortie le 15.

A Rage in Harlem (la Reine des pommes), de Bill Duke : le 14, à 8 h 30, 11 h 15 et 22 heures.

La Belle noiseuse, de Jacques Rivette : le 14, à 16 h 45. Sortie en juin.

Bix, de Pupi Avati : le 15, à 8 h 30, 14 heures et 19 h 30.

Proof, de Jocelyn Moorhouse (*) (c) et le **Caire**...
raconté par **Youssef Chahine** (**) (court-métrage) : le 10, à 8 h 30 et 22 h 30, salle Claude-Debussy. Le 11, à 15 heures et 17 h 15; le 18, à 11 heures, Arcades.
Un supplément d'âme, d'Ademir Kenovic : le 10, à 10 h 45 et 12 h 30, salle Claude-Debussy. A 19 heures et 21 heures; le 15, à 21 heures, Arcades.
Paris Trout, de Stephen Gyllenhaal : le 11, à 9 heures et 22 h 30, salle Claude-Debussy. Le 12, à 15 heures et 17 heures; le 18, à 13 h 15, Arcades.

Cheb, de Rachid Bouchareb, précédé d'un court métrage, *Le Grand frère*, d'Eric Pinatel : le 10, à 15 heures, Auditorium André-Bazin et à 20 heures, Arcades. Le 11, à 17 heures, Auditorium André-Bazin et à 22 heures, Arcades. Le 12, à 19 heures, Studio 13. Le 13 et le 18, à 22 heures, Arcades.

Le Cri du coq, d'Alain Guesnier, précédé de *Anton Webern*, de Thierry Knauff : le 10, à 17 heures, Auditorium André-Bazin, et à 22 heures, Arcades. Le 11, à 17 heures, Auditorium André-Bazin, et à 20 heures, Arcades. Le 12, à 20 heures, Arcades. Le 13, à 19 heures, Studio 13. Le 18, à 20 heures, Arcades.

Hommage à André Decoin, salle Miramar, à 11 heures :
Retour à l'aube : le 10 ; *Abus de confiance* : le 11 ; *Mademoiselle ma mère* : le 12 ; *Battements de cœur* : le 14 ; *les Incanans dans la maison* : le 15 ; *Premier rendez-vous* : le 16 ; *Je suis avec toi* : le 17 ; *Non coupable* : le 18 ; *la Vérité sur bébé Donge* : le 19 ; *la Chatte* : le 19, à 14 heures ; *Razzia sur la chnouff* : le 20.

Hommage à Jacques Demy : le 11, à 16 h 30, Grand Auditorium Lumière.

Hommage à l'animation : le 13, à 11 heures, salle Miramar, et à 22 h 15, Auditorium André-Bazin.

Hommage à David Lean : le 13, à 11 heures, Auditorium André-Bazin.

Hommage à Pierre Bramberger : le 15, à 11 heures, Auditorium André-Bazin.

La SADC - Société des auteurs et compositeurs dramatiques - prend part au Festival. Pour parler le mercredi 15 mai, de 10 heures à 13 heures, salle Bazin, des droits d'auteur et droits voisins dans le nouvel espace audiovisuel européen et mondial. Et le jeudi 16 mai de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 h 30, pour discuter de la place des scénaristes, adaptateurs, dialoguistes quelque peu oubliés, remarque Claude Santelli, président de la SADC, « dans le rayonnement prestigieux de l'auteur caméra ».

Enfin, le 17 mai, lors de la soirée de clôture de la Semaine de la critique, la SACD attribuera deux prix : un de 60 000 francs pour un long-métrage et un de 30 000 francs pour un court-métrage.

CANNES 91

TRENTÉ-CINQ PROFESSIONNELS A LA QUESTION

Méfiez-vous des contrefaçons

CINÉ/TÉLÉ

« C'est pas du cinéma, c'est de la télé! », entend-on souvent, et, hélas! souvent avec raison, à la sortie des salles obscures. Qu'est-ce qui ferait alors que des images projetées sur un écran sont « du cinéma »? Le genre d'histoire racontée? Le style de la mise en scène? L'argent dépensé? Le Monde a demandé aux professionnels ce qui, selon eux, « constitue la particularité d'un film de cinéma et le différencie de tout autre moyen d'expression, notamment audiovisuel ». Par-delà les déclarations de guerre ou de bon voisinage avec la télévision, leurs réponses ébauchent la carte du territoire que peut revendiquer le drapeau du cinéma.

Jean-Jacques Annaud, cinéaste :

Film de cinéma et film de télévision sont tous les deux des « romans en images sonores ». Le principe est le même. C'est le spectateur qui diffère. Et l'utilisateur finit par influencer sur l'objet.

L'homme télévisé ne veut souvent pas grand-chose : une « image de fond » destinée à meubler le quotidien de sa vie domestique. Les films lui parviennent gratuitement, devant son fauteuil. La fourchette ou le téléphone dans une main, il tient dans l'autre l'arme ultime : la télécommande.

L'homme cinématographique est un homme télévisé qui a eu envie de sortir. De sortir de l'ordinaire. Il mérite, et exige, qu'on se donne plus de mal pour lui. Pour l'émerveiller, l'émerveiller ou l'épuiser de rire. C'est le moment pour le film de combler l'espérance, de remplir le contrat. De donner « du spectacle ». Et, peu à peu, film spectaculaire après film spectaculaire, le public d'ici fait sien le modèle de civilisation des marchands de plaisir de là-bas. Auxquels il arrive parfois, aussi, de faire de l'art.

Claude Berri, cinéaste et producteur :

Tout ce qui se compose d'images n'est pas du cinéma, alors que tout finit par être de la télé. Le cinéma, c'est la haute couture du récit en images, là où la qualité est à son maximum. Le jour où les salles de cinéma seront ce qu'elles devraient être, les faux films de cinéma ne résisteront pas à l'épreuve d'une bonne projection. Il y a un danger dans la concurrence de la haute définition, qu'il faudra contrôler, mais je ne crois pas que la télévision tuera jamais le cinéma, pas plus que le prêt-à-porter n'a tué la haute couture.

René Bonnell, responsable du cinéma à Canal Plus :

Le spectateur de cinéma est invité à un usage très rigide des lieux, du temps, de l'espace ; le film impose sa chronologie et sa durée. Le spectateur n'a d'autre liberté que de se jeter dans ce qu'on lui projette. Le récit, son rythme, sa facture, guident le regard et conditionnent l'oreille. Pris au piège de sa passivité et prisonnier de ces normes, le spectateur regarde défilier des images préassemblées pour former une œuvre inébranlable, dédoublée de lui-même où on lui demande de se retrouver. Le spectateur est moins vulnérable face à un film télédiffusé. La révolution technologique, qui agrandit et perfectionne les écrans à diffusion électronique, n'apporte pas le spectacle cinématographique dans les foyers, n'installe pas de salles de cinéma dans les salons ; elle convertit à un usage individuel un bien collectif ; elle transforme une communion anonyme en une adhésion singulière dans un cadre que l'on contrôle. En dilatant le petit écran, on ne reconstruit pas le grand (1).

Gérard Brach, scénariste :

Je n'écris pas pour la télévision comme pour le cinéma. Pour la télévision, on écrit pour moins cher. Et le budget détermine en partie l'histoire. L'exigence d'un réalisateur à la forte personnalité ne peut s'exprimer à la télévision. Et même quand il y a de l'argent comme dans les séries américaines, c'est stéréotypé. Par exemple, les poursuites de voitures : les mêmes (gros) moyens produisent les mêmes scènes. Mais la principale différence entre cinéma et télévision, c'est la qualité du spectateur. Les télé-spectateurs sont mauvais, les spectateurs de cinéma sont bons, très exigeants, ils ne sont là que pour le film.

Jean-Claude Brisseau, cinéaste :

La différence entre cinéma et télévision est une question de moyens. Le travail du son, en particulier, est sans comparaison. Il n'existe pas de style de mise en scène propre à la télévision. Mais il est certain qu'un cinéaste, aujourd'hui, se pose la question de savoir à quoi son film ressemblera quand il passera à la télé, notamment dans le choix des cadrages, gros plans ou plans larges. La réponse, privilégiant le grand ou le petit écran, est l'affaire de chacun.

Philippe Carcassonne, producteur :

De plus en plus, les différences objectives s'estompent entre expression cinématographique et expression audiovisuelle. Les critères techniques (qualité de l'image et du son), économiques (disparités des budgets) ou socio-médiatiques (supériorité statutaire des gens de cinéma) tendent à se brouiller ou même à s'inverser.

Pourtant, la ligne existe toujours qui partage les eaux du cinéma et de la télé. Ténue mais réelle. Il me semble que la différence est liée à la notion du point de vue : point de vue du film opposé au non-point de vue du télé-spectateur.

Il y a dans la matière du film quelque chose d'immuable qui dit : « Je suis unique et je ne parle qu'à un seul. » Au cinéma, le continuum s'établit entre ce qui se regarde et celui qui regarde, parfois dans le conflit et jusqu'au rejet. La télévision, elle, est un continuum en soi. Les images qu'elle propose décrivent une auto-relation, un sens fermé qui ne vaut que par les images précédentes et suivantes.

Jean-Claude Carrière, scénariste :

Ce qui fait qu'un film est « du cinéma », c'est qu'il est projeté en public dans une salle. D'ailleurs, on n'a jamais vraiment su ce qu'est le cinéma. Est-ce le moyen d'enregistrer le mouvement au moyen d'une succession d'images fixes? Si oui, Edison en est l'inventeur et il n'est aujourd'hui nullement en crise. Ou bien est-ce le moyen technique (la croix de Malte) qui a rendu possible la projection de cet enregistrement dans une salle? Dans ce cas, l'inventeur est Lumière. Et le cinéma-Lumière est en crise, tandis que le cinéma-Edison se porte très bien.

René Cleitman, producteur :

Votre question est univoque et ce n'est pas sans signification. Dirait-on à propos d'un téléfilm : « C'est pas de la télé, c'est du cinéma! »? (C'est arrivé : *My Beautiful Laundrette* par exemple, télé-film anglais, devenu film de cinéma aux États-Unis, puis dans le monde entier).

J'ai envie de proposer une définition simpliste : un film de cinéma est un téléfilm tellement réussi qu'on est prêt pour le voir à faire des folies : être bloqué trois quarts d'heure dans les embouteillages, risquer une sévère contravention, abandonner ses enfants à une hasardeuse jeune fille au pair, se faire transpercer par une averse, payer très cher un fauteuil douteux, se faire coincer les genoux, respirer de curieuses odeurs, avaler vingt minutes de publicité pour toutes sortes de produits, être assis derrière un chapeau ou une somptueuse chouchoute, avoir peur pour son sac à main et enfin, *last but not least*, avoir laissé à la maison le bâton de commandement, je veux dire la télécommande. Deux heures sans zapper.

Si on me présente un projet de téléfilm dont je pense qu'il peut déclencher autant d'anomalies dans le comportement de mes contemporains, je le baptiserai aussitôt « film de cinéma » et je le produirai.

Alain Corneau, cinéaste :

La particularité des « films de cinéma » réside

peut-être en une résistance aux progrès de la standardisation en matière d'expression audiovisuelle. Quand on fait un film de cinéma, on travaille avec un producteur qui (plus ou moins) prend les grandes décisions seul à seul avec le metteur en scène ; longueur et budget sont variables ainsi que les méthodes de tournage. On peut (plus ou moins) choisir son format, le sujet ne doit pas (encore) être obligatoirement « consensuel 20 h 30 ».

Enfin, à la sortie, on peut montrer le résultat, soit dans des grandes salles, soit dans des petites. Même si toute cette chaîne relève parfois d'un combat incertain et douteux, il faut que les deux vieilles formules du cinéaste – « Chaque film est un prototype » et « Il n'y a aucune loi » – restent vivantes. Sinon...

Raymond Depardon, cinéaste :

S'il y a deux images, je refuse pour l'instant de travailler avec l'une (la vidéo), qui reste pour moi un moyen de diffusion. Le seul négatif, c'est le film de cinéma, avec son image qui existe, qu'on peut toucher, couper, agrandir, qui est physique. On en devient amoureux, on peut vivre avec elle toute sa vie ; l'image cinéma a un vrai cadre qui exprime des sentiments. Elle n'est pas jetable, on a peur d'elle, mon cœur bat plus fort, plus vite, quand elle se révèle à la lumière. C'est peut-être de l'artisanat ou de l'art, c'est un peu moins de l'industrie. C'est forcément subjectif, il y a encore un opérateur, c'est un peu moins anonyme. On peut filmer des paysages, l'image cinéma n'est pas passiste, c'est l'avenir, son négatif vaut de l'or. Elle peut se marier avec la vidéo le temps de la sélection et de la cuisine du montage. Elle peut s'associer avec sa sœur le son et toutes les promesses techniques qui vont venir ; l'image cinéma sait mieux écouter que la vidéo, elle a une mémoire fiable, qui n'est pas une vague promesse. Mes premiers films n'existeraient plus si j'avais commencé à filmer en vidéo. Sauf transfert et retransfert, une affaire de luxe. Attention à notre mémoire, il n'y a plus de cinéma sans elle.

Michel Deville, cinéaste :

La particularité d'un film de cinéma, c'est son mode de diffusion. Pour le voir, il faut se dérangier.

Jacques Dilllon, cinéaste :

Esthétiquement, je n'ai jamais fait de différence entre mes films destinés aux salles et ceux destinés directement à la télévision. Mais la télévision est si conservatrice, si réactionnaire que les programmes pour des gens pas encore tout à fait déceuvés deviennent rarissimes. Dès qu'un nouveau responsable est nommé, il se doit de « rassurer », et le terrible mot qui fait froid dans le dos tombe immédiatement : famille, la famille, une télévision pour la famille. De quoi se remettre à haïr les familles de nouveau, à supposer qu'on ait cessé. En regardant leurs programmes, pas trop, merci, on voit de quel mépris pour « la famille » ils sont capables. On ne doit pas parler de la même (famille) : je suppose qu'ils doivent y mettre, dans leur famille, pas mal de travail et de patrie.

Que l'on ait fait assez vite le deuil de la télévision tenue par les marchands d'armes et de béton, soyons honnêtes, on n'attendait pas pire, mais l'autre, celle du service public... Que fait-elle sinon de singer les autres? Aujourd'hui, ces télévisions demandent des films où la publicité peut faire son nid : la télévision sert à ramasser l'argent de la pub, et à rien d'autre.

On s'en foutrait peut-être si la télévision n'était aujourd'hui la principale source de financement du cinéma. Pour ma part, de la *Drôlesse au Petit Criminel*, j'ai une fâcheuse tendance à me faire jeter par les chaînes, ce ne doit pas être des films pour leur famille. Heureusement, il reste Canal Plus, grâce à qui on peut encore faire des films, et aussi un peu la SEPT avec qui on peut encore bricoler (je ne dis pas ça péjorativement, la SEPT n'est pas riche et j'aime bien le bricolage).

Marguerite Duras, écrivain et cinéaste :

La différence entre un film de cinéma et un film de télévision? L'auteur.

Charles Gassot, producteur :

Scénario numéro 1. Film de cinéma « pour le cinéma », mode d'emploi. Sujet : ambitieux, entouré d'une équipe de talents auxquels le producteur donne le maximum de moyens. Cible : public respecté. Risque : possibilité de mort subite pour le producteur

mais également possibilité de jackpot.

Scénario numéro 2. Film de cinéma « pour la télévision », mode d'emploi. Sujet : attendu, entouré d'une équipe de talents auxquels le producteur ne donne aucun moyen. Cible : public, le plus vaste possible, donc *aucun* précisément. Risque : possibilité de mort lente pour le producteur, aucune possibilité de jackpot.

Quoi qu'il en soit, vous prenez le scénario numéro 2, vous faites une bonne ou pas bonne campagne de pub et hop! voilà un film alibi. Les entrées en salle? Aucune importance, vous vous rattraperez sur les passages télé ; comme on dit : c'est bon pour le catalogue.

Méfiez-vous des contrefaçons.

Pierre Jollivet, cinéaste :

On a plus de temps pour tourner au cinéma qu'à la télévision, où il faudrait pouvoir compenser ce manque de temps par des paris pris audacieux. C'est, hélas! ce que refuse la télé, où on n'est courageux que pour les informations et le documentaire. La fiction télévisée, s'adressant à un public plus large que celui du cinéma, s'obstine à vouloir les produits les plus raisonnables.

Le cinéma est plus dangereux. Il faut, pour faire un film de cinéma, être habité d'une « urgence » dans le propos, qui donne la force de supporter toutes les épreuves. On peut alors espérer que le spectateur sentira cette nécessité en se disant que ceux qui ont fabriqué le film l'ont fait « malgré tout ».

Robert Kramer, cinéaste :

Le cinéma, c'est la présence du monde qui nous entoure plus l'analyse. Le monde offert directement, immédiatement, comme une demande. Occupant l'essentiel de nos sens. Un monde qui veut que nous définissions notre place en son sein pour exister.

À la différence de la télévision, le cinéma est une extension de la littérature : articulation des mots et des phrases, des idées. La télévision, elle, est un flux électrique. Le cinéma concerne l'analyse du monde, il consiste, par le découpage et le montage, à le disséquer en morceaux, puis à organiser ceux-ci pour qu'ils puissent être vus et compris. Et jugés : le cinéma est un voyage éthique, le montage est entièrement un acte moral, un problème d'attitude personnelle plan après plan, comme des traces de pas qui marquent le chemin des choix au cours de la vie.

Le cinéma est un état d'esprit, rien à voir avec la taille de l'écran. C'est pourquoi il arrive (rarement) qu'on trouve du cinéma à la télévision, et (de plus en plus souvent) de la télévision au cinéma.

Patrice Leconte, cinéaste :

Face à la télévision qui a banalisé l'image du cinéma, en la galvaudant, en la rendant omniprésente, envahissante, les metteurs en scène et les auteurs de cinéma se sentent obligés de réagir en concevant des films qui sacrifient davantage au spectaculaire. Le cinéma retrouve ainsi sa fonction première : il est un spectacle, ce que la télévision, qui nous donne comme un animal de compagnie, ne sera jamais. Mais il serait navrant d'imaginer que le cinéma se doive de pérorer en Dolby stéréo pour retrouver son identité et reconquérir le territoire perdu. Car trop de films, de Woody Allen à Christian Vincent (*La Discrete*), n'auraient plus le droit d'exister. Un film de cinéma est un film qui suscite chez les spectateurs l'envie d'aller le voir dans les salles, sans attendre qu'une de nos glorieuses chaînes ne le massacre un an plus tard.

Gérard Oury, cinéaste :

La télé, c'est petit petit, même quand l'écran est grand : image rétrécie, son en chambre, lumière allumée dans la pièce, téléphone qui sonne, bouffe, coupure publicitaire (une, en attendant mieux!) ou encore télé au dodo, télé-berceuse, on s'effondre après la journée de boulot et on roupille comme un bienheureux.

« J'ai paillé une toile, on va au ciné? » C'est la fête, une fête collective. On rit, on pleure tous ensemble, on a mérité son plaisir en faisant la queue. Et voilà que la lumière s'éteint. Le son stéréo-Dolby vous cerna, vous enveloppe, écran géant, on s'en va vadrouiller en Arizona, aux Indes, en Chine ou ailleurs. On y est, on y sera de plus en plus. La France, le monde entier s'équipe en 70 millimètres et son numérique, seuls moyens, paraît-il, de lutter contre la télévision. C'est sans doute vrai.

Mais faut-il lutter contre la télé? Parce qu'elle renvoie un drôle d'ascenseur, la télévision. Sans elle, à Bois-d'Arcy ou ailleurs, dans leurs boîtes en fer, sur des étagères, ils moisiraient, les films, à jamais

صلى الله عليه وسلم

CANNES 91

ons



oubliés. Grâce au petit écran le grand écran survit, et génération après génération les mêmes font connaissance avec Chaplin, Renoir, Melville, Prévert, Audiard, Jeanson. Ils croient même que Raimu, Fernandel, Gabin, Juvet, Bourvil, De Funès et les autres sont encore vivants.

Alors, on cohabite? Oni, à condition de ne pas se marcher mutuellement sur les plates-bandes, bande-son, bande-image.

Jean-Paul Rappeneau,
cinéaste :

Où finit le cinéma? Où commence le reste, c'est-à-dire la télévision? Je ne sais qu'une chose : il y a un cinéma quand il n'est impossible de quitter l'écran des yeux, et télévision dès que mon regard décroche, que ma pensée s'évade. Ce n'est pas la chose montrée ni le sujet traité qui font la différence, c'est la qualité de la tension qui s'établit entre moi et l'écran. Cette tension, cette vibration que seul le cinéma peut créer, d'où proviennent-elles? De la force du récit, du magnétisme des acteurs ou des pulsations de la mise en scène? De tout cela peut-être, mais aussi d'autre chose qui nous échappe. Chaque plan d'un film comporte une charge qui s'ajoute à la charge des plans précédents, et leur addition finit par nous électriser. Un vrai film est un arc tendu. Face à cela, la télévision n'est que relâchement.

Alain Rocca,
producteur :

Un film de cinéma vient « de l'intérieur », du désir d'une personne (ou d'un très petit nombre de personnes), un téléfilm repose sur des critères extérieurs, définis par un cahier des charges en fonction d'études de l'audience et des besoins d'ensemble de la chaîne. Cette différence conditionne tous les choix (scénario, interprètes, décors, financement...). Et l'œuvre finale est la résultante de ces choix. Être producteur de cinéma, c'est trouver les moyens de coller au plus près au désir de l'auteur du film.

Eric Rochant,
cinéaste :

Il y a une différence selon le matériel ; utiliser la pellicule ou la vidéo est aussi différent que choisir entre la pierre ou l'argile pour un sculpteur.

Mais c'est surtout un problème de communication : celle de cinéma ne chemine pas dans le même sens que celle de télévision. Au cinéma, on fait d'abord le film et on essaie de faire venir les spectateurs vers lui, le désir part du film, d'une ou de très peu de personnes. Alors que la télévision part du désir du spectateur, préjuge de son désir. Les spectateurs sont déjà là, devant le poste. La télé est un espace préétabli dans lequel on rentre des produits. Au cinéma, c'est la salle qu'il faut remplir, à la télé, c'est l'écran. Le film de télé est par nature un peu esclave. Esclave de son public.

Bertrand Tavernier,
cinéaste :

Du point de vue formel, seul le cinéma utilise toute la gamme des lumières et des ombres, jusqu'au noir absolu, alors que les téléfilms sont suréclairés pour que chaque portion du champ soit visible. D'où aucun travail sur les matières, les reliefs, les modèles. La télévision use et abuse des gros plans purement informatifs, sans motivation esthétique. Elle ne sait pas établir de jeu entre les personnages et les décors, ils sont comme plaqués dessus, alors que le cinéma (le bon cinéma) crée des relations riches entre ces éléments.

Le plan-séquence est l'apanage du cinéma, alors que le téléfilm préfère le surdécoupage : on le voit bien chez les jeunes réalisateurs qui, ayant appris l'image devant la télé, morcellent leur mise en scène en un grand nombre de plans et « se couvrent » avec un maximum d'angles de prise de vue. Il n'y a plus d'écriture avec la caméra. Le matériel tourné peut être manipulé par un autre que le réalisateur.

La différence n'est pas une question de quantité (plus de personnages, plus d'argent, etc.). Elle réside dans l'existence, pour un vrai film de cinéma, d'un parti pris esthétique. Un film raconte plus que son histoire, il traduit l'univers personnel de son auteur. Et même si on se réfère aux films de série réalisés autrefois pour Hollywood par de simples exécutants, on s'aperçoit qu'ils transportaient un imaginaire « plus grand qu'eux » qui fait défaut aux téléfilms.

André Techiné,
cinéaste :

Il y a une sorte d'idéalisme dans la démarche cinématographique qui me fait penser à ce que disait Truffaut : « Le cinéma est un prolongement de la jeu-

nesse. » On ne dirait jamais ça de la télévision.

Pour la télévision, j'ai réalisé *la Matriotte*, dans la série « Cinéma de chambre ». Il n'y avait pas de travelling, beaucoup de plans rapprochés (qui ont une fonction différente au cinéma : sur grand écran, un gros plan de visage devient comme un ciel ouvert, une constellation). Mais la principale différence pour moi, c'est que j'ai travaillé dans une sérénité que je ne connais jamais sur le tournage de mes films, un sentiment d'impunité, alors que pour le cinéma on est en permanence angoissé par la manière dont le public accueillera le film.

Mais il ne faut pas tomber dans le dandysme du mépris de la télévision ; il y a des œuvres qui dépassent toutes les différences. Je pense en particulier à Bergman, dans *Scènes de la vie conjugale*, ou à ce chef-d'œuvre absolu qu'est *Fanny et Alexandre* : l'art cinématographique arrive à un tel aboutissement, une telle simplicité, un tel épanouissement que les questions de support, de format, etc., deviennent accessoires.

Daniel Toscan du Plantier,
producteur :

Ce ne sont pas les moyens qui comptent, c'est la liberté. La télévision se comporte en termes de commandes, de besoins. Le cinéma ne dépend que du désir de ceux qui le font. La télé appartient au domaine du nécessaire, le cinéma est superflu. Ni le mode de financement ni le mode de diffusion ne sont déterminants, l'important est que le cinéma est fait (devrait être fait) « à l'extrême » alors que la télévision vise la moyenne. La preuve en est que, instinctivement, on reconnaît un vrai film de cinéma, même s'il a été tourné pour la télévision, depuis *Répétition d'orchestre*, de Fellini, jusqu'à *Décalogue*, de Kieslowski.

Christian Vincent,
cinéaste :

Il y a eu une spécificité du cinéma et il n'y en a plus. Le cinéma touchait au mythe, il nourrissait une légende. C'était l'époque des pionniers et cette époque est révolue.

Je dirais qu'il y a pourtant toujours « du cinéma » quand, derrière un film, on sent quelqu'un. Il y a plus de cinéma dans un film maladroit, voir raté, mais où l'on sent un peu d'inspiration, une

vraie nécessité ou une grande sincérité, que dans certains « grands films » qui auraient pu être réalisés par n'importe qui.

Dominique Wallon,
directeur général du
Centre national du cinéma :

Le cinéma peut être grandiose comme *Cyrano* ou intimiste et exigeant comme *la Discrète* ou *le Petit Criminel*. Il dispose toujours d'une double liberté, celle du sujet, et celle du langage et de la forme, de la possibilité de varier le rythme de son récit, de pratiquer les ellipses les plus inattendues comme de prolonger presque indéfiniment la durée d'un plan. La différence ne joue donc pas sur les talents comparés des auteurs de films de cinéma ou de programmes audiovisuels. Elle dépend des conditions économiques et juridiques de production (pluralisme et autonomie supérieure des producteurs de cinéma) et, plus fondamentalement, des conditions de réception par le public et des conséquences qu'en tirent les deux « industries » de cinéma et de l'audiovisuel.

Elle tient également à la spécificité du message télévisuel, à sa fonction de flux à la fois continu et sans cesse soumis aux arbitrages du zapping. Un téléfilm est un moment d'une programmation générale, il veut être vu par le plus large public dans une situation de disponibilité et d'attention rarement absolues. A vouloir être le plus « fédérateur » et visible de la manière la plus large et la plus indifférenciée, le téléfilm perd beaucoup de sa richesse inventive.

Il n'est pas faux de dire que certains films sont en réalité des « téléfilms ». Or il n'est plus possible de faire des films pour les salles qui ne se différencient pas fortement du quotidien de la programmation de fiction à la télévision. Le public, lui, l'a parfaitement compris. Malgré l'injustice de certains résultats, il reconnaît prioritairement les œuvres qui exploitent au mieux la spécificité des conditions de production et de diffusion du film de cinéma.

(1) Extraits de son ouvrage *la 2^e Image*, publié par Gallimard et la Femis.

Cette enquête a été établie
par Jean-Michel Frodon

FLIPCODE!

VOICI LA CARTE QUI PEUT VOUS DONNER
ENVIE D'ECRIRE VOTRE PREMIER FILM

PHILIP MORRIS
CLUB ESPACE CINEMA

34565 43
MR JEAN PALLAIN
VAL 02/92

CARTE PHILIP MORRIS CLUB ESPACE CINEMA
 Demandez-vous au (1) 39 02 11 00

هكذا من الاصل